

11 SEPTEMBRE
Un cahier spécial de 18 pages à conserver

ARTS WEEK-END et CINÉMA
La nouvelle saison culturelle

PLAISIRS Les recettes de Ricardo
L'arrivée et une page sur les vins



DÉCO & STYLE
Un nouveau cahier décoration et mode



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE SAMEDI 7 SEPTEMBRE 2002

SONDAGE CROP—LA PRESSE—LE SOLEIL

Un désir de changement

Le PQ et le PLQ victimes du goût de nouveauté des Québécois

LOUIS TANGUAY
LTanguay@lesoleil.com

■ Menacé d'un balayage adéquiste qui ne lui laisserait qu'une « poignée de circonscriptions » si une élection avait lieu maintenant, le Parti québécois (PQ) est durement frappé par le désir de changement des électeurs qui ne semble pas se résorber depuis le printemps.

C'est ce qui se dégage d'une analyse du dernier sondage CROP—*La Presse*—LE SOLEIL qui montre, comme les résultats des deux autres coups de sonde dévoilés cette semaine, que l'électorat continue de favoriser le parti de Mario Dumont.

Après une répartition des indécis, l'Action démocratique du Québec (ADQ) se retrouve avec 40 % des intentions de vote, 9 points devant les libéraux et à 12 points de plus que le PQ.

Le vice-président de CROP, Claude Gauthier, fait cependant remarquer que, en province et chez les francophones, le score de l'ADQ s'élève à 48 %.

Donc, selon lui, « il n'est pas difficile d'imaginer un balayage de l'ADQ dans les circonscriptions francophones », ce qui laisserait « une poignée de députés au parti de Bernard Landry et un peu plus à Jean Charest à cause des sièges qui peuvent être considérés comme garantis automatiquement au Parti libéral du Québec ».

L'expert rappelle que, même si le comportement des électeurs peut changer dans une élection générale, le précédent a été créé quand des châteaux forts du PQ ont été emportés par l'ADQ aux dernières partielles de juin.

« Et, au Québec, quand les gens n'ont plus peur du changement, ils changent. »

SONDAGE
LA PRESSE-LE SOLEIL — CROP

LES INTENTIONS DE VOTE PROVINCIAL

Si des élections avaient lieu aujourd'hui au Québec, pour lequel des partis suivants voteriez-vous?

L'Action démocratique	40 %
Le Parti libéral du Québec	31 %
Le Parti québécois	28 %
Autre	1 %

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

Puisque dans la population, on parle beaucoup d'un désir de changement, le sondeur a posé pour la première fois une question pour savoir quel parti est jugé « le plus apte à gérer le changement au Québec ».

Les sondés ont choisi l'ADQ dans une proportion de 46 %, soit deux fois plus que les 23 % du PLQ qui ne devance le Parti québécois que par cinq points.

On pouvait, dit M. Gauthier, s'attendre à ce résultat de 18 % pour un parti à son deuxième mandat. Mais ce qui peut inquiéter les stratèges de cette formation, c'est que 29 % des personnes interrogées qui disent vouloir voter pour le PQ considèrent que Mario Dumont incarne le changement. Même chose pour 19 % de celles qui destinent leur vote aux libéraux.

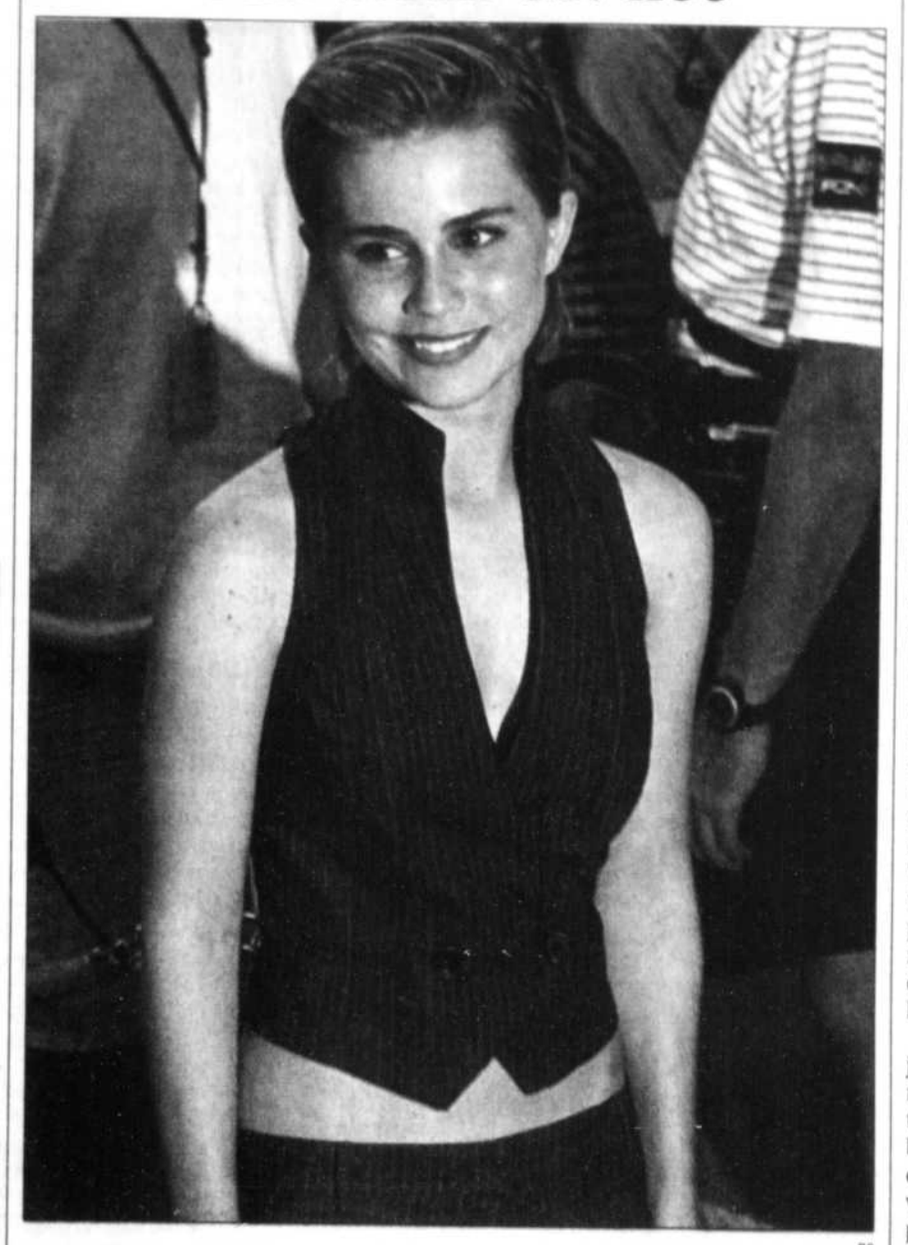
M. Gauthier ne cache pas que la question du changement a été introduite pour tester le succès du vocabulaire du PLQ qui se propose pour « gérer le changement ».

Les réponses indiquent clairement que ce discours ne passe pas encore la rampe.

À la question du chef de parti qui serait « le meilleur premier ministre », Jean Charest, qui était en tête

Voir CHANGEMENT en A 2 ➤
❑ **Un pari audacieux** Page A 3

Une étoile est née



PC

Petit moment de grâce hier au Festival international du film de Toronto. La jeune comédienne Alison Lohman, 21 ans — qui trouve son premier rôle important au grand écran dans « White Oleander » aux côtés de Michelle Pfeiffer, Robin Wright Penn et Renée Zellweger —, a fait tourner bien des têtes grâce à un rôle inusité et à un jeu brillant. Son nom risque maintenant d'être difficile à oublier. Détails en A 4.

Le cocktail explosif d'Obedjiwan

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

En l'espace de deux semaines dans la réserve d'Obedjiwan, une fillette de 6 ans a été violée par un jeune, une adolescente de 14 ans a eu le visage lacéré par une bouteille de bière et une dame a reçu une balle de fusil. Une vague de violence ? Non. La routine.

« Des cas de grosse violence à Obedjiwan sont fréquents et réguliers, confirme Bernard Laberge, directeur des services policiers de cette réserve isolée, située à 193 kilomètres à l'ouest de Roberval. Tellement que ça ne me surprend plus. Ça fait partie du quotidien. C'est triste à dire, mais on finit même par s'y habituer. Si ça

Voir COCKTAIL en A 2 ➤

Un SOLEIL renouvelé

Après les changements substantiels apportés au contenu du SOLEIL l'automne dernier, l'heure du renouveau sonne une fois de plus pour votre quotidien. Et notre équipe n'a pas ménagé ses efforts pour vous offrir un numéro du samedi au contenu plus riche et plus diversifié.

Nous sommes particulièrement heureux de vous offrir un tout nouveau cahier, Déco & Style. Quatorze pages couleur consacrées à la décoration et au design, à l'architecture et au patrimoine, à la mode et à l'horticulture. Au menu aujourd'hui : un reportage sur les jardins d'eau intérieurs, une visite de la maison de la skieuse Mélanie Turgeon, une entrevue avec la propriétaire de la maison Krieghoff, de nouvelles chroniques mode et beauté, et la chronique horticole de Larry Hodgson.



Yves Bellefleur
YBellefleur@lesoleil.com
Rédacteur en chef et vice-président Information

Le cahier Contexte cède la place aujourd'hui à un cahier spécial commémorant le premier anniversaire des tragiques événements du 11 septembre 2001. Le monde a-t-il vraiment changé depuis cette journée ? Et notre vie quotidienne ? LE SOLEIL vous propose une réflexion de 18 pages sur le sujet. Un cahier à conserver.

La semaine prochaine, le cahier Contexte fera d'ailleurs peau neuve. Rebaptisé Zoom, ce cahier magazine comptera plus de pages, sera plus diversifié et aura une nouvelle présentation. Dossiers d'actualité et de société, entrevue de la semaine, un face-à-face « j'aime-j'aime pas » entre journalistes, la chronique de Normand Provencher, des articles du *New York Times* et du quotidien français *Libération* composeront entre autres le nouveau cahier Zoom.

Les cahiers Arts week-end et Cinéma vous invitent cette semaine à découvrir la nouvelle saison culturelle. Rien n'a été oublié : cinéma, télévision, musique (francophone, anglophone, classique, blues, jazz), théâtre, danse, musées, événements jeunesse. Dès samedi prochain, ces deux cahiers adopteront une nouvelle facture tant par leur contenu que par leur présentation. À ne pas manquer notamment, un nouveau concept de chronique télévision.

Voir SOLEIL en A 2 ➤

Bienvenue chez George W. Bush

Est-ce que le monde est devenu différent pour nos voisins américains, un an après les événements du 11 septembre 2001 ? Depuis le début de la semaine, LE SOLEIL tente de répondre à cette question dans une série de reportages signés Julie Lemieux. Notre journaliste est maintenant au Texas, État du président Bush.



Julie Lemieux
JLemieux@lesoleil.com

UN AN APRÈS



CRAWFORD — Dans un coin du Coffee Station, George W. Bush grandeur nature nous regarde manger d'un air satisfait, accompagné de son père et de sa mère. Sur tous les murs, des photos du président sous tous ses angles dominent fièrement le décor. Sur l'addition, à l'entrée du village, un peu partout dans ce bled de 600 habitants, un seul message : « Welcome in Crawford, home of the president George W. Bush. »

Les gens de Crawford sont fiers de leur président

Les gens de Crawford étaient fiers de leur président le jour de son élection. Et ils le sont encore plus aujourd'hui. Pas seulement parce qu'il a mis leur village sur la carte en achetant un ranch à quelques kilomètres de là, il y a trois ans. Mais aussi pour sa gestion des affaires de l'État, pour son sang-froid lors des attaques du 11 septembre et pour le bon sens dont il fait preuve depuis un an.

« Je suis tellement contente que ce soit notre président. Il a fait un travail incroyable depuis un an. Il s'est tenu debout, il a fait face aux problèmes, il nous a donné un but, une raison de s'accrocher », soutient Nancy Baird, propriétaire avec son mari Kirk du Coffee Station, un petit resto sympathique qui est pratiquement devenu une attraction touristique depuis l'élection du président.

M. Bush lui-même est venu y faire un saut à quelques reprises, au grand plaisir des jeunes proprios. « C'est un homme très chaleureux, qui s'intéresse vraiment aux gens et qui ne cherche pas uniquement à être sous les projecteurs, comme Bill Clinton », avance Kirk, qui se dit un républicain pur à 100 %.

Voir BUSH en A 2 ➤

NOUVEAU SONDAGE...



SOMMAIRE

Actualités	A 3	Économie	B 1
Agenda	C 15	Éditorial	D 16, D 17
Agenda cinéma	G 9	Habitat	E 1
Arts et vie	C 1	Le monde	A 17
Bourses	B 6	Québec / Canada	A 7
Capitale et régions	A 12	Petites annonces	E 12
Carrières	I 1	Plaisirs	H 1
Cinéma	G 1	Sports	S 1
Contexte	D 1	Statistiques	S 13
Décès	B 9	Télévision	C 4
Divertissements	H 7	Voyages	F 1

LA MÉTÉO

Maximum 27, minimum 17

Ciel variable avec passages nuageux en après-midi. Détails **page S 16**

Précipitations (avant-hier)
Ce mois-ci : 1,6 mm L'an dernier : 7,6 mm
Cet été : 260,4 mm L'été dernier : 351,7 mm

QUÉBEC, 106e ANNÉE, N° 247
FLORIDE, 2,60 $ US
MONTRÉAL, OTTAWA 2 $ PLUS TAXES
1,52 $ PLUS TAXES
SAMEDI
6 27657 00076 6

GRANDE LIQUIDATION

CHEVROLET TRACKER 4X4 LX 2002



16 998 $*

VENTURE MAXI VALEUR 2002



21 198 $*

* Préparation et rabais GM inclus, transport et taxes en sus, photos à titre indicatif, détails sur place.

FOURNIER
CHEVROLET OLDSMOBILE INC.
AUT. DE LA CAPITALE, SORTIE PIERRE-BERTRAND
687-5170
www.fournierchevrolet.gmcanada.com

BUSH

Suite de la Une

Certaines personnes dans la région ont bien quelques petits reproches à faire au président Bush, particulièrement en matière d'économie et d'emploi. Car il faut admettre que la situation économique aux États-Unis n'est pas aussi rose qu'elle l'était sous le règne de Bill Clinton. Mais Kirk Baird ne se gêne pas pour répondre à ces critiques qui sont selon lui sans fondement. «Ce n'est pas le président qui influence la situation économique, mais le monde des affaires. Ce n'est pas sa faute si les choses ne vont pas aussi bien pour l'instant», affirme-t-il.

Mais les reproches s'arrêtent là. Car lorsqu'on aborde le sujet de la guerre au terrorisme, à peu près tout le monde applaudit le courage du président. Contrairement aux gens de Seattle, qui sont considérés comme des libéraux de nature et qui se montrent plus sceptiques face au travail du parti républicain, les citoyens de Dallas, Waco, Crawford prônent en général la ligne dure avec l'Irak. Et ils se réjouissent de voir George W. Bush pousser dans cette direction. «Les gens de la côte ouest ont peut-être tendance à regarder les problèmes s'accumuler. Mais nous, nous sommes plutôt du genre à vouloir les régler», avance Kirk.

Non pas que les Texans cherchent la guerre à tout prix. Mais à leur avis, Saddam Hussein représente un danger et il doit absolument être éliminé. Et la force pourrait bien être la seule façon d'y arriver.

«Je crois toutefois que M. Bush a un plan, soutient Glenda Smith, qui ne cache pas sa fierté de posséder le ranch voisin de celui du président. C'est un sage homme. Il est conscient des dangers et à mon avis, il fera tout ce qu'il peut pour éviter la guerre. Il tente probablement de mettre de la pression sur Saddam Hussein en espérant qu'il comprenne le message. Et tout le monde espère qu'il le comprendra.»

Mme Smith compare Hussein à Adolf Hitler et estime que le monde ne devrait pas fermer les yeux sur ses activités, comme il l'a fait trop longtemps avec le dictateur allemand. Et elle se désole que cette évidence ne saute pas aux yeux des alliés historiques des États-Unis.

Kirk Baird, lui, ne s'en désole pas. À vrai dire, il s'en fout. Il se fout de ce que la planète peut penser et se dit en faveur d'une action militaire, avec ou sans alliés. «Je crois que nous allons changer le régime de Saddam Hussein, même si nous n'avons pas l'appui de la communauté internationale. De toute façon, nous sommes la plus grande puissance militaire au monde et nous pouvons faire pas mal tout ce que nous voulons. Et ce que nous voulons, c'est libérer les gens de ce pays», argue-t-il, convaincu que les Irakiens ne demandent pas mieux que de se débarrasser de cet homme démoniaque.

De toute façon, ajoute-t-il d'un ton amer, les Américains ne doivent rien à personne. Et il n'est surtout pas question qu'ils se sentent mal à l'aise de passer outre la volonté des autres pays. «Nous contribuons toujours plus que les autres pour la bonne marche de l'ONU et des autres organisations internationales. Quand les gens ont besoin de notre argent, ils viennent nous voir, mais quand c'est nous qui avons besoin d'eux, personne ne veut nous aider. Alors ne vous inquiétez pas. Nous trouverons bien une façon de régler nous-mêmes la situation», conclut le jeune homme d'affaires, en tournant les talons pour aller servir les clients de son Coffee Station.

PRÉCISION

Notre article du mercredi 4 septembre, en page B 1, sur le documentaire *Le Voyage inachevé*, de Jean-Thomas Bédard, laissait entendre que tous les sièges étaient réservés dans l'église de Saint-Bernard, pour la projection du samedi 29 septembre, alors qu'il aurait fallu lire que cette projection était réservée aux gens de Saint-Bernard. Il y a donc encore de bonnes places. **R.T.**

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	**686-3344**
	1-866-686-3344
Carrières et professions	**686-3270**
Petites annonces	**844-4444**
Promotion	**686-3342**
Publicité détaillants	**686-3435**
Publicité générale	**686-3270**
Rédaction	**686-3394**
Renseignements	**686-3233**

www.cyberpresse.ca

925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

SOLEIL

Suite de la Une

Pour souligner l'arrivée de la nouvelle saison de télé, plusieurs changements sont aussi apportés au guide *Voilà !* Nous vous proposons dès aujourd'hui une série de modifications destinées à rendre *Voilà !* plus pratique et plus facile à consulter. Au nombre de ces améliorations, des grilles horaires présentées en format double page et une nouvelle section consacrée à la programmation des émissions présentées après minuit.

Le cahier Plaisirs n'est pas en reste. Nous accueillons en effet dans nos pages deux nouvelles signatures : Ricardo Larrivée et Jacques Benoît. Le premier saura vous surprendre avec ses recettes originales tandis que le second, de concert avec notre chroniqueur Jérôme-Henri Dejardin, saura vous conseiller dans vos achats de vin.

Le populaire cahier Habitat change de vocation. Il devient un cahier consacré principalement à l'activité immobilière dans la grande région de Québec. Aujourd'hui : construction résidentielle et revente fonctionnent à plein régime à Québec.

Demain, et tous les dimanches par la suite, le cahier Sports sera bonifié. En plus de l'actualité de la veille, nous vous offrirons de grandes entrevues, des reportages, des chroniques et des analyses. Le sport professionnel côtoiera le sport amateur, les sports extrêmes et les loisirs sportifs. Au programme demain : cinq pages sur le début de la saison du football américain.

Enfin, nous publierons lundi (et tous les deuxièmes lundis du mois par la suite) un cahier spécial de 18 pages sur l'automobile.

Toutes ces transformations n'ont qu'un seul but : faire du SOLEIL un quotidien à la fois plus informatif et plus divertissant, capable de renouveau. LE SOLEIL change, comme la région de Québec change, et comme vous changez.

Bonne lecture !

CHANGEMENT

Suite de la Une

en avril avec 29 %, se retrouve maintenant à la queue avec 23 %, derrière Mario Dumont (34 %) et Bernard Landry (25 %).

Cette évaluation se confirme quand, appelés à apprécier sur une échelle de 1 à 10 la sincérité et la compétence des trois hommes, les sondés les classent dans le même ordre.

Le chef libéral remporte aussi avec 32 % la palme de ce que les gens aiment le moins dans chaque parti. La politique constitutionnelle des péquistes suit avec 24 %.

Même quand CROP demande si Mario Dumont n'est pas trop jeune pour devenir premier ministre, 72 % des personnes sondées disent que non. Mais 40 % pensent que son parti est trop inexpérimenté pour exercer le pouvoir.

Autrement dit, conclut M. Gauthier, c'est beaucoup plus la personnalité de M. Dumont que l'expérience et la notoriété de son équipe qui soutient la popularité de l'ADQ.

COCKTAIL

Suite de la Une

arrivait en ville, soyez certaine que vous en entendriez parler.»

Comme plusieurs communautés autochtones, Obedjiwan doit composer quotidiennement avec une violence à peu près inconcevable pour le commun des citadins. Madeleine Gilbert, infirmière au dispensaire depuis un an, a eu un choc lorsqu'elle y a mis les pieds pour la première fois. «J'avais beaucoup lu sur la situation des autochtones, je m'étais beaucoup documentée avant de venir ici. Mais, le vivre est une autre chose. Vous devriez voir les enfants laissés à eux-mêmes dans la rue, la nuit. Individuellement, ce sont des gens gentils, sensibles et très souffrants. Mais, collectivement, ils font des choses terribles», souligne-t-elle.

Il y a moins de deux semaines, Mme Gilbert a reçu cette fillette de six ans, qui venait de subir un viol. Le crime a été commis dans un boisé du village, vers 19 h, par un jeune, selon le témoignage de la victime. Celle-ci a été aussitôt placée dans une ville à l'extérieur de la communauté, où elle ne reviendra probablement jamais. Les policiers n'ont encore aucun suspect.

«Vous devriez voir les enfants laissés à eux-mêmes, la nuit»

Les dossiers d'agressions sexuelles sont nombreux dans cette communauté atikamek de presque 2000 personnes. Le jour où la fillette de six ans a été violée, deux autres crimes similaires ont été commis. «En fin de semaine dernière, une adolescente de 14 ans a été violée pendant qu'elle dormait. Un suspect a été identifié, c'est un mineur», ajoute M. Laberge. «Et ça, ce sont les cas qu'on sait», précise Mme Gilbert.

Chantale Awashish, qui a été agressée sexuellement étant jeune, a décidé d'agir. Bientôt, elle organisera un mini-colloque dans sa communauté pour discuter de ce problème endémique. «C'est comme ça depuis longtemps et c'est encore tabou. Je ne serais pas surprise de savoir que toutes les femmes sans exception qui sont âgées de plus de 50 ans ont été violées, et personne n'en parle», s'indigne cette mère de famille. Deux filles et trois garçons, âgés de 4 à 14 ans, en plus d'une fille de 18 ans qu'elle a adoptée. «Je ne sens plus mes enfants en sécurité à Obedjiwan», laisse-t-elle tomber.

VIOLENCE ET DÉLITS SEXUELS

Selon elle, les suicides — et les nombreuses tentatives — qui secouent la communauté sont intimement liés à la violence en général et aux délits sexuels en particulier. Depuis janvier, six jeunes se sont enlevé la vie. «Les victimes sont prises avec le secret et ne savent pas quoi faire», constate Mme Awashish. Les cas d'inceste sont aussi monnaie courante. «Il y a un gars dans la vingtaine qui a abusé de ses trois sœurs et celle de 11 ans s'est pendue en janvier. Je crois qu'il faudrait le dire publiquement, peut-être pas les noms parce que tout le monde se connaît ici, mais au moins dire que ça s'est passé pour que les gens le sachent», souhaite Mme Gilbert.

À la source de ces problèmes, la consommation d'alcool, de drogue, l'isolement et la promiscuité. «Il y a 300 maisons pour toute la population. Il en faudrait 300 de plus tout de suite, maintenant, pour que la situation soit viable», expose M. Laberge. Mme Gilbert estime elle aussi que la surpopulation des résidences est une des principales causes de la criminalité. «Ça arrive de voir 10 ou 12 personnes vivre dans la même maison. C'est comme des HLM, chacun vit dans sa chambre avec son chum et ses enfants», observe l'infirmière.

Avec l'alcool et la drogue ajoutés à cette promiscuité, le cocktail devient dangereux. «Il arrive de voir des enfants dehors des soirs d'hiver en janvier parce que les parents sont sur le party. Ils ne veulent pas retourner à la maison, ils n'ont pas leur coin à eux», déplore M. Laberge, qui précise que ces enfants sont aussitôt confiés aux services sociaux de l'endroit qui s'assurent de les héberger.

Dumont au «bunker»



COLLABORATION SPÉCIALE ANDRÉ PICHETTE

Mario Dumont prenait part hier soir au gala de la rentrée de Radio-Canada, enregistré dans le studio 42, à Montréal. L'animateur de la soirée, Jean-René Dufort, a invité le chef de l'ADQ à participer à une courte présentation de la série politique «Bunker, le cirque», qui prendra l'antenne cet automne. Tentant de mettre fin à la controverse suscitée par cette invitation jugée partisane par plusieurs, la direction de Radio-Canada a invité avant-hier Bernard Landry et Jean Charest à se joindre à leur adversaire adéquiste lors de la soirée, mais les deux chefs ont décliné l'invitation. «Ici la rentrée» sera présentée demain à 20 h 30, clôturant la fin de semaine du 50e anniversaire de Radio-Canada. R.Th.

C'ÉTAIT HIER

2001 — Entre Montréal et Joliette, le chauffeur du ministre des Transports du Québec, Guy Chevrette, commet plusieurs infractions, dont excès de vitesse.

1999 — Au Timor oriental, l'armée indonésienne se joint aux violences de miliciens contre les indépendantistes. — Un séisme de 5,9 à l'échelle de Richter fait 139 morts à Athènes et ses environs.

1993 — En Afrique du Sud, le gouvernement de Frédérik De Klerk et l'ANC de Nelson Mandela s'entendent pour instaurer un Conseil exécutif de transition.

1990 — À l'appel des États-Unis, l'Arabie Saoudite et le Koweït acceptent de financer les forces américaines face à l'Irak.

1986 — Au Chili, le dictateur Augusto Pinochet échappe à un attentat au bazooka et à l'arme automatique qui fait cinq morts : l'état de siège est proclamé au pays.

1575704

LOTO QUÉBEC **Résultats** TVA, le réseau des tirages

La Mini — Tirage du 2002-09-06

NUMÉROS	LOTS
238319	50 000 $
38319	5 000 $
8319	250 $
319	25 $
19	5 $
23831	1 000 $
2383	100 $
238	10 $

Banco — **Banco Spécial** — Tirage du 2002-09-06

02	06	07	18	22
24	28	29	35	39
43	44	46	48	50
51	53	54	57	63

Quotidienne — Tirage du 2002-09-06 — 3 4 — 063 4630

Extra — Tirage du 2002-09-06 — 793216

Super 7 — Tirage du 2002-09-06 — 10 12 23 24 28 37 43 — Complémentaire (15)

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité

Si vous avez un problème de jeu... MISE SUR TOI 1 866 SOS-JEUX

1575589

Votre monde vu d'ici
midi et soir

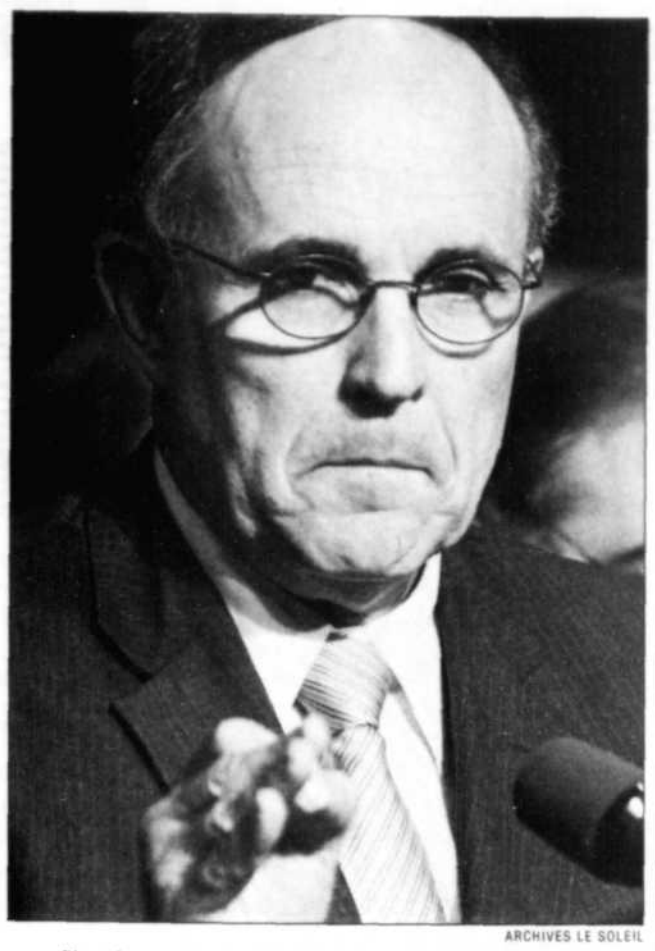
En semaine à 11h30 et à 18h
avec Sébastien Bovet
L'information JUSTE
et APPROFONDIE

L'Heure du midi . . . 11h30
Québec ce soir 18h
Réalisation-coordination: François LaRochelle

50 ans
www.radio-canada.ca/quebec

ACTUALITÉS

Spa GIVENCHY
www.spagivenchy.com
www.lestroistilleuls.com
1 800-263-2230
Pour un séjour de rêve...



ARCHIVES LE SOLEIL

L'ancien maire de New York a signé les contrats de publication pour deux livres pour près de 3 millions $.

RUDOLPH GIULIANI

Consultant de luxe et... idole

MICHEL MOUTOT
Agence France-Presse

■ NEW YORK — Par son courage et sa détermination, il était devenu l'an dernier le « Maire de l'Amérique ». Aujourd'hui, l'ancien maire de New York Rudolph Giuliani est reconverti en consultant de luxe, dans l'attente d'une suite probable à sa carrière politique.

Dans les semaines qui ont suivi les attaques contre le World Trade Center, celui que tous appellent « Rudy » se sentait tellement irremplaçable qu'il avait un temps envisagé d'engager une réforme législative pour prolonger de six mois son mandat.

Remplacé le 1er janvier par le milliardaire Michael Bloomberg, Rudolph Giuliani a signé les contrats de publication pour deux livres (un manuel de management baptisé *Leadership* et des mémoires à paraître), pour près de trois millions de dollars.

Nommé « personnalité de l'année du *Time Magazine* », il a pris place dans la liste la plus prestigieuse des orateurs qui parcourent le circuit des conférences rétribuées, organisé par quelques agences de Washington.

À l'instar de Bill Clinton, il empoche 100 000 $ par discours

Pour « Rudy », les tarifs ont été établis au plus haut : quelque 100 000 dollars le discours, soit à peu près ce que touche l'ancien président Bill Clinton. Cela lui a rapporté en 2002 aux alentours de huit millions de dollars.

Il a ensuite rassemblé ses proches anciens collaborateurs à l'Hôtel de ville et a fondé, en association avec la grande firme de conseil et comptabilité Ernst and Young, une société de consulting baptisée « Giuliani Partners ».

Elle compte parmi ses vice-présidents l'ancien chef de la police, Bernard Kerik, l'ancien chef des pompiers Thomas Von Essen et le chef des services d'urgence de la ville, qui a coordonné les secours au World Trade Center, Richard Scheirer.

Dans ses luxueux bureaux surplombant Times Square, la société met à la disposition de clients comme la banque d'affaires Merryll Lynch ou la société de télécommunications Nextel son impressionnant carnet d'adresses.

Rudolph Giuliani et ses hommes vendent très cher leurs conseils et leur réseau d'influence en matière de sécurité, de finance ou de gestion de crise.

UNE TOUCHE DE POLITIQUE NATIONALE

Porté par une vague de popularité qui refuse de retomber et des sondages qui en font une idole nationale, « Rudy » bat également la campagne en faveur des candidats républicains aux élections partielles de novembre, qui se disputent sa présence dans des meetings ou des réunions de collecte de fonds.

Son nom revient souvent parmi ceux qui pourraient être appelés à de hautes fonctions dans l'administration Bush ou la suivante. Il dément mollement, en précisant bien ne pas avoir tiré un trait sur sa carrière politique.

Il a pourtant adopté un profil bas au cours des derniers mois, refusant l'immense majorité des centaines de demandes d'entrevues qui s'entassent sur le bureau de son attachée de presse.

Il a rompu le silence cette semaine en faveur de *Time Magazine*, à qui il a confié une chronique baptisée « Réussir les choses à Ground Zero ». Il s'y prononce en faveur d'un mémorial qui « s'il ne tenait qu'à moi, occuperait l'ensemble des quatre hectares, avec une structure immense qui dominerait le site ».

Il n'a officiellement plus son mot à dire sur la question, mais, pour Douglas Muzio, professeur de « public affairs » à l'université new-yorkaise de Baruch, Rudy est un poids lourd « que vous n'avez aucune envie d'affronter ».

Gouverneur de l'État, nouveau maire, haut fonctionnaires en charge du dossier : tous ont été priés par la presse de réagir aux suggestions de « Rudy », que personne n'a osé contredire de front.

Il figurera la semaine prochaine en bonne place à la tribune officielle lors de la cérémonie marquant sur place le premier anniversaire du drame.

SONDAGE CROP — LA PRESSE — LE SOLEIL

Un pari audacieux pour le PQ

Seulement 39 % des Québécois voteraient OUI lors d'un éventuel référendum sur la souveraineté

LOUIS TANGUAY
LTanguay@lesoleil.com

■ À l'aube d'un important Conseil national de ses militants, le débat réactivé sur la pertinence de tenir un référendum sur la souveraineté au début d'un prochain mandat pose au Parti québécois un pari audacieux.

En effet, dans le dernier sondage CROP — *La Presse* — LE SOLEIL, la proportion de Québécois qui voteraient pour la souveraineté a fléchi à 39 % maintenant, contre 42 % en juin (après répartition des indécis).

Mais le vice-président de CROP, Claude Gauthier, préfère parler d'un « appui légèrement en baisse » par rapport aux 40 % qui constituent la moyenne historique des intentions de vote pour le OUI.

Il constate que, en dépit du contexte partisan, il reste toujours une base qui demeure souverainiste sans nécessairement vouloir un référendum à court terme. C'est pourquoi le PQ ne récolte pas un appui comparable à celui de son option constitutionnelle.



ARCHIVES LE SOLEIL

L'écart entre la popularité du parti de Bernard Landry et celle de son option constitutionnelle demeure supérieur à 10 points.

La question n'a pas été posée cette fois-ci, mais le sondeur est convaincu que l'opposition à la tenue d'un référendum dans l'immédiat demeure majoritaire autour de 70 % dans la population en général et même parmi les électeurs qui votent pour le PQ.

L'expert est porté à croire que même si on posait la question pour un prochain mandat, ou pour 2005, ça ne changerait pas grand-chose au résultat, parce que d'autres préoccupations dominent dans l'opinion publique.

La décision de tenir un référendum pourrait découler d'une stratégie interne au parti plutôt que d'une stratégie visant l'ensemble de l'électorat.

UNE FAÇON DE SAUVER LES MEUBLES

Mais l'écart entre la popularité du parti de Bernard Landry et celle de son option constitutionnelle demeure supérieur à 10 points. Et comme le PQ ne fait pas le plein de sa clientèle première, et qu'il semble très difficile pour lui de renverser la vapeur dans les intentions de vote, le pari de la souveraineté pourrait aussi lui apparaître comme une façon de sauver les meubles, admet le spécialiste.

Si on compare les chiffres absolus, sans répartition des indécis, on constate que l'écart d'adhésion entre le parti et son option constitutionnelle s'est rétréci de 17 points en juin à 12 points maintenant.

La différence de cinq se compose de trois points de baisse des intentions de voter pour le OUI additionnés à deux points de hausse des intentions de voter pour le PQ.

M. Gauthier note par ailleurs que 36 % des personnes qui ont dit préférer l'Action démocratique disent aussi qu'ils voteraient pour le OUI, comparativement à seulement 8 % des libéraux.

La seule autre carte positive pour le PQ est la satisfaction à l'égard du gouvernement qui est remontée de son creux de 30 % en juin à 37 % maintenant.

Le sondeur suggère que la cote s'est quelque peu redressée à la faveur de l'été et des vacances de l'Assemblée nationale.

Néanmoins, à 57 %, la proportion d'insatisfaits demeure de 10 points supérieure à ce qu'elle était au début de l'année.

Le sondage met aussi en relief que 61 % des électeurs péquistes se déclarent satisfaits du gouvernement contre 33 % qui se disent insatisfaits.

SONDAGE LA PRESSE-LE SOLEIL CROP

LES INTENTIONS DE VOTE RÉFÉRENDAIRE

Selon l'intention de vote au Québec

	TOTAL %	ADQ %	PLQ %	PQ %	AUTRES %
Oui	36	36	8	73	19
Non	56	58	90	21	47
Discrets	8	6	2	6	34

Méthodologie du sondage : Les résultats du sondage reposent sur 606 entrevues téléphoniques effectuées du 27 au 30 août 2002 pour le quotidien LA PRESSE.
Les répondants ont été choisis à l'aide d'une grille de sélection aléatoire parmi les personnes de 18 ans et plus présentes dans les ménages sélectionnés au moment du sondage et aptes à répondre aux questions en français ou en anglais. L'échantillon de ménages a été tiré selon la méthode « probabilité » parmi des listes publiées des abonnés du téléphone de l'ensemble du Québec.
Les entrevues ont été réalisées à partir du centre d'appels de CROP à Montréal. La provenance des répondants se distribue comme suit : Montréal métro 283, ailleurs en province 323.
Lors de leur compilation, les résultats furent pondérés sur la base du recensement 2001 de Statistique Canada, afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la région de résidence des répondants et leur langue d'usage.
D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (606) est précis à 4 points près, 19 fois sur 20. Rappelons que la marge d'erreur augmente lorsque les résultats portent sur des sous-groupes de l'échantillon.

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

SONDAGE LA PRESSE-LE SOLEIL CROP

CE QU'ON AIME LE MOINS DE CHAQUE PARTI

Qu'est-ce que vous aimez le moins du Parti québécois, du Parti libéral, de l'Action démocratique ?

	ADQ %	PLQ %	PQ %
Le chef	5	32	9
Le programme économique	15	13	18
Le programme social	13	11	19
La politique constitutionnelle	17	15	24
Toutes ou plusieurs de ces réponses	3	8	12
Autres réponses	8	2	3
Ne sait pas/Rien	39	19	14

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

SONDAGE LA PRESSE-LE SOLEIL CROP

L'ÉVALUATION DES CHEFS

Sur une échelle de compétence de 1 à 10, où 1 signifie pas du tout compétent et 10 très compétent, quelle note donneriez-vous aux chefs politiques suivants?

Jean Charest	Mario Dumont	Bernard Landry
4,8	5,9	5,2

Sur une échelle de sincérité de 1 à 10, où 1 signifie pas du tout sincère et 10 très sincère, quelle note donneriez-vous aux chefs politiques suivants?

Jean Charest	Mario Dumont	Bernard Landry
4,9	6,4	5,1

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

1575613
NISSAN
(ya) + (hou)

3
SENTRA XE 2003
199$/MOIS*
0$ acompte disponible!
Transport et préparation inclus
• Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD • Siège du conducteur à 8 réglages • Moteur 1,8 L de 126 chevaux • Pneus toutes saisons 15 po • Barres stabilisatrices avant et arrière • Coussins gonflables • Essuie-glace à balayage intermittent • Dossier arrière rabattable 60/40
CLIMATISEUR INCLUS
1,8%
Financement à l'achat**
*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2003 « Option Plus » (C4LG53 BK0Q). Acompte ou échange équivalent de 1 995 $. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 $/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Offre de financement à 1,8 % pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Le logo NISSAN est une marque de commerce de Nissan.
www.nissan.ca 1 800 387-0122
NISSAN

Comment naissent les étoiles

■ TORONTO — Il y a toujours quelque chose de mystérieux dans la façon dont une étoile vient au monde. Je ne sais trop pour l'astronomie, mais au cinéma, le tout tient à une sorte de concordance parfaite entre un talent, un personnage, une caméra, un metteur en scène, qui fait que du jour au lendemain, du moins c'est ce qu'on dirait, une actrice se révèle, s'impose. On appelle ça un moment de grâce.

Il était 8 h 30, hier matin, au Varsity, l'un des huit lieux de projection du Festival international du film de Toronto. Le générique d'ouverture de White Oleander défilait. De gros noms. Michelle Pfeiffer, Renée Zellweger, Robin Wright Penn. Et puis, sur l'écran, celui-là : Alison Lohman.

Qui ça ? Inconnu. Aucune évocation. Mais pas pour longtemps. Deux heures plus tard, lorsque le générique final s'égrenait sur l'écran, il était gravé là, désormais difficile à oublier. On avait déjà hâte de la rencontrer.



Gilles Carignan
GCarignan@lesoleil.com

Certainement plus qu'elle en tout cas. « Je suis un peu nerveuse », a-t-elle avoué naïvement en se pointant devant la presse en début d'après-midi, dans une salle exiguë mais archi pleine d'un hôtel du centre-ville, où les photographes rivalisaient en nombre avec les scribes. Une cinquantaine environ. Rien à voir avec les meutes de Berlin ou de Cannes. Mais quand on n'a jamais connu, et c'était son cas, la trouille est compréhensible.

Heureusement, elle n'a pas été livrée seule en pâture. À sa droite, Michelle Pfeiffer, décontractée. À sa gauche, Robin Wright Penn, un peu plus figée. Seule Zellweger manquait à l'appel. Et devinez à qui la première question de la salle fut adressée...

« J'ai eu beaucoup de support de toute l'équipe », a répondu la jeune Alison, 21 ans, timide, un peu décontenancée par les adjectifs flatteurs sur sa performance. « Je n'aurais pu rien faire sans Michelle Pfeiffer. Toutes les personnes avec qui j'ai travaillé ont été extraordinaires. »

Réponse passe-partout. Comme la plupart des autres. Si elle brille à l'écran, elle n'a rien livré de transcendant. Rien surtout pour permettre de la saisir un peu plus — ce qui du reste est rare dans ce genre d'exercice un peu superficiel. D'elle, on n'a donc guère appris, sinon le titre du film qui l'a le plus marquée. « Le premier qui me vient à l'esprit, c'est *Spinal Tap*. » Rire général pour l'originalité. La glace était enfin, un peu tardivement, brisée.

Née en Californie, Alison Lohman joue la comédie depuis l'âge de 10 ans. Elle a fait un peu de télé, notamment dans la série *Pasadena* diffusée par Fox. Elle a étudié à Londres, puis a été acceptée à la New York University School of the Arts, mais a plutôt décidé de s'installer à Los Angeles. Pour faire du cinéma.

Dans *White Oleander*, inspiré d'un best-seller de Janet Fitch, elle trouve son premier rôle important en Astrid, une adolescente obnubilée par une mère écrasante (Pfeiffer). Un rôle qu'elle a décroché à la dure. Plus de 400 jeunes filles ont été auditionnées aux quatre coins des États-Unis. « J'avais lu le livre avant que le rôle se présente. Et je pense que je savais comment le rendre », a-t-elle dit, sans prétention, incapable même de se rappeler le texte qu'elle avait livré à la payante audition.

Pour le réalisateur Peter Kosminsky, le choix était clair. Il a toutefois fallu réécrire un peu le scénario pour elle, tant le rôle est central, déterminant. « Il n'y a rien dans le film qui n'est pas montré à travers ses yeux, a-t-il souligné. Elle est notre guide dans le film. Il a été tourné avec une caméra à l'épaule, qui la suit partout. Elle est en fait comme une caméra. »

Et un caméléon, a-t-il ajouté. Astrid est une ado multiple, qui se cherche, qui change de look au contact des femmes qu'elle côtoie. Sa mère emprisonnée, elle va de famille d'accueil en famille d'accueil. De mères en mères donc, toutes différentes. « Elle joue une jeune fille qui prend les couleurs des femmes avec qui elle vit. Elle essaie de trouver comment elles veulent qu'elle soit. Mais à l'intérieur, il y a une autre personne. Le film raconte comment elle parvient à trouver qui est cette personne », d'expliquer Kosminsky, un Britannique à qui l'on doit la série télé *Warriors*.



PC

Robin Wright Penn, Alison Lohman et Michelle Pfeiffer, héroïnes de « White Oleander »

Pfeiffer joue la mère, écrouée pour avoir empoisonné l'homme qu'elle fréquentait. « Ce fut probablement l'un des rôles dans lesquels j'ai eu le plus de difficulté à embarquer, a-t-elle avoué. Ça m'a pris du temps pour m'approprier Ingrid. Ce n'était pas l'un de ces rôles que tu trouves dès le départ. »

Son Ingrid est multidimensionnelle. Ni complètement méchante, ni complètement innocente. Manipulatrice, certes. « C'est si facile de jouer à la star et de reproduire tous les clichés. Pour Michelle, ç'aurait été si simple de jouer le personnage comme une sorte d'Hannibal Lecter au féminin. Mais elle a plutôt apporté une complexité au personnage », a mentionné le réalisateur.

« Ce que j'ai appris avec ce film, a-t-il enchaîné, c'est qu'il ne faut pas se fier aux réputations. Dans la salle de répétition, elles demeurent des actrices, elles veulent jouer. Elles veulent trouver la meilleure forme pour leurs personnages. Et ça, c'est très excitant. »

White Oleander, qui sortira en salles en octobre, n'est pas un chef-d'œuvre. Il n'a d'ailleurs pas fait l'unanimité à Toronto hier matin, la salle perdant des spectateurs au fil de la projection. S'il évoque un peu *American Beauty*, dans le ton, la musique et la thématique — la famille éclatée, la perte de l'innocence —, il n'atteint pas les hauteurs du film de Sam Mendes.

Mais il s'avère une évocation sensible, surtout pas trop mièvre, de ce moment trouble de l'existence, où l'on tente de trouver désespérément des repères. Il donne aussi à ses actrices l'occasion de briller dans des rôles inusités. Ce qui n'est pas la norme dans une industrie toujours un peu macho.

« Il n'y en a pas assez, a convenu Michelle Pfeiffer qui semblait attendre la question. C'est vrai qu'il est rare d'avoir l'occasion de jouer avec des actrices de ce calibre. Mais j'ai le sentiment que nous nous approchons (du but). On fait des progrès dans ce sens-là. »

Des progrès qui, s'ils sont réels, profiteront à la jeune génération. À Alison Lohman par exemple, qui tourne présentement avec Nicolas Cage dans *Matchstick Men*, que réalise Ridley Scott.

Simplement dommage qu'aux Oscars, dont le Festival de Toronto ouvre officiellement la course avec sa brochette de primeurs américaines plus « sérieuses », il n'y ait pas de prix pour les révélations. Car elle serait, assurément, sur la ligne de départ.

1576203



Soyez vite sur vos patins

LES INTERNATIONAUX MASTERCARD PATINAGE CANADA 2002

Du 31 octobre au 3 novembre 2002 au Colisée Pepsi. *Billets en vente sur Billetech, aux guichets du Colisée Pepsi ou par téléphone au 691-7211*

Billets pour chaque représentation disponibles dès aujourd'hui

Jeudi 31 octobre	Vendredi 1er novembre	Samedi 2 novembre	Dimanche 3 novembre
16 h 30 – Cérémonie d'ouverture	16 h 15 – Danse originale	17 h 00 – Programme libre - femme	12 h 00 – Danse libre
17 h 00 – Danse imposée	18 h 00 – Programme court - femme	19 h 00 – Programme libre - homme	13 h 50 – Cérémonie de remise des médailles
18 h 30 – Programme court - patinage en couple	19 h 45 – Programme libre - patinage en couple	20 h 50 – Cérémonie de remise des médailles	14 h 30 – Défilé des champions
20 h 00 – Programme court - homme	21 h 50 – Cérémonie de remise des médailles		

CITF RockDétente 107.5 FM · LE SOLEIL · Patinage Canada.ca · Ville de Québec · TQS · Sports internationaux de Québec · Partenaire dans l'événement · MasterCard · Patinage Canada Internationaux

RADIO-CANADA

La télévision d'État se cherche une personnalité

Le président veut revoir le mandat du diffuseur public

RICHARD THERRIEN
RTherrien@lesoleil.com

■ Radio-Canada annoncera en janvier les grandes lignes d'un plan de restructuration qui vise à mieux définir son mandat en tant que diffuseur public.

« Il faut repenser la raison d'être de Radio-Canada, autant en français qu'en anglais. Nous devons offrir une programmation qui se distingue du service commercial, sans devenir un PBS du nord. Nous avons l'intention de prendre davantage de risques », a affirmé le président de la société d'État, Robert Rabinovitch, hier, lors d'une rencontre avec la presse.

Aussi présent à la rencontre, le vice-président par intérim, Daniel Gourd, affirme que d'importants efforts ont été déployés ces dernières années pour offrir un service distinctif et de meilleure qualité, ce qui expliquerait l'importante baisse de la SRC dans les sondages d'écoute.

« Nous avons entre autres fait disparaître de notre programmation les films de série B, les films d'action et de violence, et accentué davantage sur les films plus familiaux et le cinéma canadien. Nous avons aussi réglé des accords avec l'industrie culturelle pour produire des émissions de spectacles, de théâtre. Nous avons augmenté le temps d'antenne accordé au sport amateur et aux magazines d'affaires publiques. Et nous avons éliminé l'humour en bas de la ceinture. Ce sont tous des choix qui génèrent une baisse de l'audience. »



ARCHIVES LE SOLEIL

Le président de la société d'État, Robert Rabinovitch

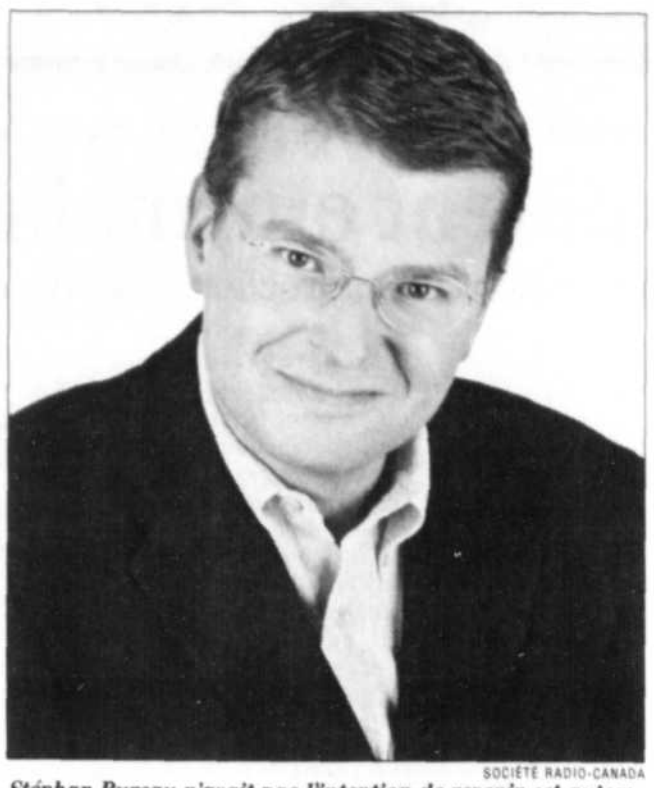
Robert Rabinovitch n'a pas l'intention de jouer sur le même terrain que la télévision privée et minimise l'impact de la baisse des cotes d'écoute. Quand on lui parle de convergence et de la menace grandissante d'un concurrent de plus en plus gourmand comme Quebecor, le président dit ne pas se sentir menacé outre mesure. Pour affronter cette féroce concurrence, aucun nouveau partenariat avec le secteur privé n'est prévu, comme c'est déjà le cas avec le téléhoraire *Voilà !* aux éditions Gesca. Radio-Canada insistera davantage sur les partenariats entre les réseaux français et anglais pour la coproduction de grandes séries, et entre la radio et la télé pour la plus grande diffusion d'autopromotions.

La direction a-t-elle gardé des leçons du lock-out du printemps dernier ? « J'ai appris beaucoup pendant la grève. Il y a un manque de communication évident entre les patrons et les employés », avoue M. Rabinovitch. Déjà, la direction a rencontré les chefs syndicaux et entend les revoir régulièrement. « C'est le commencement d'un dialogue réel », pense-t-il.

Questionné sur les qualités recherchées chez le prochain vice-président de la télé française, suite au récent départ de Michèle Fortin, M. Rabinovitch a dit vouloir « une personne qui connaît bien le marché québécois francophone, partageant nos valeurs sur la nécessité d'un service public. Ça peut être autant quelqu'un du domaine public que privé. Nous avons mis un chasseur de têtes là-dessus et nous espérons faire connaître notre décision au plus tard en janvier. » Il dément les rumeurs voulant que des conflits entre M^me^ Fortin et lui ait mené à son départ.

Ouvertement intéressé par le poste, Daniel Gourd dit ne pas avoir l'intention de quitter Radio-Canada dans l'éventualité où il ne serait pas choisi pour succéder à M^me^ Fortin. « J'ai choisi le service public, j'y ai passé 25 ans de ma vie, je pense que je peux contribuer à l'améliorer. Si une autre personne devrait être choisie, je serais là pour l'appuyer, du moins pour la première phase de son mandat. »

Sans révéler des chiffres précis, Daniel Gourd promet que la production des stations régionales ira en augmentant durant les prochaines années. « Il faudra que les régions se rapprochent, leur permettre d'être plus présentes et de participer à une production qui peut compétitionner avec toutes les autres. On travaille à trouver des créateurs et à développer des talents en régions. »



SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

Stéphan Bureau n'avait pas l'intention de revenir cet automne à la barre du Téléjournal/Le Point à Radio-Canada.

Stéphan Bureau devait partir en juin

RICHARD THERRIEN
RTherrien@lesoleil.com

Stéphan Bureau n'avait pas l'intention de revenir cet automne à la barre du *Téléjournal/Le Point* à Radio-Canada. Le contrat du chef d'antenne se terminait en juin dernier et il avait informé la direction qu'il ne le renouvellerait pas. C'est ce qu'a révélé Daniel Gourd, vice-président par intérim, alors que la direction de la société d'État rencontrait la presse, hier matin. Une nouvelle surprenante qu'il a annoncée sans cérémonie, en toute fin de rencontre.

C'est donc en prévision de son départ que Stéphan Bureau aurait proposé à Radio-Canada une série d'entrevues avec des stars de l'humour, produite par le groupe Rozon, dont *La Presse* révélait l'existence mercredi dernier. Avec l'accord de ses patrons, M. Bureau a entrepris la production d'une émission pilote avec Denise Filiatrault. Or, après des pourparlers avec la direction, il est revenu sur sa décision de quitter son poste au *Téléjournal* et a signé un nouveau contrat de deux ans.

La direction ne voit aucun problème à ce que son chef d'antenne ait collaboré avec un producteur privé alors qu'il était toujours à son emploi. « Comme nous savions qu'il partait, il était normal pour nous de lui permettre d'aménager son départ. Mais dès que nous avons su qu'il restait, nous avons mis fin à la série d'humour », se défend Daniel Gourd.

SÉRIE D'ENTREVUES

Stéphan Bureau ne pourra donc pas collaborer avec Juste pour rire tant et aussi longtemps qu'il restera à l'emploi de Radio-Canada. Entre-temps, il pourra cependant se consacrer à un projet d'envergure produit à l'interne, intitulé *L'Encyclopédie du savoir*, et servant à la fois la SRC et son site Internet. Une série de 6 à 12 émissions d'entrevues à l'échelle internationale avec des personnalités marquantes de l'actualité. « Quatre premières émissions seront réalisées, et si nous sommes satisfaits du produit, nous poursuivrons », affirme Daniel Gourd, tout en avouant que M. Bureau sera libre de produire d'autres émissions à la SRC.

Le vice-président nie que l'arrivée de Simon Durivage à Radio-Canada ait quelque lien que ce soit avec le départ prévu de Stéphan Bureau, mais il refuse de dévoiler le nom de la personne à qui la direction avait songé pour succéder à ce dernier. Simon Durivage a lui aussi en poche un contrat de deux ans avec la société d'État.

VIRUS DU NIL OCCIDENTAL

Une corneille infectée retrouvée à Saint-Vallier

ANNE-LOUISE CHAMPAGNE
ALChampagne@lesoleil.com

■ Le virus du Nil occidental continue inexorablement sa progression vers le nord. Une corneille porteuse du VNO a en effet été retrouvée à Saint-Vallier de Bellechasse, dans la région de Chaudière-Appalaches.

L'oiseau a été retracé grâce au programme SOS Braconnage, qui invite les gens à signaler la découverte de corbeaux, de corneilles d'Amérique et de geais bleus morts récemment ou malades.

Après un premier tri, les corvidés susceptibles d'être porteurs du virus sont envoyés au Centre scientifique canadien de la santé humaine et animale, à Winnipeg, pour des analyses plus poussées. Vingt-cinq oiseaux provenant de la région avaient été expédiés à Winnipeg avant que ce premier cas ne soit découvert.

Des trappes à moustiques seront installées d'ici lundi, afin de découvrir des bestioles éventuellement infectées, a mentionné le docteur Diane Morin, coordonnatrice du programme des maladies infectieuses à la Direction de la santé publique de Chaudière-Appalaches.

Des trappes à moustiques seront installées dès lundi

Le virus du Nil ne se transmet à l'humain que par la piqûre d'un moustique qui s'est auparavant nourri du sang d'un oiseau infecté. Il ne se transmet donc pas d'une personne infectée à une autre, ni d'un oiseau à un humain.

Le docteur Morin tenait surtout à rappeler hier, que, même si le temps rafraîchit, les maringouins sont encore actifs et le risque de piqûre est toujours présent. Il le sera d'ailleurs jusqu'aux premières gelées. Il est donc encore opportun de suivre les recommandations d'usage, à savoir

- ❑ d'éviter de s'exposer aux piqûres tôt le matin et à la tombée du jour, alors que les moustiques sont le plus actifs;
- ❑ de porter des vêtements pâles, ainsi que des bas, souliers et chapeau quand les moustiques sont abondants;
- ❑ de s'assurer du bon état des moustiquaires, sans oublier celui du landeau de bébé;
- ❑ d'éliminer les sites de reproduction que sont les vieux pneus, réservoirs et jouets contenant de l'eau stagnante
- ❑ et enfin, de faire un usage raisonnable de chasse-moustique.

« Mais attention, on ne veut pas dire aux gens de cesser d'aller dehors, dit le docteur Morin. On veut seulement dire que le risque est minime, mais il est là. »

FAIBLE RISQUE

La possibilité d'être piqué par un moustique infecté est très faible, a rappelé le médecin. Et une personne sur 150 qui ont été piquées développera une maladie qui s'apparente à la grippe : douleurs musculaires, fatigue, malaises, fièvre. Et la possibilité est encore plus rare de développer une encéphalite, la forme plus grave de l'infection. Les personnes de 55 ans et plus y sont plus sujettes que les autres.

Par ailleurs, les moustiques infectés franchiront probablement la barrière de l'hiver : une fois que l'infection est apparue dans une région, on la retrouve la saison d'après, note le docteur Morin. Selon les informations disponibles hier après-midi, personne n'avait encore développé de symptômes au Québec. En Ontario, une personne est atteinte et quatre autres sont en attente d'un diagnostic officiel, mais on soupçonne fortement qu'elles en sont affectées.

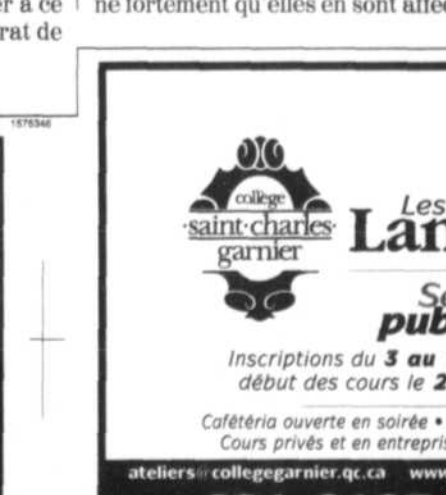
1876138
Séjours linguistiques VIE immersion
L'ANGLAIS à Vancouver 1049$
Comprends 2 sem. de cours + heb. + 28 repas
L'ESPAGNOL à Malaga (Espagne) 1149$
Comprends 2 sem. de cours + heb. + 28 repas
Permis du Québec
Accessible à tous et autres destinations disponibles.
BROCHURE GRATUITE ou www.tourcar.com/si
(418) 835-3336 ou 1-800-463-2265

1876346

ORDINATEUR COBRA
BOITIER IN-WIN
MEMOIRE 256 DDR 2100
LECTEUR 3,5 1.44M
DISQUE DUR 40 GIGS 7200T
VIDÉO GForce IV MX-420 64 MEGS
MONITEUR 17" NEC .25 PLAT
SOURIS INTERNET
CLAVIER 104 TOUCHES
LECTEUR DVD 16X
GRAVEUR 32X
MODEM 56KV90 INTERNE
CARTE DE SON 3D INT.
CAISSES DE SON 120 WATTS
WINDOWS XP HOME FR (LIC.)
1799 $
Du nouveau chez Micro data BR
Tout nos ordinateurs sont maintenant couvert par une garantie "valeur à neuf" partout au Canada par world Wide Warranty! (Compagnie d'assurence mondiale)
Service en ligne 24/24 heures, 7 jours semaine
PENTIUM IV 2000 Mhz
GARANTIE 3 ANS PIECES ET MAIN D'OEUVRE À VOTRE DOMICILE
MICRO DATA
4825, 1 ière Avenue, Charlesbourg
www.microdatabr.com
623-3073

1871444
Talk to you later !
¡Hasta muy pronto !
Ciao, a presto !
Bis Bald !
collège saint-charles garnier
Les Ateliers de Langues
Sessions publiques
Inscriptions du 3 au 18 septembre
début des cours le 23 septembre
Cafétéria ouverte en soirée • Stationnement gratuit
Cours privés et en entreprise aussi disponibles
ateliers@collegegarnier.qc.ca www.collegegarnier.qc.ca/ateliers
681-0107, poste 305

1871718
HOMME
Chic alors !
Cet automne, craquez pour le charme impeccable du coton italien.
Chemise en coton Klauss Boehler,
99$
Cravate 100 % soie, 69 $
Les Ailes Collection

AILES LES AILES DE LA MODE
Nulle part ailleurs
HOMME
Les rayures banquier : du sérieux
Classe affaires, le costume rayé occupe le premier rang. Proposé par Arnold Brant, le classique complet trois boutons, avec pantalon à plis, en lainage souple et léger, se renouvelle avec une chemise beige ou bleu clair. Costume rayé, Arnold Brant, 695 $.
ARNOLD BRANT

AILES LES AILES DE LA MODE
Nulle part ailleurs
Place Ste-Foy (418) 652-4537 • Mail Champlain (450) 672-4537
Carrefour Laval (450) 682-4537 • Centre commercial Bayshore, Ottawa (613) 721-4537
MAINTENANT OUVERT Centre-ville Montréal Édifice Complexe Les Ailes (514) 282-4537
LE GRAND PROJET LES AILES : Fairview Pointe Claire 2003
LA PORTER PARTOUT ÇA VOUS RAPPORTE!
CARTE-CADEAU ÉLECTRONIQUE LA PUCE À PORTER
www.lesailes.com

LE QUÉBEC ET LE CANADA

ACCESSIBILITÉ AUX SOINS PARTOUT AU QUÉBEC

Les médecins disent oui, mais tiennent à négocier

Ils s'en prennent à l'approche coercitive du ministre Legault

MONTRÉAL (PC) — Les médecins se disent d'accord avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, qui veut garantir l'accessibilité aux soins dans toutes les régions du Québec, mais affirment qu'ils en ont contre la façon dont le ministre François Legault veut s'y prendre pour y parvenir.

« Il y a un désaccord important sur la façon de faire, non pas sur les objectifs poursuivis par le ministre », a commenté le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, le Dr Renald Dutil, à l'occasion d'un point de presse, hier, après que les représentants des médecins eurent rencontré le ministre de la Santé.

APPROCHE JURIDIQUE

« Les objectifs, nous les partageons : que les médecins soient répartis sur le territoire », a renchéri le président de la Fédération des médecins spécialistes, le Dr Yves Dugré. Il dénonce toutefois l'approche juridique choisie par le ministère.

Les médecins cherchent à éviter une loi contraignante qui statuerait sur la répartition de l'effectif médical dans la province. Selon un projet qui circule, les médecins devraient signer un contrat de deux ans avec des hôpitaux en région. À défaut de remplir leurs obligations, les médecins contrevenants pourraient perdre leur droit de facturer à la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Les praticiens évalueront des moyens d'action

Le ministère cherche à assurer ainsi un accès suffisant aux soins médicaux dans toutes les régions du Québec.

À l'issue de la rencontre, le Dr Dugré affirmait que « la balle est dans son camp (au ministère) » et que c'est à lui à modifier son approche pour en faire une de négociation plus que d'imposition.

Les représentants des médecins omnipraticiens, spécialistes, résidents, de même que les étudiants en médecine se sont dits prêts à poursuivre la négociation avec le ministère dès lundi.

Le Dr Dutil a affirmé qu'il serait « prématuré de parler d'une stratégie de contestation » de la part des médecins. Il espère néanmoins que le ministre changera d'attitude, sinon « il y aura des moyens d'action qui seront évalués ».

Au ministère, on a fait savoir que le ministre Legault ne ferait pas de commentaires.

PROTOCOLE DE KYOTO

Martin à l'opposé de Chrétien

Il se dit contre l'idée de ratifier le traité et de régler les détails plus tard

GREG JOYCE
Presse canadienne

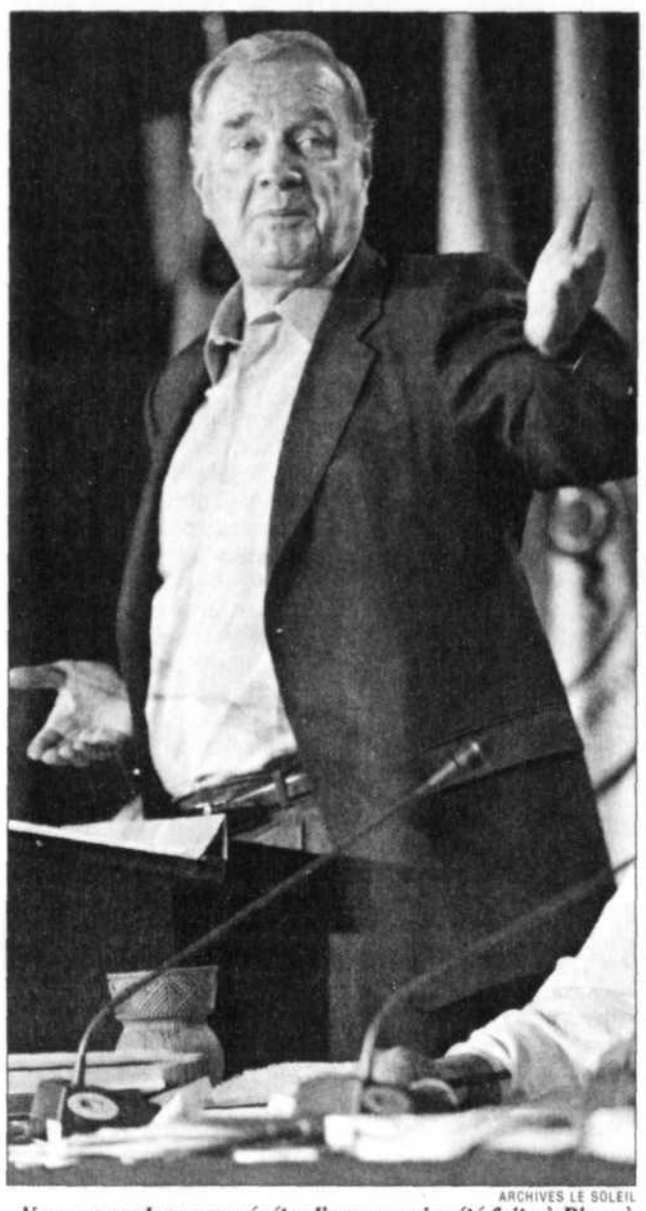
■ VANCOUVER — L'ex-ministre des Finances, Paul Martin, a semblé différer d'opinion avec le premier ministre Jean Chrétien au sujet de l'accord de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre, hier, et a laissé entendre que l'idée de ratifier le traité et d'en régler les détails plus tard était inacceptable.

« Nous ne voulons pas répéter l'erreur qui a été faite (au Sommet de la Terre sur l'environnement) à Rio, où les gens ont signé et ratifié le traité sans qu'aucun plan ne soit prévu », a déclaré M. Martin aux journalistes, alors qu'il faisait acte de présence dans un festival canado-taïwanais à Vancouver. « Les Canadiens ont le droit d'être renseignés sur le projet, d'en discuter et d'en connaître les coûts. »

M. Chrétien a déclaré jeudi que le Canada allait ratifier l'accord de Kyoto et décider plus tard de quelle façon le mettre en pratique.

Hier, tout semblait indiquer que Paul Martin avait entrepris sa campagne au leadership, même s'il s'en est défendu en expliquant qu'il était simplement un politicien canadien qui avait « l'occasion d'avoir des échanges avec d'autres Canadiens ».

Il a parcouru la place des Nations comme un homme qui s'apprêtait à entrer sous peu au 24, Sussex Drive, et non dans 18 mois, après le départ de Jean Chrétien. Il a déambulé d'un *stand* à l'autre et bavardé avec les gens, pris des bébés dans ses bras et souri pour d'innombrables photos.



ARCHIVES LE SOLEIL

« Nous ne voulons pas répéter l'erreur qui a été faite à Rio, où les gens ont signé et ratifié le traité sans qu'aucun plan ne soit prévu », a déclaré M. Martin aux journalistes, hier.

Sa brève allocution a porté sur l'importance du multiculturalisme et la contribution des Canado-Taïwanais au Canada et au monde entier.

L'occasion semblait bonne pour demander à M. Martin s'il appuyait la reconnaissance officielle de Taiwan. Mais l'ancien ministre des Finances a refusé de se laisser entraîner sur ce terrain glissant, déclarant que la politique étrangère était une chose trop importante pour se livrer à des conjectures.

La veille, alors qu'il faisait halte à Winnipeg, on avait essayé d'amener M. Martin à avouer qu'il avait déjà mangé des carrés au chocolat contenant du hachisch. « Il est possible que j'aie connu cette expérience une fois alors que j'avais une vingtaine d'années », a-t-il répondu. « Si je me souviens bien, ça ne m'avait fait aucun effet. Mais j'avoue que j'aime bien les *brownies*. »

SONDAGE DU DOMINION INSTITUTE

Un triangle plutôt confondant

Québécois et Canadiens ont un regard bien différent sur leurs liens économiques avec les États-Unis

JEAN-SIMON GAGNÉ
JSGagne@lesoleil.com

Quand il est question de gros sous, le Québec fait les yeux doux aux États-Unis et le Canada devient soudain très soupçonneux. Un sondage du Dominion Institute, réalisé par la firme Navigator, du 8 au 15 août, éclaire davantage cet étrange triangle économique.

Les Québécois sont nettement plus nombreux que leurs compatriotes à favoriser l'adoption du dollar américain (36 % contre 24 %). Ils soutiennent aussi en plus grand nombre l'établissement de liens économiques plus étroits avec les États-Unis. *Last but not least*, une majorité jugent que le libre-échange avec les États-Unis a eu des impacts plutôt positifs sur l'économie canadienne (57 %), contre 36 % qui affirment l'inverse.

Dans le reste du Canada, à l'exception notable des provinces maritimes, les perceptions économiques se situent complètement à l'opposé. L'adoption du dollar américain apparaît beaucoup plus impopulaire, le développement de nouveaux liens économiques avec les États-Unis est perçu avec méfiance et le bilan du libre-échange est jugé plutôt négatif. En Colombie-Britannique, par exemple, 50 % des gens favorisent désormais la diminution des liens économiques avec les États-Unis et pas moins de 63 % jugent sévèrement le libre-échange.

65 % des Américains voient positivement le libre-échange avec le Canada

Les relations économiques entre les Canadiens et les Américains font certes quelques étincelles. Mais le sondage du Dominion Institute décrit davantage une zone de turbulence persistante pour le couple Québec-Canada. Même la barrière linguistique ne contient plus toujours le flirt entre le Québec et les États-Unis. Ainsi, dans l'hypothèse où on leur offre un emploi mieux payé aux États-Unis, 32 % des Québécois prétendent qu'ils l'accepteraient, contre 28 % dans le reste du Canada. Un résultat étonnant qui bouscule un certain nombre d'idées reçues sur la mobilité de la main-d'œuvre.

Bien sûr, les Québécois et les Canadiens partagent certaines analyses économiques. Ainsi, chez ceux qui estiment que le niveau de vie canadien régresse par rapport à celui des États-Unis, les ennemis communs demeurent clairement identifiés. On accuse dans l'ordre la faiblesse du dollar canadien (36 %), les taxes plus élevées (23,3 %) et la supériorité de l'esprit d'entreprise américain (12,4 %). Les Canadiens peuvent aussi se targuer d'avoir en commun une même ignorance de l'importance du marché américain pour les exportations canadiennes. Près des trois quarts (73,3 %) ne savent pas qu'il représente le débouché de plus de 80 % de notre commerce extérieur.

De leur côté, les Américains sont près de 65 % à évaluer de manière positive les effets du libre-échange avec le Canada. Mais l'affection que nous portent nos voisins du sud ne doit pas être exagérée. Seulement 19 % d'entre eux accepteraient de déménager ici, même pour obtenir un meilleur salaire…

Le Dominion Institute est une organisation à but non lucratif qui vise notamment à promouvoir un enseignement de l'histoire canadienne semblable d'un bout à l'autre du pays. À l'occasion, l'Institut a aussi travaillé avec le Conseil pour l'unité canadienne, entre autres choses lors de la constitution d'un site Web sur les héros canadiens. Le présent sondage a été effectué auprès de 1048 Canadiens et de 600 Américains. La marge d'erreur y atteint 3 % pour les questions posées à travers le Canada, contre 4 % pour celles posées aux États-Unis.

Demain : La démocratie

1874700

Les plaines d'Abraham sur un pied d'alerte

Entrez dans l'histoire!

Samedi 14 et dimanche 15 septembre 2002

Gratuit

Face au jardin Jeanne d'Arc
(au coin des rues de Bernières et Taché)

Beau temps, mauvais temps

Revivez la plus célèbre bataille du pays. Prenez part aux grandes manœuvres militaires et fraternisez avec les soldats et miliciens dans les campements. Participez aux jeux et exercices militaires. Vous deviendrez ainsi soldat d'un jour pour l'honneur et pour le roi!

- visite des campements et des deux tours Martello
- démonstration de tir et maniement des armes
- initiation aux châtiments, soins aux blessés, hygiène
- repas mystère d'époque «Conseil de guerre à la tour Martello»
- spectacle de danse amérindienne
- enrôlement des volontaires et démonstration des manœuvres
- démonstration d'une bataille par les personnages costumés
- brunch canadien à prix populaire
- bricolage et musique d'époque
- vente de nourriture d'époque (en portion dégustation)
- et bien d'autres activités

Participez à cette activité familiale historique

Information : (418) 649-6157

En collaboration avec : Les Miliciens et Fusiliers de Mandats de Montcalm, SRHQ, Pequawket Alliance, Régiment de la Sarre, Compagnie de Lacorne, Association d'histoire vivante Québec-Canada, Compagnie de Canonniers-Bombardiers de Québec, Nation huronne-wendat, 40th Regiment of Foote

Partenaires : Les amis des plaines d'Abraham, LE SOLEIL, Canada

Collenette s'oppose toujours aux pilotes armés

ISABELLE DUCAS
Presse canadienne

OTTAWA — Le ministre des Transports, David Collenette, a réaffirmé hier son opposition au port d'armes par les pilotes d'avions, une mesure qui vient de recevoir l'approbation du Sénat américain. Il prédit de bonnes discussions avec les États-Unis s'ils adoptent une loi à ce sujet.

« L'introduction des armes à feu dans les avions, à mon avis, c'est une situation très dangereuse », a souligné le ministre, en conférence de presse.

Depuis janvier dernier, des agents de la GRC en civil, armés, voyagent à bord de tous les avions canadiens à destination de Washington, aux États-Unis, ainsi que sur certains autres vols nationaux et internationaux. Le ministre Collenette a rappelé qu'il n'était pas en faveur de cette mesure, mais qu'il l'a acceptée pour que les transporteurs canadiens puissent continuer de faire concurrence aux compagnies américaines.

Mais il rejette catégoriquement la suggestion de mettre des armes entre les mains des pilotes, qui n'ont pas les compétences requises pour s'en servir de façon sécuritaire, dit-il. « Vous êtes un pilote, ou bien un policier !, a lancé le ministre. Si les Américains veulent faire cela, c'est bien, mais il y aura un débat au Canada. Je ne crois pas que les Canadiens veulent des pilotes armés. Après, va-t-on armer les conducteurs de train de Via Rail et les conducteurs de métro à Montréal et Toronto ? » Les États-Unis « ont une attitude différente des Canadiens sur le rôle des armes à feu dans la société », a souligné M. Collenette.

Le Sénat américain a voté en faveur de la mesure

Jeudi, le Sénat américain a voté en faveur du port d'armes pour les pilotes américains à bord des vols commerciaux, déjà approuvé par la Chambre des représentants. Les sénateurs, disant vouloir éviter une répétition des événements du 11 septembre, ont approuvé, par une majorité écrasante de 87 voix contre 6, un amendement au projet de loi sur la sécurité intérieure autorisant d'ici deux ans des pilotes spécialement entraînés à faire usage de la force pour défendre des avions commerciaux. Les pilotes américains réclamaient la possibilité d'avoir des armes à bord pour se défendre en cas de détournement d'avion.

Selon M. Collenette, il est plus efficace de s'assurer que des terroristes potentiels n'embarquent pas à bord des avions, en imposant des mesures de sécurité strictes avant le décollage.

McDonough appelle au calme au sujet de l'Irak

■ FREDERICTON — La leader néo-démocrate Alexa McDonough exhorte le premier ministre Jean Chrétien à se transformer en émissaire de paix face à l'offensive militaire américaine qui se trame contre l'Irak. Mme McDonough a déclaré hier que M. Chrétien devait, lors de sa rencontre la semaine prochaine avec le président américain George W. Bush, rétablir la position du Canada comme agent de paix international. « Nous pressons le premier ministre Chrétien de jouer le rôle que le monde veut voir jouer au Canada et se fasse l'émissaire entre les États-Unis et l'Irak, entre les Nations unies et les autres nations progressistes du monde qui veulent voir s'éteindre le projet d'offensive militaire contre l'Irak », a soutenu Mme McDonough à l'issue de la rencontre de trois jours du caucus néo-démocrate, au Nouveau-Brunswick. (PC)

Les industriels canadiens font campagne contre Kyoto

■ MONTRÉAL — Les grandes associations d'industriels canadiens se sont offerts hier une pleine page dans des quotidiens nationaux et régionaux pour mettre en doute le bien-fondé d'une ratification par Ottawa du protocole de Kyoto. Quatre jours après que le premier ministre Jean Chrétien ait annoncé, au sommet de la Terre de Johannesburg, cette prochaine ratification, huit organisations industrielles et une association de contribuables lancent un « message à tous les Canadiens ». L'Association canadienne des producteurs de pétrole, entre autres, assure que la ratification du protocole signifiera pour les citoyens des « prix et des taxes plus élevés » et « désavantagera » les entreprises canadiennes. (AFP)

JEUNES CANADIENS DÉTENUS EN AFGHANISTAN

D'autres présumés terroristes du pays croupissent derrière les barreaux à l'étranger

ANDRÉ DUCHESNE
La Presse

La détention en Afghanistan d'Abdul et d'Omar Khadr, deux jeunes frères d'origine canadienne, n'est pas unique. D'autres Canadiens soupçonnés d'avoir participé à des groupes terroristes sont présentement détenus et sous le coup d'enquêtes à l'étranger.

C'est ce qu'a confirmé hier Reynald Doiron, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. « Oui, il y a d'autres Canadiens présentement dans la même situation. Mais je ne vous dirai pas combien ils sont, ni dans quel pays », a-t-il répondu.

Le ministère en a visiblement plein les bras avec l'affaire des deux frères Khadr, soupçonnés de frayer avec les talibans et des groupes terroristes contrôlés par Oussama ben Laden.

Jeudi, il a émis un long communiqué dans lequel il confirmait que les militaires américains détiennent le jeune Omar Khadr depuis un échange de tirs entre un groupe de rebelles afghans et des soldats américains le 27 juillet près de Khost dans l'est du pays. Un militaire américain, le sergent Christopher James Speer, 28 ans, a perdu la vie dans l'échauffourée alors que Khadr a été blessé. Considéré jusqu'à présent comme une « personne sous contrôle », Khadr, qui aura 16 ans dans quelques jours, ne fait pour l'instant face à aucune accusation. Par contre, certains médias indiquaient hier qu'il est considéré comme suspect dans la mort du sergent Speer.

Quant à son frère Abdul, 19 ans, il est aux mains de l'Alliance du Nord depuis plusieurs mois mais sa présence n'a été signalée que le 30 juillet dernier aux autorités canadiennes.

Les deux hommes sont nés au Canada et y ont encore de la famille, notamment leur grand-mère maternelle demeurant dans la région de Toronto. C'est avec elle que le ministère des Affaires étrangères reste en contact.

On est par ailleurs sans nouvelles des parents des deux hommes. Le père, Ahmed Said Khadr, avait été arrêté au Pakistan en 1995 à la suite d'un attentat à la bombe commis contre l'ambassade d'Égypte à Islamabad qui avait fait 17 morts. Détenu par les autorités pakistanaises, il avait été libéré à la suite d'une intervention du premier ministre Jean Chrétien auprès de son homologue de l'époque, Benazir Bhutto, afin qu'il ait droit à un procès juste et dans des délais raisonnables.

REPRÉSENTATIONS CONSULAIRES

Depuis leur naissance, Omar et Abdul Khadr ont fait plusieurs allers-retours entre le Canada et l'étranger. Ni l'un ni l'autre n'ont été vus au pays récemment.

Il reste qu'ils demeurent citoyens canadiens et ont droit, s'ils le demandent, à rencontrer un agent consulaire. C'est à cette tâche que s'est attelé le ministère. Un travail de longue haleine car il faut passer par plusieurs canaux avant de transmettre l'information et obtenir une réponse. « La détention d'Omar Khadr a été portée à notre attention le 20 août. Le 30, nous avons transmis une note diplomatique au département d'État des États-Unis afin de savoir si nous pouvions communiquer avec lui. Cela prend plusieurs étapes. Il faut envoyer les instructions à l'ambassade qui les traduit en notes diplomatiques. Elles sont envoyées au département d'État qui les envoie au Pentagone et ensuite en Afghanistan. Pour revenir, elles suivent le même chemin », indique M. Doiron.

Le ministère canadien avoue s'inquiéter du traitement réservé au jeune Khadr compte tenu de son âge.

1576310
L'authentique ÉQUIPEMENTS NEUFS ET USAGÉS
modèles de fin de série, liquidation de faillite et surplus d'inventaire
SKI BAZAR
STONEHAM
ANCIENNEMENT AU SOUS-SOL DU CHALET
Depuis 15 ans
La solution économique pour toute la famille!
NOUVEAU LOCAL
Hôtel Faubourg Stoneham
825, Chemin du Hibou, Stoneham
(2 km avant la station de ski)
Les fins de semaine de 9h00 à 16h30
du 21 septembre au 17 novembre
(ouvert lundi de l'Action de grâce)
Cueillette des équipements usagés
les 14 et 15 septembre
et tout au long du bazar
1572971

École de diction et de communication orale
QUELQUES JOURS SEULEMENT POUR VOUS INSCRIRE
DÉBUT DES COURS
14 ou 16 septembre 2002
15 ou 30 heures: 5 semaines
VOUS APPRENDREZ À:
• Vous exprimer clairement d'une façon ordonnée
• Maîtriser votre TRAC
• Respirer, poser et projeter votre voix
• Être naturel, crédible et convaincant
• Acquérir plus d'aisance, d'assurance et de confiance
• Être performant en entrevue
• Faire des présentations
• Perfectionner votre diction (articulation, débit, pauses, intonation, messages téléphoniques...)
Accréditation de la Chambre de la Sécurité Financière et de la Chambre de l'Assurance de dommages (UFC)

MARIE-LAURENCE NADEAU
professeur de diction

JEAN MARTIN, professeur de communication orale
Formateur agréé, Emploi Québec
Pour information: 653-1127
Bureaux ouverts samedi et en semaine de 9h à 16h
Pour les fonctionnaires provinciaux, l'École est inscrite au R.A.P.
2669, ch. Ste-Foy (à proximité de l'hôpital Laval)

1575925
POINT FINAL !!!
François Lotti COLLECTION
Complexe Germain-des-Prés, Sainte-Foy
657-1760
60% à 80%
Dernière chance
HEURES SPÉCIALES D'OUVERTURE
Samedi 7 septembre de 9h à 17h • Dimanche 8 septembre de 10h à 17h
BAUMLER Costume courant 995$ 395$
Guy Laroche Costume courant 1295$ 495$
François Lotti Costume courant 995$ 295$
PRIMA Costume courant 1295$ 495$
Guy Laroche Blouson suède courant 895$ 295$
François Lotti Veston courant 695$ 185$
PRIMA Veston courant 795$ 295$
Guy Laroche Chemise courant 165$ 49$
Cravate courant 135$ 25$
Costume Laine froide 4 saisons François Lotti COLLECTION courant 1195$ 375$
BAUMLER PRIMA COLLEZIONE UOMO Guy Laroche PARIS François Lotti COLLECTION

« Marre d'entendre parler du 11 septembre »

D'ici juin, à chaque mois, le Musée du Québec consacrera un lundi à un débat public sur un sujet d'actualité. La série de rencontres, intitulée Participe présent, démarre dans deux jours en abordant le thème du « modèle américain », un an après les attentats du 11 septembre. Jean-Simon Gagné a rencontré un des membres du panel, Gil Courtemanche. Le journaliste et écrivain livre au SOLEIL les réflexions que lui inspirent les événements tragiques. Alain Dubuc, président et éditeur du SOLEIL, Jean-Sébastien Rioux, politologue de l'Université Laval, et Marcela Escribano, directrice à la mobilisation et à la solidarité chez Alternatives, seront du premier forum.

Jean-Simon Gagné
JSGagne@lesoleil.com

Journaliste, romancier, essayiste, Gil Courtemanche en a ras-le-bol des commémorations entourant le 11 septembre. Au-delà de l'horreur, il invite à remettre les choses en perspective. Voire, à reprendre nos esprits.

« J'en ai un peu marre d'entendre parler du 11 septembre, déclare d'emblée Gil Courtemanche. Bien sûr, je trouve cela horrible. Toute ma vie, je me suis opposé à l'utilisation de la violence, y compris par ceux que je défendais, comme les Palestiniens. Pour moi, un meurtre restera toujours un meurtre, peu importe au nom de quoi il est commis. Mais quand je vois que Radio-Canada et RDI vont consacrer des heures et des heures de reportages spéciaux pour nous faire « revivre » les attentats, je me pose des questions.

Est-ce que LE SOLEIL a fait un cahier spécial, un an après le génocide au Rwanda, qui a fait 800 000 morts ? interroge-t-il. Est-ce qu'on a commémoré la décision prise par Henry Kissinger de faire bombarder le Cambodge, entraînant la mort de milliers de personnes innocentes ?

Je ne dis pas qu'il ne faut pas parler du 11 septembre, encore moins qu'il faut nier l'impact considérable qu'ont eu les attentats sur la planète entière, continue-t-il. Il faut cependant constater que les morts du 11 septembre prennent davantage d'importance parce qu'ils sont américains. »


LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER
Gil Courtemanche, journaliste et écrivain

Pour Gil Courtemanche, qui participera ce soir à une table-ronde au Musée de la Civilisation, sur le thème : Un an après le 11 septembre, pour ou contre le modèle américain ?, l'analyse des attentats apparaît indissociable d'un autre événement, survenu quelques mois plus tôt : l'élection de George W. Bush. Selon lui, la présidence de George W. Bush marque par dessus tout l'arrivée au pouvoir des intérêts politiques et économiques les plus réactionnaires en Occident. Il cite pêle-mêle les lobbies du pétrole, des armes et de la droite religieuse la plus obscurantiste.

« Dès que Bush a pris le pouvoir, on a vu les États-Unis sortir de la mouvance internationale, soutient-il. Il y a eu l'abandon du protocole de Kyoto sur le réchauffement climatique, le refus de la Cour pénale internationale, la dénonciation du traité ABM interdisant les missiles antiballistiques. Avec la Somalie, les États-Unis constituent les deux seuls États [NDLR : sur un total de 193] qui n'ont pas signé la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant ! Pouvez-vous imaginer une chose pareille ? Ce courant isolationniste, déjà très présent avant le 11 septembre, a été aggravé jusqu'à l'absurde par les attentats. Désormais, ces gens-là croient que les États-Unis sont les seuls garants de la liberté et de la démocratie à travers le monde. »

Dans ce contexte, Courtemanche s'étonne de la passivité du gouvernement canadien, qui accepte de « recevoir des coups de pieds au derrière » de la part du grand-frère américain. « Les Américains ont distribué impunément de généreuses subventions à leur agriculture, ils ont adopté des mesures très protectionnistes sur l'acier, ils ont aussi imposé des droits compensatoires sur le bois d'œuvre. Ce n'est pas de l'anti-américanisme primaire, que de dire cela. Ce sont des faits. Les Américains ont toujours eu un peu tendance à se croire seuls au monde. Maintenant, ils se donnent le droit d'agir seuls. »

Est-ce que le Canada pourrait manifester davantage d'indépendance ? « Oui, » répond sans hésitation Gil Courtemanche. Il estime que lorsque l'opinion publique se manifeste, le gouvernement canadien parvient à faire preuve d'un peu de courage. « Les États-Unis sont très mécontents que Jean Chrétien se soit engagé à ratifier le protocole de Kyoto. L'opinion publique canadienne allait dans ce sens-là, alors le Canada a osé. Historiquement, le pays s'est démarqué à plusieurs reprises des États-Unis. Je pense à la reconnaissance de Cuba et de la Chine, à notre politique nationale de l'énergie ou encore à notre insistance pour faire exclure les services publics des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). »

Un an après les attentats de New York et de Washington, Gil Courtemanche estime que la plus grande victoire de Ben Laden et de ses acolytes demeure l'affaiblissement de la démocratie américaine. Il en veut pour preuve les milliers de détentions sans jugement, effectuées depuis le 11 septembre. « Qu'il s'agisse du terrorisme, des problèmes politiques ou des questions environnementales, les Américains pensent toujours pouvoir s'en sortir. Militairement, ils se sentent invincibles. Et même lorsque le sort de la planète est en jeu, ils pensent d'abord à leurs intérêts. La nouvelle économie, et son credo néo-libéral, ce n'est pas la construction de l'avenir, mais la prise du profit immédiat. »

Quant à la guerre *high tech* menée en Afghanistan, Courtemanche y voit un paradoxe de la société moderne. À ses yeux, le progrès demeure d'une certaine façon le plus grand assassin de l'Histoire. « Toute l'énergie et la science que l'on dépioie pour sauver des vies, on l'utilise ailleurs pour en détruire d'autres, » explique-t-il. Au passage, il remarque qu'à mesure que l'on développe des instruments de guerre de plus en plus sophistiqués, la proportion de soldats tués dans les guerres diminue, tandis que celle des civils augmente.

Une conclusion que n'aurait pas reniée Coluche, qui répétait souvent : « La guerre de 14-18 avait fait un civil tué pour 10 militaires. La guerre de 39-45, un civil pour un militaire. Le Vietnam, 100 civils pour un militaire. Pour la prochaine, les militaires seront les seuls survivants. Engagez-vous ! »

1575397
MOULES-TU ?
ENTRE AUTRES METS DÉLICIEUX LES MEILLEURES MOULES EN VILLE !
MÔSS
BISTRO BELGE
255 rue Saint-Paul
face au Marché du Vieux-Port
692•0233
14 variétés à volonté

1575170
PNL
Une approche supérieure de communication et de changement
avec Joanne Riou
Formation de base en PNL à Québec
les 27-28-29 septembre et 12-13 octobre 2002
Un incontournable pour tous ceux et celles dont la communication est le principal levier de réussite professionnelle : psychothérapeutes, gestionnaires, enseignants, directeurs des ressources humaines etc...
Depuis 1985, le Centre québécois de PNL offre les plus hauts standards de formation et de supervision professionnelles.
Pour vous inscrire ou recevoir une brochure d'information :
Centre québécois de PNL 1.877.281.7553 www.centrepnl.com

1575617
ROGERS AT&T
Valeur ajoutée, prix diminué
Pour un temps limité, 3 mois de temps d'antenne local illimité†.
NOKIA 8390
99,99 $
après crédit*
PRIX DE LA CONCURRENCE 350 $**
0$*
0$*
Achetez un Nokia 8390 pour seulement 99,99 $ et obtenez un Motorola V101 ou T193 à 0 $*.
En plus, abonnez-vous au Forfait Famille et partagez une facture, du temps d'antenne et deux téléphones à partir de 35 $ par mois.
Imaginez partager vos minutes, pas votre téléphone.
MOTOROLA V101
MOTOROLA T193
CONSULTEZ LE WWW.ROGERS.COM/SANS-FIL, COMPOSEZ LE 1 800 IMAGINE OU RENDEZ-VOUS CHEZ NOS DISTRIBUTEURS ROGERS^MC AT&T^MD PARTICIPANTS.
ROGERS AT&T COMMUNICATIONS SANS FIL
†Offre de trois mois de temps d'antenne local illimité (valable jusqu'au 30 septembre 2002 inclusivement) applicable sur certains forfaits seulement. *Applicable à toute nouvelle entente de deux ans pour les forfaits de 20 $ ou plus par mois. Après crédit postal de 50 $ pour le Nokia 8390 et de 75 $ pour le Motorola V101 et T193. Ce crédit sera appliqué au compte de l'abonné sur réception d'une preuve d'achat. Les deux numéros de téléphone doivent provenir de la même province. **Selon l'information publique disponible en date du 30 juillet 2002 sur un abonnement mensuel. Offres valables jusqu'au 30 septembre 2002 inclusivement. Prix sujets à changement sans préavis. Les frais d'accès au système et au service d'urgence 911, les frais d'interurbain et de déplacement, les frais liés aux services additionnels en option, la messagerie texte facturée à l'utilisation, ainsi que les taxes exigibles associées à ces services seront également facturés par mois, pour chaque téléphone. MC Rogers Communications inc. Utilisé sous licence. MD AT&T Corp. Utilisé sous licence.
RadioShack. FUTURE SHOP CENTRE HI-FI LA CABINE TÉLÉPHONIQUE
ROGERS AT&T
QUÉBEC
Place Fleur-de-Lys (418) 266-1333
2700, boul. Jean-Perrin (418) 843-0000
Galeries de la Capitale (418) 628-0888
SAINTE-FOY
3062, ch. des Quatre-Bourgeois (418) 651-1423
Place Laurier (418) 659-2132
BEAUPORT
Carrefour Beauport (418) 660-0623
CHARLESBOURG
6780, 1re Avenue (418) 622-3689
CHICOUTIMI
1021, boul. de l'Université (418) 690-0535
Place du Royaume (418) 690-3155
ALMA
241, avenue du Pont Nord (418) 662-9993
SAINTE-MARIE-DE-BEAUCE
1068, boul. Vachon Nord (418) 387-3435
LÉVIS
50, boul. du Président-Kennedy (418) 835-8383
LA BAIE
285, boul. de la Grande-Baie Nord (418) 544-2828
VICTORIAVILLE
495, boul. des Bois-Francs Sud (819) 758-8840
ROGERS AT&T AGENT AUTORISÉ
G. LALIBERTÉ ÉLECTRONIQUE
1007, rue Fontaine Saint-Jean-Chrysostome (418) 839-4328
RDS RADIO
557, rue des Érables Cap-de-la-Madeleine (819) 379-2223
COMMUNICATIONS SPECTROCOM
99, boul. des Bois-Francs Sud Victoriaville (819) 752-6935
DSM ENRG.
855, boul. Bégin Saint-Anselme (418) 885-9331
INOVATEL
3715, boul. Harvey Jonquière (418) 542-4996
INFORMATIQUE MERCIER INC.
4750, boul. Hamel Québec (418) 871-7022

EN BREF

CIRE SUR LES POMMES

Un pomiculteur a reçu des menaces

■ MONTRÉAL — Un pomiculteur québécois qui envisage d'entamer un recours collectif contre l'industrie de la pomme, à cause de l'utilisation d'une cire d'enrobage contenant un produit potentiellement nuisible à la santé, a déposé hier une plainte auprès de la police pour menaces et intimidation. Le pomiculteur Jean-Claude Legault, de Saint-Joseph-du-Lac, avait dénoncé le mois dernier la présence de morpholine dans la cire dont on enduit certains fruits et légumes, surtout les pommes, afin de prolonger leur fraîcheur et de les rendre plus attrayants pour les consommateurs. Les inquiétudes soulevées chez les producteurs et les distributeurs de fruits et légumes ainsi qu'au ministère québécois de l'Agriculture ont amené Santé Canada à analyser plus en profondeur les cires d'enrobage. En attendant de compléter ses analyses, Santé Canada s'est montré rassurante en indiquant que rien ne prouve, pour le moment, qu'il y ait un risque pour la santé des consommateurs. L'Organisation mondiale de la santé a pour sa part recommandé le bannissement de la morpholine dans l'industrie alimentaire à cause du potentiel cancérigène d'un de ses dérivés, la nitrosomorpholine. Les pomiculteurs, alarmés par la réaction des consommateurs qui hésitent dorénavant à acheter des pommes, attendent avec impatience le rapport d'expertise de Santé Canada. (PC)

Cigarettes de contrebande à Sherbrooke

■ SHERBROOKE — La Gendarmerie royale du Canada a présenté hier les fruits d'une saisie de cigarettes et de sacs de tabac de contrebande effectuée à Sherbrooke. C'est une courte enquête entreprise au mois d'août dernier qui a mené les enquêteurs du poste de Sherbrooke de la GRC et de l'Équipe intégrée de la police des frontières du poste de Coaticook de la GRC à réaliser ce beau coup de filet. Un homme de 52 ans de Sherbrooke a été arrêté en marge de cette opération. Dans un commerce, les agents de la GRC ont saisi 20 cartouches de cigarettes et 28 sacs de tabac de contrebande, de même que 2085 $ provenant de la vente de ces produits. Le porte-parole de la GRC en Estrie, Jim Moffatt, a spécifié que l'inscription « Native » était indiquée sur les cartouches de cigarettes ce qui montre qu'elles étaient destinées aux Amérindiens. La marchandise était écoulée sur le marché de Sherbrooke. Le suspect fera face à des accusations de possession de produits de tabac non estampillés conformément à la loi sur l'Accise et possession de produits de la criminalité. Seules les cigarettes dûment déclarées et pour lesquelles les droits ont été payés peuvent être vendues au Canada. (PC)

Le pont Jacques-Cartier fermé à la circulation

■ MONTRÉAL — Le pont Jacques-Cartier est à nouveau fermé à la circulation toute la fin de semaine, afin de permettre la réalisation de travaux de pavage entre Montréal et l'île Sainte-Hélène. Ces travaux visent à faire disparaître une partie des nombreux dos d'ânes métalliques qui ralentissent la circulation sur le pont depuis l'installation des nouvelles dalles en béton qui en forment le tablier. Le pont demeurera fermé jusqu'à au moins 19 h dimanche. Si les travaux sont retardés à cause de la pluie, la fermeture pourrait se prolonger jusqu'à 5 h lundi. Cette fermeture permettra de compléter la moitié des travaux de pavage. Durant les travaux, une voie sera maintenue dans chacune des directions entre Longueuil et l'île Sainte-Hélène, afin de permettre l'accès au parc Jean-Drapeau à partir de la Rive-Sud. (PC)

Le petit Émile sorti de l'hôpital

■ MONTRÉAL — Le petit Émile Jutras, qui a subi une transplantation cardiaque il y a maintenant deux mois, a obtenu son congé de l'hôpital de Montréal pour enfants hier. Sa première grande sortie a constitué un grand moment pour ce garçon de trois ans qui a survécu pendant 126 jours sous support mécanique, dont 109 avec le cœur artificiel Berlin. Hier, ses parents se sont dits soulagés qu'Émile puisse enfin rejoindre ses trois frères et sœurs. Selon son père, Steeve Jutras, l'enfant est aujourd'hui très énergique, a envie de bouger et se porte très bien. (PC)

QUÉBEC

La définition du mariage jugée discriminatoire par la Cour supérieure

■ MONTRÉAL (PC) — La Cour supérieure du Québec a statué, hier, que la définition hétérosexuelle du mariage est discriminatoire et ne se justifie pas en regard de la Charte des droits.

La juge Louise Lemelin a ainsi tranché dans le même sens qu'un tribunal ontarien qui, en juillet, concluait que les provinces doivent enregistrer les mariages homosexuels autant que les hétérosexuels.

La Cour supérieure de l'Ontario a toutefois suspendu pour deux ans l'application de ce jugement, le temps que le parlement fédéral amende la définition du mariage. Le jugement rendu à Montréal « interpelle le parlement : cessez la discrimination contre les couples de même sexe et respectez la Constitution », a affirmé de son côté John Fisher, directeur de l'organisme de défense des droits Égale Canada.

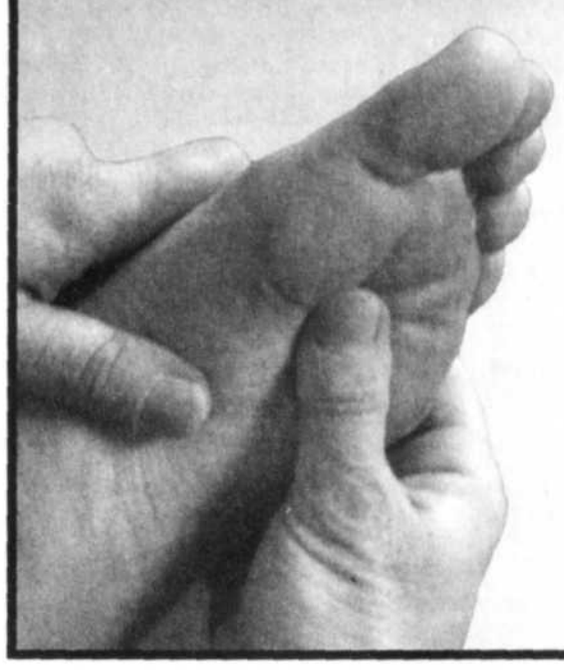
Dans sa décision, la juge Lemelin souligne que l'union qui dure depuis 30 ans entre Michael Hendricks et René Leboeuf était déjà un mariage dans tous les sens du terme, sauf pour le nom. Leur avocat avait plaidé que seule l'orientation sexuelle de ses clients les avait empêchés de faire reconnaître légalement leur mariage.

L'Ontario avait déjà statué sur la question

Des groupes de pression catholiques et protestants avaient pour leur part fait valoir que d'amender sa définition pour l'ouvrir aux couples de même sexe allait menacer l'institution même du mariage. La magistrate Lemelin, s'appuyant sur la jurisprudence du mariage et des unions libres ainsi que sur des décisions en faveur des homosexuels touchant les droits du conjoint survivant, note que « la définition impose une distinction discriminatoire en excluant les couples de même sexe ». Selon elle, il serait simple pour le parlement de modifier le libellé de la loi du mariage en remplaçant les termes « entre un homme et une femme » par « entre deux personnes ».

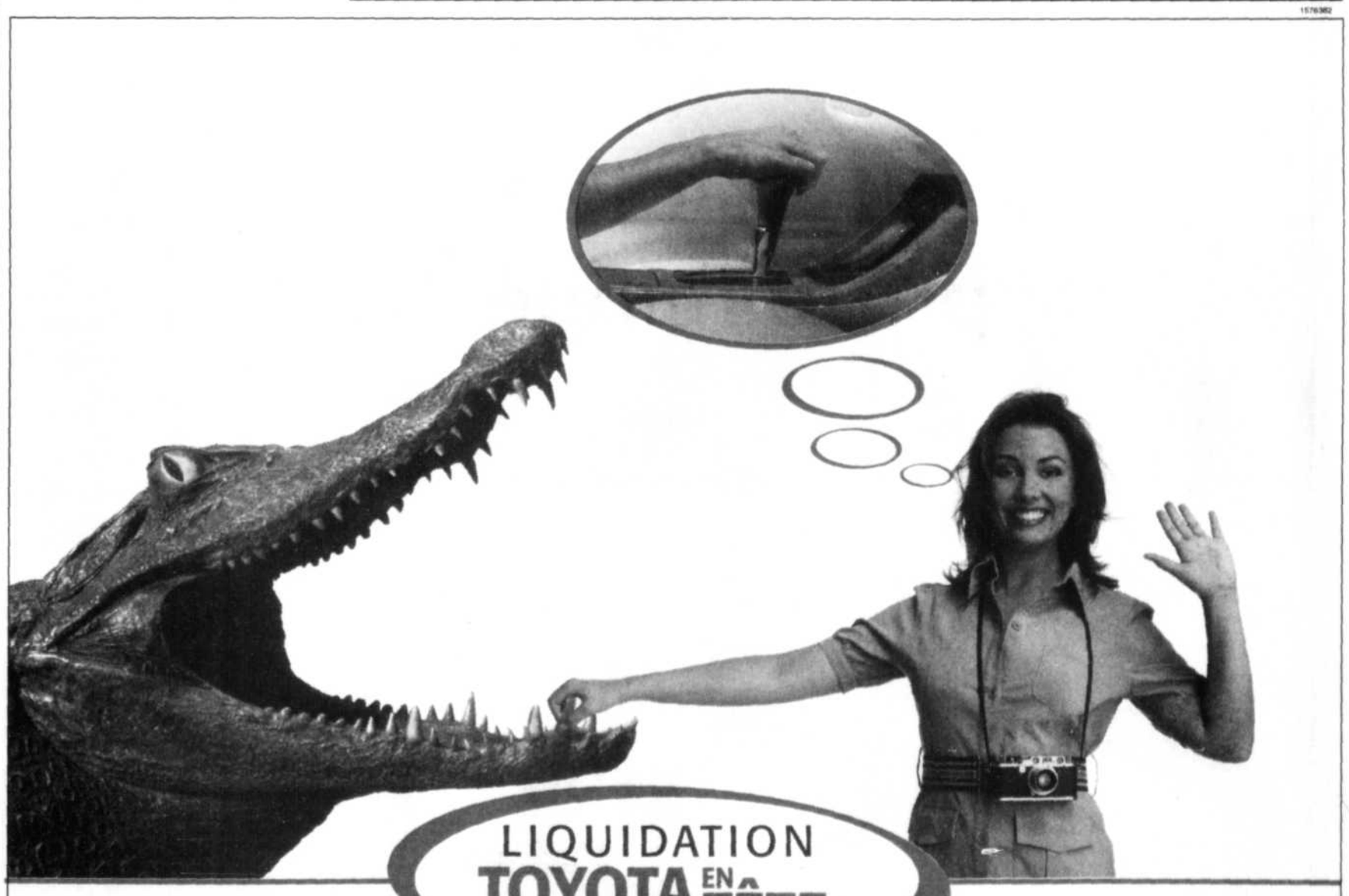
1576463
150 maladies.....
150 solutions
avec
www.aubonsoin.com

1576483
Corrections
Dans la circulaire distribuée les 6 et 7 septembre, nous aurions dû lire :
Page 9 :
Manteau Coyote
N° 30595
Prix : 515$
Veuillez accepter nos excuses pour les inconvénients que cela peut vous occasionner.
LATULIPPE
637, Saint-Vallier Ouest, Québec
(418) 529-0024

1576128
Vous avez mal aux pieds ?

Pour un service complet :
- Examen fonctionnel
- Orthèses et chaussures de qualité supérieure
- Chaussures orthopédiques sur mesure

- Certifié par le Conseil canadien C.C.C.O.P.
- Détenteur de permis du ministère M.S.S.S.
- Accrédité par R.A.M.Q., C.S.S.T., S.A.A.Q., M.E.S.S., O.P.H.Q.
- Affaires indiennes
- Anciens combattants
- La majorité des assurances privées

LABORATOIRE POULIOT
Orthèse-prothèse
spécialité orthèse du pied
2990, Chemin Ste-Foy, Sainte-Foy
(418) 652-0100
Pour un rendez-vous près de chez vous : **1 800 363-6172**

1576382



C'EST AU MOMENT OÙ VOUS METTEZ LA MAIN SUR UNE ECHO QU'ELLE COMMENCE VRAIMENT À VOUS EXCITER. D'EMBLÉE, SON FAMEUX MOTEUR IMPRESSIONNE : 108 CH., (DACT), 16 SOUPAPES, SYSTÈME VVT-i, DISTRIBUTION À CALAGE VARIABLE POUR LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DE LA CONSOMMATION D'ESSENCE. CE MOTEUR EST L'HÉRITAGE DE LA GRANDE MARQUE TOYOTA. ENSUITE, C'EST L'ESPACE INTÉRIEUR QUI ATTIRE VOTRE ATTENTION, LA POSITION DE CONDUITE ET L'ERGONOMIE DE L'AMÉNAGEMENT. ET PUIS, IL Y A LE PRIX. EN OFFRIR AUTANT À SI PETIT PRIX EST VRAIMENT UN TOUR DE FORCE RÉUSSI.
L'ECHO SE DISTINGUE AVANTAGEUSEMENT DE TOUTES LES AUTRES VOITURES DANS SA CATÉGORIE. VENEZ LA VOIR... ET VOUS L'AUREZ EN TÊTE LONGTEMPS.
ECHO 2002
169 $ par mois / location 60 mois Transport et préparation inclus
0 $ dépôt de sécurité
MENSUALITÉ	COMPTANT
169 $	1 207 $
190,58 $	0 $
OU OBTENEZ
0,9 % de financement à l'achat pour 36 mois† sur toutes les Echo 2002 en stock
TOYOTA SERVICES FINANCIERS
Toutes les Toyota comprennent l'assistance routière, un plein réservoir d'essence et des tapis protecteurs. Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. SUR APPROBATION DE CRÉDIT PAR TOYOTA CRÉDIT INC., immatriculation, assurances et taxes en sus. † Offre de location au détail valable sur les modèles Echo 2002 (AT123M AA) neufs en stock. Premier versement de 194,39 $, taxes incluses et dépôt de sécurité de 0 $ exigibles au moment de la livraison. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 ¢ (Echo) du kilomètre excédentaire † Offre de financement à l'achat de 0,9 % pour 36 mois valable sur les Echo 2002 neuves en stock, transport et préparation en sus. Photo à titre indicatif seulement. Offres d'une durée limitée. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.
TOYOTA
Votre concessionnaire
Jusqu'à 1 000 $ de remise

CONFLIT CHEZ VIDÉOTRON

Alentron congédie trois employés soupçonnés de vandalisme

MONTRÉAL (PC) — Alentron, une filiale d'Entourage, a annoncé vendredi avoir congédié pour vandalisme trois travailleurs de la région de Québec qu'elle avait suspendus le 28 août.

Les trois hommes sont ainsi congédiés par un employeur pour lequel ils n'ont pas encore travaillé. Ces trois travailleurs font partie des 650 techniciens de la région de Québec et de Montréal qui ont été transférés par Vidéotron le 13 mai quand cette dernière s'est défaite de ses services d'installation et de réparation du câble au profit d'Entourage et de sa filiale Alentron.

Vidéotron compte réaliser par ce transfert des économies annuelles de 15 millions $.

En fait, seule la quarantaine de techniciens de Hull et Chicoutimi qui faisaient partie de ce groupe de techniciens ont consenti au transfert et font le travail demandé.

Les groupes syndiqués de Montréal et de Québec ont refusé. Ils ont déclenché la grève le 8 mai, grève qui s'est transformée en *lock-out* quelques heures plus tard.

Les trois hommes qui ont été avisés hier de leur congédiement sont Steeve Langlois, Martin Beaulieu et Jean Hardy. Alentron leur reproche d'avoir commis des actes de sabotage, en sectionnant des câbles appartenant à Vidéotron, dans la région de Stoneham le 26 août. Ces trois hommes avaient reçu un avis de suspension la semaine dernière et avaient été convoqués, mercredi, à une rencontre à ce sujet par Alentron. Ils ne se sont pas présentés, a indiqué, hier, la porte-parole d'Alentron Chantal Losier. Ces congédiements menés par Alentron s'ajoutent à une autre série survenue chez Vidéotron au cours des dernières semaines pour des actes de vandalisme et menaces.

MÉGA-PROCÈS À QUÉBEC

La Couronne opte pour une procédure rare

Guy Benjamin
GBenjamin@lesoleil.com

■ Un total de 257 accusations privilégiées ont été déposées hier contre les 46 individus arrêtés en février dernier lors de la plus grande offensive anti motards de l'histoire de la région. L'opération policière, baptisée 4H a notamment conduit à l'arrestation de six membres des Hells Angels.

L'accusation privilégiée est une procédure rarement utilisée qui nécessite l'approbation du procureur général du Québec. La mesure permet de sauter l'étape de l'enquête préliminaire pour se rendre directement à l'étape du procès devant la Cour supérieure.

La même procédure spéciale a été utilisée contre la plupart des hommes arrêtés lors de l'opération printemps 2001, dont 17 ont subi un procès retentissant à Montréal. Un procès avorté qui doit reprendre bientôt.

L'enquête préliminaire est une étape au cours de laquelle la Couronne étale sa preuve devant un juge, qui doit décider alors si la preuve est suffisante pour citer l'accusé à son procès. Or, dans le cas des 46 accusés, dont la plupart ont défilé devant le juge hier, une enquête préliminaire durerait plusieurs mois.

« Si procès il y a, il faudra nécessairement parler d'un méga-procès à Québec », affirme Me Jacques Casgrain, procureur de la Couronne. Il utilise le conditionnel, au cas ou de nombreux accusés décidaient de plaider coupable.

Théoriquement, 42 des 46 accusés pourraient subir leur procès en même temps. Tous les accusés devront se présenter devant un juge de la Cour supérieure le 5 novembre. C'est à ce moment que devrait être fixée la date du ou des procès, puisque de toute évidence, un procès avec 42 accusés est impossible à gérer. Les accusés sont défendus par 14 avocats différents.

La majorité des accusés font face à des accusations de gangstérisme, c'est-à-dire d'avoir commis des crimes au profit, sous la direction, ou en association avec un gang.

Magella Houde, l'un des six membres des Hells arrêtés, voit son nom figurer sur 221 des 257 accusations. Daniel Hudon, considéré comme le chef intérimaire des Hells à Québec, fait face à 209 accusations.

Alain Harton, lui aussi un Hells, doit répondre à 158 accusations. Les deux autres membres du groupe de motards criminalisés, Mario Auger et Sylvain Lord font chacun face à quatre chefs d'accusation.

L'opération de février dernier a permis de démanteler un vaste réseau de distribution de drogues qui avait des ramifications jusque dans les Maritimes. Les policiers avaient estimé les profits du réseau à 15 millions $ par mois.

1576213

SOIRÉE SHIATSU
(sans frais et sans obligation)
10 septembre, de 19h à 21h
Formation et consultation



« Le Shiatsu, un massage à la fois doux et profond, énergétique et relaxant. »
Renée Bérubé, mass.
Une soirée info-atelier à ne pas manquer
Réservation : 687.1165
www.centrepsychocorporel.con
675, Marguerite Bourgeoys, Québec

1576133

Clinique de Recherche en santé des femmes

BAISSE DE LIBIDO

La Clinique de Recherche en Santé des Femmes est présentement à la recherche de volontaires pour participer à une étude clinique portant sur un nouveau médicament en investigation dans le traitement de la baisse de libido.

Si vous êtes intéressée, vous devez :
- Être une femme âgée de 20 à 70 ans
- Être ménopausée chirurgicalement depuis plus de 6 mois
- Avoir une baisse du désir sexuel
- Utiliser l'hormonothérapie depuis au moins 3 mois
- Être en bonne santé
- Avoir un partenaire stable depuis au moins 1 an

Étude sous la direction du Dr Céline Bouchard en collaboration avec les gynécologues, Dr Michel Fortier, Dr J.-Y. Fontaine, Dr J. Hurtubise et Dr G. Paris.

Pour plus d'informations, contacter Suzie Savard ou Maude Julien, infirmières de recherche au (418) 650-2295.

1576132

Clinique de Recherche en santé des femmes

BAISSE DE LIBIDO

La Clinique de Recherche en Santé des Femmes est présentement à la recherche de volontaires pour participer à une étude clinique portant sur un nouveau médicament en investigation dans le traitement de la baisse de libido.

Si vous êtes intéressée, vous devez :
- Être une femme âgée de 40 à 70 ans
- Être ménopausée naturellement depuis plus d'un an
- Avoir une baisse du désir sexuel
- Utiliser l'hormonothérapie depuis au moins 3 mois
- Être en bonne santé
- Avoir un partenaire stable depuis au moins 1 an

Étude sous la direction du Dr Céline Bouchard en collaboration avec les gynécologues, Dr Michel Fortier, Dr J.-Y. Fontaine, Dr J. Hurtubise et Dr G. Paris.

Pour plus d'informations, contacter Suzie Savard ou Maude Julien, infirmières de recherche au (418) 650-2295.

1575678



50 ans

Ici Radio-Canada

Ici la rentrée

Vos vedettes préférées vous réservent une soirée que vous n'êtes pas prêts d'oublier. Découvrez les émissions de la rentrée et les surprises que l'on vous prépare cette année en vous joignant au plus gros party de l'année !

demain 20 h 30

Réalisation : Jean-François Blais

ADIEU LES 2002





Louez à
259$†† par mois.

Location de 48 mois. Comptant initial de 3 955 $ ou échange équivalent. Transport et taxe sur le climatiseur inclus.

Chrysler Sebring LX 2002

Équipée comme suit : Moteur de 2,4 L à DACT et 16 soupapes, 150 ch • Transmission automatique à 4 vitesses • Climatiseur • Freins à disque aux 4 roues • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique • Système antidémarrage Sentry Key[MD] • Radio AM/FM stéréo avec lecteur de CD • Plein d'essence gratuit Ω

★★★★★ **La plus haute cote de sécurité décernée en 2002 par le NHTSA lors de tests de collision frontale**Δ

Louez à
279$†† par mois.

Location de 48 mois. Comptant initial de 3 990 $ ou échange équivalent. Transport et taxe sur le climatiseur inclus.

Dodge Caravan SE 2002

Équipée comme suit : Moteur V6 de 3,3 L, 180 ch • Transmission automatique à 4 vitesses • Climatiseur • Sacs gonflables avant à déploiement progressif • Habitacle de 7 places • Glaces à écran solaire • Système antidémarrage Sentry Key[MD] • Plein d'essence gratuit Ω

Faites vite ! QUANTITÉS LIMITÉES.

0 %* **PENDANT 60 MOIS**
À L'ACHAT DE TOUT MODÈLE CHRYSLER SEBRING OU DODGE CARAVAN 2002 EN STOCK

ET

AUCUN PAIEMENT AVANT 90† JOURS
AU FINANCEMENT À L'ACHAT

PLUS 7 ANS 115 000 KM GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

Profitez d'offres imbattables sur tous les véhicules 2002 en stock, maintenant offerts avec une garantie de 7 ans ou 115 000 km sur le groupe motopropulseur.**

LA VENTE COLOSSALE

Chrysler • Dodge • Jeep[MD]

Avec une offre comme celle-là, nos 2002 encore en stock disparaissent à vue d'œil.

daimlerchrysler.ca

Seulement chez votre concessionnaire Chrysler • Dodge • Jeep[MD]

* 0% de financement à l'achat jusqu'à 60 mois sur toutes les Dodge Caravan et Grand Caravan 2002 et sur toutes les berlines Chrysler Sebring 2002. † Aucun paiement avant 90 jours au financement à l'achat sur toutes les Dodge Caravan et Grand Caravan 2002 et sur toutes les berlines Chrysler Sebring 2002 en stock. †† Tarifs mensuels pour 48 mois établis pour la Chrysler Sebring LX 2002 avec l'ensemble 24H et pour la Dodge Caravan SE 2002 avec l'ensemble 28C. Premier versement et dépôt de sécurité exigés à la livraison. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km au taux de 15¢ le kilomètre. *, †, †† Sous réserve de l'approbation de Services Financiers Chrysler Canada. Transport et taxe sur le climatiseur (inclus à la location), immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs et taxes en sus. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Offres d'une durée limitée, valables sur les modèles 2002 neufs en stock seulement, et exclusives, qui ne peuvent être combinées à aucune autre offre à l'exception de la remise aux diplômés et du programme d'aide aux handicapés physiques. Les offres peuvent changer sans préavis. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. Photos à titre indicatif seulement. Δ Tests effectués en 2002 par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). Ω Plein d'essence gratuit à l'achat ou à la location de tout véhicule neuf 2002. ** Selon la première éventualité. Des conditions s'appliquent. Garantie de 7 ans ou 115 000 km en vigueur sur les modèles 2002 vendus à partir du 29 juillet 2002. ‡ Remise aux diplômés de 500 $ à la location ou de 1 000 $ à l'achat à l'exception de la Neon (750 $). Cette offre exclut la Dodge Viper et la Chrysler Prowler. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada Inc, une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation. Portez toujours votre ceinture. La banquette arrière est l'endroit le plus sûr pour asseoir les enfants.

DIPLÔMÉS Rabais jusqu'à 1000 $‡

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Dodge • Jeep[MD] du Québec

CHRYSLER Dodge Jeep

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

SUICIDE D'UN JEUNE DE 21 ANS

«Le Centre de crise aurait dû le garder»

Le bon samaritain qui l'hébergeait est consterné

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Sylvain Harrison est atterré. Le suicide du jeune homme de 21 ans qu'il a tant bien que mal tenté d'aider aurait pu être évité si les services psychiatriques de Québec avaient été mieux organisés, rage-t-il.

«Ça ne va pas du tout, a confié Sylvain Harrison au cours d'une entrevue avec LE SOLEIL, hier. Je suis allé voir mon médecin ce matin pour qu'il me prescrive quelque chose qui me calmera les nerfs. Personne n'a rien fait pour ce jeune-là, et c'est moi qui doit vivre avec ça aujourd'hui.»

Sylvain Harrison est un ancien intervenant. Il connaissait depuis environ trois semaines le jeune homme de 21 ans qui s'est jeté mercredi en bas du 14e étage d'un immeuble du quartier Saint-Pascal. «Il sortait d'un séjour de deux jours à l'unité des soins psychiatriques de l'Hôtel-Dieu de Québec. Un de mes copains m'avait demandé de l'héberger le temps qu'il se trouve une place dans une maison d'aide.»

M. Harrison a dû «ramener» le jeune homme à l'Hôtel-Dieu de Québec au bout de quelques jours. «Quand on est arrivés, ils ont dit qu'ils connaissaient le cas et ils l'ont monté tout de suite en psychiatrie. Il y est resté deux jours.»

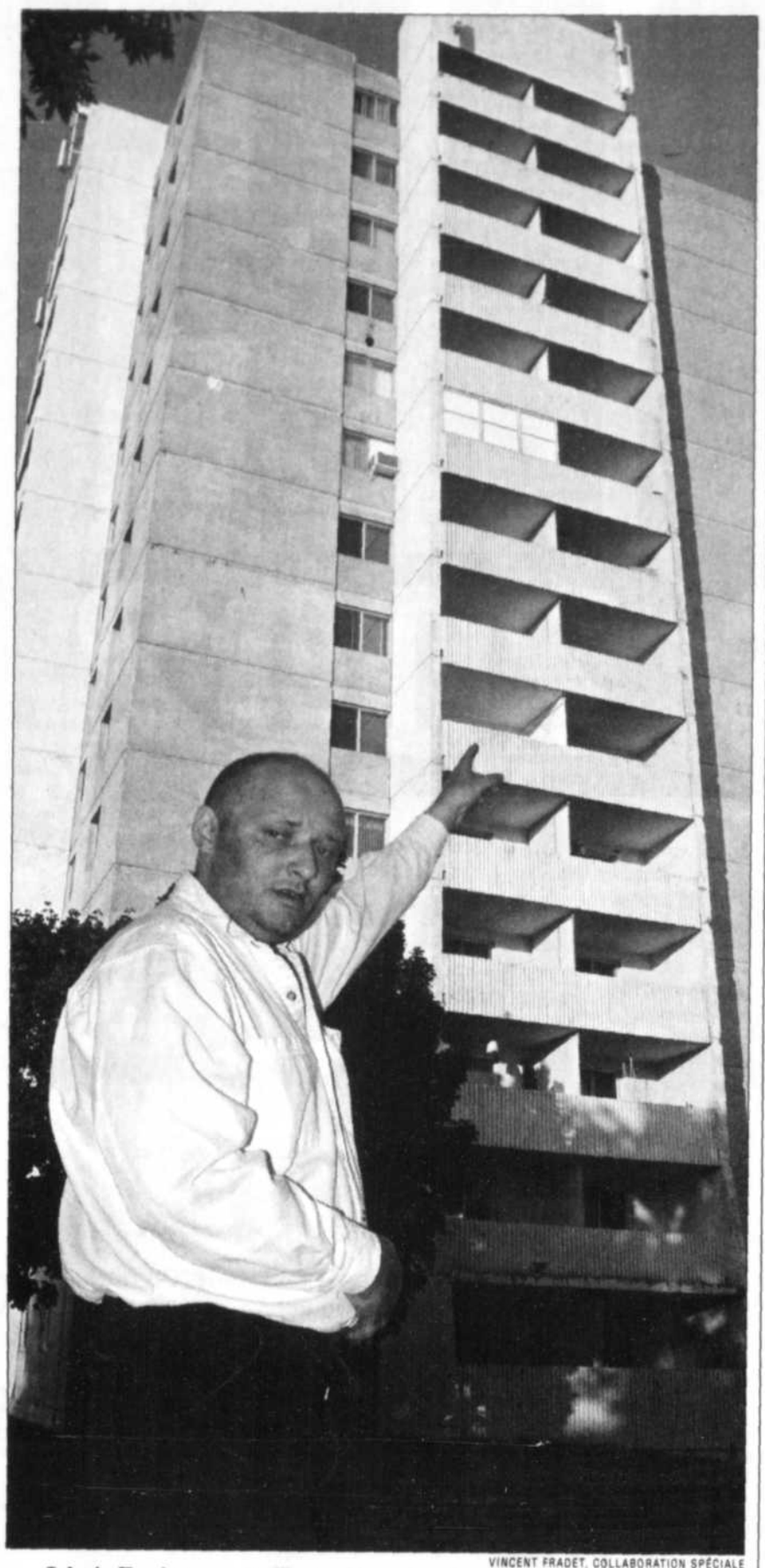
M. Harrison se rappelle avec émotion avoir vu, chez lui, le jeune homme faire les cent pas, le regard triste et désespéré. «Il avait l'air d'un chien en cage. Il marchait d'un bout à l'autre de l'appartement et il n'arrêtait pas de dire qu'il n'était pas bien, qu'il ne voulait plus vivre. J'ai fait des démarches auprès du Centre de crise, où on m'a dit que c'était un cas de prise en charge (par les intervenants d'une maison d'hébergement).»

Mardi après-midi, les policiers de Québec ont, à la demande de M. Harrison, conduit le jeune homme à l'hôpital de l'Enfant-Jésus pour qu'il reçoive des soins psychiatriques. «Il est sorti le lendemain! Ils me l'ont retourné!», s'est exclamé l'ancien intervenant, incrédule.

«Je suis retourné au Centre de crise, mercredi, mais l'intervenant a décidé de ne pas le garder, a-t-il continué. C'est ce jour-là qu'il s'est suicidé. J'ai bien essayé de l'en empêcher, mais je n'ai pas été capable...»

Au Centre de crise de Québec, on considère avoir fait «ce qui devait être fait» pour le jeune homme. En entrevue au SOLEIL, jeudi, la coordonnatrice affirmait que ce dernier n'avait «aucune idée suicidaire» avant de quitter le centre. «Il nous a dit qu'il voulait vivre dans un milieu encadré, alors on lui a proposé la maison Marie Frédéric», ajoutait Christiane Allard.

À la suite du décès de Hubert Williamson, ce malade psychiatrique qui s'est suicidé le 15 mars 2001 dans son HLM du quartier Saint-Roch, la coroner Andrée Kronstrom avait dénoncé la confusion générale dans laquelle fonctionne le réseau psychiatrique de Québec. Williamson s'était pendu chez lui après avoir été renvoyé successivement des urgences de l'Hôtel-Dieu et de l'Enfant-Jésus le jour de son suicide.



VINCENT FRADET, COLLABORATION SPÉCIALE

Sylvain Harrison montre l'immeuble au bas duquel le désespéré s'est jeté.

BAIE DE BEAUPORT

La qualité de l'eau s'améliore grandement

La baignade pourrait y être envisageable d'ici trois ans

ANNE-LOUISE CHAMPAGNE
ALChampagne@lesoleil.com

■ Avis aux parieurs: si vous voulez gager sur un retour à la baignade dans le fleuve, misez sur la baie de Beauport bien avant l'anse au Foulon!

Un pas de plus vient en effet d'être franchi vers la plage beauportoise. La première étude pour évaluer la qualité des eaux dans ce secteur a été menée cet été, et en raison de l'été exceptionnellement sec, la qualité de l'eau aurait permis la baignade 70% du temps!

«On aurait pu ouvrir la plage à la baignade durant au moins 30 jours, mentionne le directeur général de l'Association nautique de la baie de Beauport, Jean Robert. De plus, parmi les gens qui se sont baignés malgré l'interdiction — accidentellement ou volontairement! — personne n'a rapporté de malaises (reliés à une eau de mauvaise qualité).» Bref, aucun cas de dermatite ou d'otite rapportés à l'administration de la plage.

Visiblement, ces résultats réjouissent M. Robert, et on le comprend. L'Association poursuit toujours son rêve de permettre la baignade aux gens qui fréquentent la magnifique plage beauportoise. Le site est remarquable: un kilomètre de sable fin, une eau bleue sous un beau soleil, à notre visite hier matin. Et l'eau est chaude!» assure M. Robert.

Ce dernier assure qu'un investissement de 20 millions est nécessaire pour aménager l'endroit. «Je ne veux pas diminuer le projet d'aménagement de la plage du Foulon. Mais ici, tout y est déjà: le sable est beau, la qualité de l'eau est meilleure. On n'aura pas besoin de 200 M$ pour tout refaire!»

PRUDENTS

Mais les scientifiques qui ont réalisé l'étude, eux, ne veulent pas se mouiller trop vite. L'été qu'on vient de passer était exceptionnellement sec. Peu de précipitations, donc peu de débordements des égouts dans le fleuve. On sait que ce phénomène est la principale cause identifiée de pollution de l'eau. C'est d'ailleurs pour cette raison que la Ville de Québec entend construire des bassins de rétention capables d'absorber l'eau qui ne peut être traitée par l'usine d'épuration lors de fortes pluies.

Le but de l'étude était de connaître précisément la qualité de l'eau en analysant sa teneur en coliformes fécaux. Mais surtout, de prendre note de la météo, des précipitations, des marées, de la présence de goélands, bref, de tout ce qui pourrait contribuer à contaminer l'eau du fleuve.

On pourra, après analyse, attribuer les hauts et les bas de la concentration en coliformes fécaux à telle ou telle cause. Ainsi, la qualité de l'eau est meilleure le matin que l'après-midi. Mais quand les prélèvements étaient faits le matin, il y avait souvent une centaine de goélands sur la plage, note Jean Lacoursière, responsable de l'étude pour l'Association de sauvegarde de la baie de Beauport. Est-ce que leur départ influencera la qualité de l'eau? Est-ce que les rayons UV du soleil étaient suffisants pour détruire les coliformes durant la journée? Ces hypothèses, et d'autres, seront analysées d'ici le mois d'octobre, alors que le rapport final sera complété.

MIEUX VAUT PRÉDIRE...

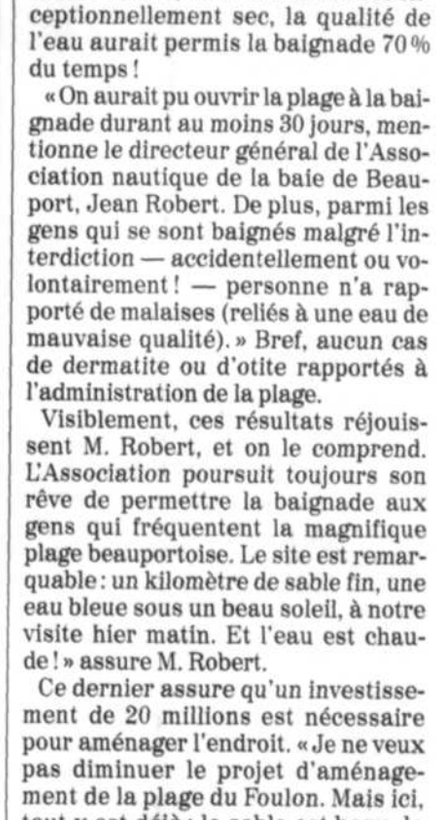
Une fois ces informations colligées, les chercheurs espèrent en arriver à établir un «modèle prédictif» de la qualité de l'eau. L'intérêt est de prédire, plutôt que guérir. Avec le système actuel de surveillance des plages, des prélèvements sont faits à intervalles réguliers, et analysés dans des laboratoires, ce qui impose un délai de 24 heures au minimum. Bref, quand on apprend qu'une eau est impropre à la baignade, les gens ont eu un bon 24 heures pour y tremper!

Les chercheurs sur ce projet estiment qu'un seul été n'est pas suffisant pour établir un modèle prédictif. «Il y a eu 10 pics de coliformes fécaux, cet été. Et selon une loi statistique, un même événement doit être répété 31 fois avant qu'on lui attribue une explication certaine», explique François Proulx, des services analytiques de la Ville de Québec. Et de souligner qu'un modèle prédictif établit un portrait fiable 80% du temps. «En santé, croit-il, ça prend plus que ça.»

Bref, un très bon modèle prédictif permettrait de gérer la baignade, avant que des solutions plus définitives soient apportées.

Mais quand on lui demande si on peut espérer se baigner «bientôt» dans le fleuve, il répond: «En bon scientifique, je n'ai pas d'idée préconçue. Mais on ne peut pas envisager de se baigner avant au moins trois ans.»

Puis, en nuançant: «C'est vrai que depuis le temps qu'on en parle, trois ans, ce n'est pas très long...»



LE SOLEIL, STÉVE D'SCHÊNES

L'eau est chaude dans la baie de Beauport, assure Jean Robert.

Connie Byrne entend se rendre jusqu'en Cour suprême

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

Déboutée en Cour d'appel, l'avocate Connie Byrne, qui prétend ne pas avoir été embauchée par la firme Bernier Beaudry au terme de son stage parce qu'elle était enceinte, souhaite porter sa cause devant la Cour suprême.

«Les quatre jugements qui ont été rendus depuis 1998 disent que j'ai gagné sur le fond, a souligné Connie Byrne au cours d'un entretien téléphonique avec LE SOLEIL, hier. C'est sur la forme que j'ai perdu, dans la mesure où on me dit que je n'ai pas utilisé le bon recours. L'ennui, c'est qu'il y a un vide juridique en ce qui a trait aux normes du travail. L'article 122 de la Loi sur les normes du travail ne protège que les salariées, pas les contractuelles et les stagiaires.»

Elle a été déboutée en Cour d'appel il y a une semaine

En février 1999, le commissaire du Travail avait tranché en faveur de l'avocate, mais cette décision a été renversée quatre mois plus tard par le Tribunal du travail. La cause a été portée devant la Cour supérieure et la Cour d'appel, qui ont toutes deux confirmé la décision du Tribunal du travail.

Dans son jugement, le juge Louis Rochette, de la Cour d'appel, réitère ce que le Tribunal du travail, la Cour supérieure et la Cour d'appel avaient précédemment évoqué: «Même en tenant pour acquis que l'appelante n'aurait pas été embauchée parce qu'elle était enceinte, le recours à l'article 122 de la Loi, dont nous sommes seuls saisis en l'espèce, ne pouvait être utilisé pour faire sanctionner une telle décision.»

L'article 122 de la Loi sur les normes du travail stipule qu'«il est interdit à un employeur de congédier, de suspendre ou de déplacer une salariée, d'exercer à son endroit des mesures discriminatoires ou des représailles ou de lui imposer toute autre sanction pour la raison qu'elle est enceinte».

Dans le cas qui nous intéresse, Connie Byrne a été employée pendant six mois (d'octobre 1996 à avril 1997) comme avocate stagiaire par la firme Bernier Beaudry. Le stage n'était pas rémunéré, mais au mois de novembre, la société d'avocats a consenti à verser à Connie Byrne un montant d'argent de 250$ par semaine sous la forme d'une allocation de dépenses. À quelques reprises, selon elle, les associés lui ont fait miroiter l'idée d'une embauche éventuelle.

Connie Byrne a informé la société d'avocats de sa grossesse en janvier 1997. Selon elle, l'atmosphère et les relations humaines chez Bernier Beaudry ont changé du tout au tout à partir de cette annonce. Au terme de son stage, les associés se sont réunis pour discuter de la possibilité de garder Me Byrne jusqu'à son accouchement comme avocate salariée. En cour, un des associés, Me Richard Bourgault, a fait un témoignage voulant que la décision prise ce jour-là était de maintenir Me Byrne en poste durant trois mois, mais que cette décision avait été modifiée le lendemain en son absence. Me Bourgault, qui a toujours appuyé Me Byrne, a été expulsé de la firme Bernier Beaudry en août 1997.

Dans son jugement, le Tribunal du travail évoque «la possibilité évidente» que l'avocate pouvait être retenue à la fin de son stage, mais qu'il n'y avait aucun engagement formel à cet effet. L'employeur a toujours expliqué son refus d'embaucher l'avocate stagiaire par le fait que le volume de travail et la situation financière de la société d'avocats ne le permettaient pas.

Or voilà, non seulement le rapport de stage de Connie Byrne était très favorable à cette dernière, mais la société d'avocats a embauché un comptable dès le renvoi de Me Byrne, en plus d'engager une avocate en août 1997.

Connie Byrne est déterminée à défendre sa cause devant la Cour suprême, mais la Commission des normes du travail n'a pas encore pris de décision à cet effet. «À ce stade-ci, la Commission n'a aucun commentaire à faire», a fait savoir le porte-parole de la Commission des normes du travail, Alain Major.

Connie Byrne a déposé une plainte à la Commission des droits de la personne, mais sa demande ne pourra être traitée tant que les procédures judiciaires actuellement en cours ne seront pas terminées. «Le problème avec le Tribunal des droits de la personne, c'est qu'il ne s'intéresse qu'aux dommages moraux. Moi, c'est sur le plan des normes du travail que je veux que justice soit rendue», a insisté Me Byrne.

EN BREF

Les Marais du Nord protégés

■ La réserve naturelle des Marais du Nord, au nord du lac Saint-Charles, rejoint le réseau des aires protégées par Québec. Le ministre de l'Environnement André Boisclair en a fait l'annonce à Gatineau hier. Le ministre annonçait que trois sites privés rejoignaient pour la première fois le réseau d'aires protégées. Les deux autres sont la Réserve naturelle de l'Île-Beauregard, face à Repentigny, et la Réserve naturelle du Ruisseau-Trépanier, à Gatineau. Cette reconnaissance assure par un mécanisme juridique que les gestes de conservation posés par les propriétaires de ces sites seront respectés «à perpétuité». Depuis l'adoption de la Loi sur les réserves naturelles en milieu privé, en juin dernier, 15 demandes de reconnaissance ont été acheminées au ministère de l'Environnement. **A-L.C.**

Un agresseur de chauffeurs de taxi écope de trois ans de prison

GUY BENJAMIN
GBenjamin@lesoleil.com

Simon Dubeau, le principal artisan de l'attaque de trois chauffeurs de taxi cet été, a été condamné à trois ans de prison par le juge Michel Auger. Le jeune homme de 20 ans, de Val-Bélair, a reconnu sa culpabilité à trois accusations de vol qualifié.

Des chauffeurs de taxi ont été agressés et dépouillés de leur argent le 20 juillet et les 18 et 24 août. Trois crimes semblables. Des jeunes montaient à bord d'un taxi en demandant de se faire reconduire à Val-Bélair. Rendus à destination, ils s'en prenaient au chauffeur.

Dans les trois cas, le rôle de Dubeau a été le même. Il prenait place derrière le chauffeur, qu'il empoignait par la gorge pendant que ses complices prenaient l'argent et les bijoux. Lors de son arrestation, quelques minutes après la dernière attaque, Dubeau avait sur lui la montre et une bague dérobées au chauffeur.

DEUXIÈME CONDAMNATION

En prononçant la sentence, le magistrat a noté le jeune âge de l'accusé. « Je souhaite que vous profitiez de votre séjour au pénitencier pour demander du soutien, et non pour apprendre à commettre d'autres crimes », a ajouté le juge Auger.

Dubeau en est à sa deuxième condamnation pour vol qualifié. La première fois, il avait bénéficié d'une sentence à purger dans la communauté. Il était d'ailleurs encore sous probation lors de son arrestation à la suite des trois attaques.

Deux présumés complices, Michaël Bédard et David Gagnon, tous deux de Val-Bélair également, reviendront devant le tribunal le 26 septembre.

Méga-serre de pot dans Limoilou : trois sentences dans la communauté

■ Trois des accusés dans l'histoire de la méga-serre de production de cannabis installée en plein cœur du quartier Limoilou s'en sont tirés avec des sentences à purger dans la communauté. Une ancienne boulangerie de la 2e Rue avait été transformée à l'été 1999 en une méga-serre dans laquelle les policiers ont saisi 15 000 plants de marijuana. Hier matin, Pierre Houde, 54 ans, a été condamné à 18 mois à purger dans la communauté. La sentence de Steve Gagné s'élève quant à elle à 12 mois de prison dans la collectivité, tandis que Gabriel Demers, 27 ans, a reçu une sentence de deux ans moins un jour aussi à purger dans la communauté. Leurs rôles dans cette histoire se situent au bas de l'échelle, a dit le juge Richard Grenier, en rendant les sentences. Les deux auteurs principaux dans cette affaire, Roch Savard et Mike Desroches, connaîtront leur sentence le 8 novembre. Deux autres accusés, Jean-Paul et Christian Bruyère, devaient recevoir leur sentence hier matin, mais ils ne se sont pas présentés au palais de justice. Un mandat d'arrestation a été émis contre eux. G.B.

PETITE-RIVIÈRE-SAINT-FRANÇOIS

Gauthier lance un ultimatum aux gouvernements



ARCHIVES LE SOLEIL

Daniel Gauthier veut clore la transaction d'ici le 20 septembre.

PETITE-RIVIÈRE-SAINT-FRANÇOIS — L'acheteur potentiel du Massif de Petite-Rivière-Saint-François, Daniel Gauthier, lance un ultimatum aux gouvernements.

Il veut régler la transaction avant le 20 septembre. « Si tout se passe comme prévu, et c'est ce que je souhaite, nous pourrions clore la transaction dans la semaine du 16 septembre. Il s'agit cependant d'une échéance ultime pour assurer le succès de la prochaine saison », souligne M. Gauthier. Les démarches en vue de l'acquisition de la station en seraient aux dernières étapes avant une annonce officielle.

L'ex-président du Cirque du Soleil a promis de révéler ses intentions pour le développement de la montagne et livrer les détails entourant l'acquisition une fois l'entente signée par tous les partenaires impliqués. Au cours des derniers jours, M. Gauthier a aussi reconnu avoir rencontré les autorités ministérielles fédérale et provinciale. « Ces dernières ont fait preuve d'ouverture face au projet », a-t-il signifié, bien qu'elles n'aient pas donné leur accord.

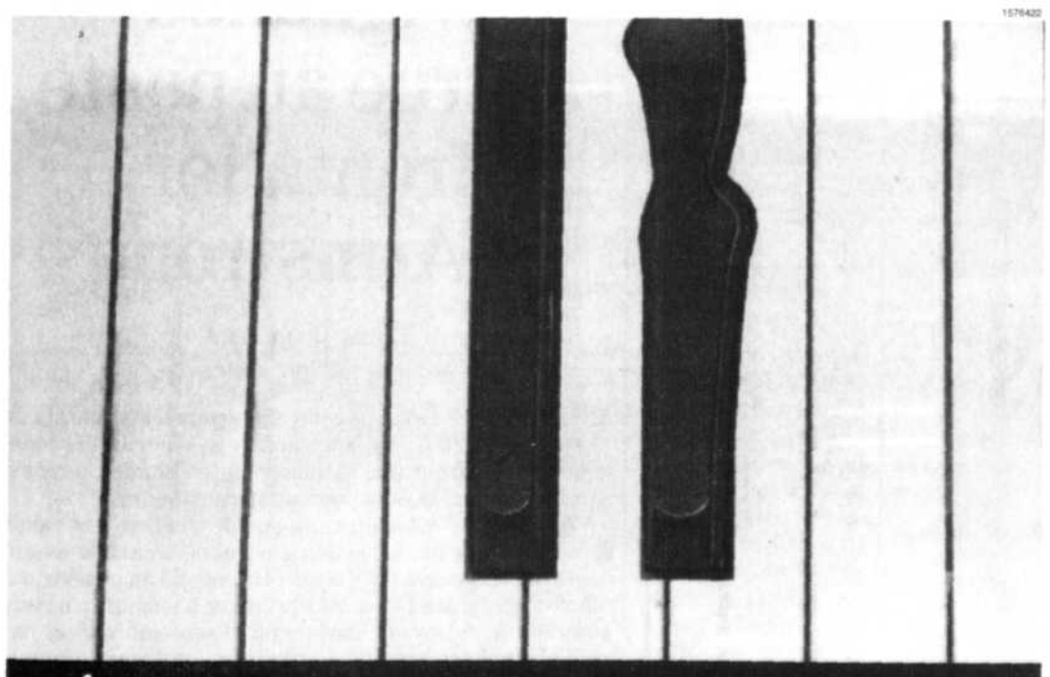
Le conseil d'administration de la Société de développement du Massif de Petite-Rivière-Saint-François s'est également prononcé à son tour en faveur de la proposition du promoteur. S.D.

1573943
Améliorez vos relations d'affaires
APPRENEZ L'ANGLAIS

Nous vous offrons:
• Cours personnalisés
• Début des cours en tout temps
• Horaires flexibles à vos bureaux ou dans nos locaux
• Cours privés ou de groupe (de 1 à 6)
• No d'agrément Emploi Québec : 0005696
Les cours d'anglais par Excellence
3291, chemin Sainte-Foy
bureau 246
Sainte-Foy (Québec)
G1X 3V2
Date limite d'inscription pour les cours de groupe: 16 septembre 2002
CONTACTEZ-NOUS DÈS MAINTENANT: (418)657-1322
1573943

1576021
ESPAGNOL
Cours de qualité sur mesure, tous les niveaux.
Petits groupes. Jour et soir.
INSCRIPTION : du 9 au 14 septembre
DÉBUT DES COURS : 1re semaine d'octobre
Formation APLA
(418) 688-8417
Les spécialistes de l'espagnol depuis 20 ans
Enseignement en entreprise agrémenté par le gouvernement
COURS PRIVÉS

1575723
ESPAGNOL
Session d'automne 2002
Début : 16 septembre 2002
Inscription et test de classement : 10 septembre 2002 de 16h à 18h30
au 915, boul. René-Lévesque Ouest, local 60 (ss)
Durée : 10 semaines
avec matériel inclus : 180$
Groupe : maximum 10 personnes
Professeurs d'origine espagnole et diplômés
Cours dans les entreprises
Service de traduction
Portugais et anglais aussi disponible
Coffic 682-3617
Emploi-Québec 0012544

1576422

Sortie de Mercier
ACCORD DE GENRES
LOUIS LORTIE ET HÉLÈNE MERCIER
FONT CORPS AVEC LA MUSIQUE

2 CONCERTS :
LE JEUDI 3 OCTOBRE à la salle Louis-Fréchette du Grand Théâtre de Québec
269, boulevard René-Lévesque Est, Québec
Billetterie : (418) 643-8131 1 (877) 643-8131
AU PROGRAMME :
Bach-Reger : Concerto brandebourgeois no 4
Kurtag : Jeux (extraits)
Liszt : Concerto pathétique
Mozart : Variations, K. 501, en sol majeur
Liszt : Réminiscences de Don Juan de Mozart
Grand Théâtre de Québec
LE VENDREDI 4 OCTOBRE à la salle Françoys-Bernier du Domaine Forget
5, rang Saint-Antoine, Saint-Irénée
Billetterie : (418) 452-3535, poste 800
1 (888) 336-7438, poste 800
AU PROGRAMME :
9e symphonie de Beethoven, transcription Liszt pour 2 pianos
Domaine Forget
Groupe Desgagnés inc.
Chaîne culturelle Radio-Canada

1575382
Vente des manufacturiers

Du 4 au 8 septembre
Ne ratez pas nos meilleurs prix de l'année sur tout
Économisez jusqu'à
30 %
sur les démonstrateurs

Votre rêve... notre flamme
RBQ: 8004-8085-14
www.giroux-maconnex.com
Membre de l'alliance
NAPOLEON
accord D Desjardins
5690, Pierre-Bertrand N.
Québec
(418) 622-8500
Centre de chaleur
GIROUX•MAÇONNEX

1575601
Internet haute vitesse
EXPRESS
ORICOM INTERNET
WOW!
FINIE L'ATTENTE EN LIGNE
Seulement 29,95 $ / mois
Vous en avez assez des coupures du câble!
Obtenez 60 $ pour votre modem câble en vous abonnant avec Oricom*
DSL est un service de branchement haute vitesse permanent qui permet la transmission simultanée de la voix et des données sur une ligne téléphonique traditionnelle.
- Jusqu'à 30 fois plus rapide
- La ligne téléphonique demeure libre pour le téléphone et le télécopieur
- Téléchargez des logiciels, des jeux et de la musique en quelques secondes
Le modem DSL (interne et externe) est disponible en location ou achat
* Conditionnel à l'achat d'un de nos modems.
Branchement par modem régulier 56 k
Plan de base : 15 heures 9,95 $/mois
Plan régulier : 100 heures 15,95 $/mois
Plan illimité : 22,95 $/mois
Plan illimité de jour de 6 h 00 à 18 h 00 : 9,95 $/mois
• Aucuns frais d'inscription
• Connexion modem jusqu'à 56 Kbps V.90
• Navigation continue sans période de déconnexion
• Espace disque de 6 megs pour une page web personnelle
• 4 boîtes de courrier électronique par plan d'abonnement
• Satisfaction garantie ou argent remis
• Support technique complet, rapide et sans frais
Branchez-vous maintenant!
Branchez-vous en haute vitesse avec une entreprise de Québec
Chez Oricom, vous en aurez du service!
Oricom Internet inc.
www.oricom.ca
400, rue Volin
Vanier, Québec
www.oricom.ca
1-866-9oricom (418) 683-4557
ORICOM INTERNET

Oldsmobile CHEVROLET Oldsmobile CHEVROLET
CHEVROLET CHEVROLET CHEVROLET
CHEVROLET Oldsmobile CHEVROLET

GRANDE LIQUIDATION GM

0$ COMPTANT*
GM PAIE
LA PREMIÈRE MENSUALITÉ
ET LE DÉPÔT DE SÉCURITÉ**
(à la location)



VENTURE CHEVROLET

PRIX de la GRANDE LIQUIDATION

327$/mois*
Location 48 mois

0$*** paiement pendant 90 jours (à l'achat)

0%▲ financement à l'achat jusqu'à 60 mois

0$*** comptant (à l'achat)

ET 1 000$▲▲ EN BONI (à l'achat)

• LA PLUS FAIBLE CONSOMMATION D'ESSENCE DE SA CATÉGORIE‡ • SÉCURITÉ 5 ÉTOILES▲▲▲
• CLIMATISEUR INCLUS

CHEVROLET Oldsmobile GM

Vos concessionnaires GM du Québec

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant au véhicule neuf sélectionné 2002 en stock suivant : Venture Maxi Valeur (1UN16/R7A). Photo à titre indicatif seulement. *Paiement mensuel basé sur un bail de 48 mois. Aucun comptant requis. À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12¢ du km après 80 000 km. **Conditions applicables à la location seulement, pour des termes de 24 à 48 mois. Premier versement mensuel (taxes incluses) et dépôt de sécurité payés par General Motors. ***Conditions applicables à l'achat seulement pour des termes allant jusqu'à 60 mois. Premier paiement dû après 90 jours. Le cas échéant, GM paie les intérêts pendant les premiers 90 jours. ▲Taux de financement à l'achat de 0 % disponible pour des termes allant jusqu'à 60 mois. ▲▲Rabais applicable à l'achat seulement. ‡Données fournies par Ressources naturelles Canada, dans le Guide de consommation de carburant 2002. ▲▲▲Sécurité 5 étoiles pour le conducteur lors des tests d'impacts latéraux. Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Sujet au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

LE SOLEIL
LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

La périphérie de Québec se vide elle aussi

Les MRC se réunissent pour y trouver une solution

VIOLAINE BALLIVY
VBallivy@lesoleil.com

■ La Gaspésie et la Côte-Nord ne sont pas seules à pâtir du magnétisme des grands centres urbains. Les MRC de la région de la Capitale doivent elles aussi lutter pour la survie de leurs petites municipalités.

Réunis hier à l'occasion d'une vaste consultation organisée par la Fédération québécoise des municipalités (FMQ) en vue du Sommet des régions, les représentants de MRC de la région de Québec se sont montrés particulièrement préoccupés par la chute démographique observée dans les petites localités. « On reconnaît qu'il y a un problème, et qu'il touche tout le Québec. Ce qu'il faut maintenant, c'est trouver des moyens de le régler », convient Michel Giroux, préfet de la MRC de la Jacques-Cartier et vice-président de la FMQ.


Michel Giroux

Au nombre des solutions apportées pour freiner l'hémorragie vers la Capitale, l'amélioration des transports en commun est sans nul doute celle qui a reçu la plus grande approbation. Les préfets des MRC ont fait valoir qu'au moment des études post-secondaires, les liaisons déficientes entre Québec et sa périphérie forcent les étudiants inscrits au cégep ou à l'Université à déménager. Avec la forte probabilité qu'ils ne reviennent jamais s'installer définitivement dans leur patelin natal.

Même chose pour les personnes âgées devant recevoir des soins de santé particuliers à Québec, remarque Jean-Guy Cloutier, préfet de Côte de Beaupré. « On perd à la fois nos aînés et nos jeunes », constate-t-il.

Les MRC se sont aussi inquiétées de la baisse du nombre d'enfants et de la menace de fermeture d'écoles. Ces dernières doivent combiner deux, parfois trois niveaux dans une même classe, pour former un groupe suffisant. La mesure n'est pas sans déplaire à de nombreux parents. M. Cloutier souligne que certains d'entre eux préfèrent envoyer leurs enfants dans des établissements plus éloignés pour leur éviter cette situation.

M. Cloutier propose que soit instauré par Québec un système de péréquation pour que les établissements moins fréquentés reçoivent plus d'argent par écolier que les plus populeux. « Les coûts de base pour le chauffage, la bibliothèque, l'électricité, etc., sont sensiblement les mêmes peu importe la taille d'une école, mais les petites reçoivent moins d'argent et sont toujours plus pauvres. » Et quand une école doit fermer, c'est son âme que le village perd, conclut-il.

Les représentants des MRC de 13 autres régions ont tenu simultanément le même atelier hier. Les enjeux dégagés lors de ces consultations seront à la base du congrès de la FMQ qui aura lieu le 26 septembre afin de préparer le Sommet des régions, prévu cet automne par Québec.

Vigilance accrue au poste frontalier d'Armstrong

LUCE DALLAIRE
collaboration spéciale

ARMSTRONG — Plus que jamais depuis les attentats du 11 septembre 2001, vigilance accrue et sécurité se combinent au poste frontalier d'Armstrong, en Beauce, pour assurer la protection de la population canadienne.

À quelque 150 kilomètres au sud de Québec, à la même époque il y a un an, la tension à la frontière canado-américaine était palpable. On y observait, comme un peu partout ailleurs à Douanes Canada, la présence d'effectifs policiers additionnels. « Les événements du 11 septembre n'ont pas nécessairement modifié notre façon de faire. Depuis, l'équipe a été ramenée à une quinzaine de personnes. Par contre, les inspecteurs et membres du personnel sont davantage sensibilisés à l'importance que revêt l'évaluation du risque. Ainsi, nous pouvons mieux déterminer les infractions commises en regard des lois des douanes et, par le fait même, être alerte face au terrorisme », affirme l'assistant directeur du poste frontalier, M. Roger Giguère.

Même si l'achalandage a quelque peu diminué à Armstrong au cours de l'année, tout particulièrement en considération de la dévaluation de notre dollar, il n'en demeure pas moins que le taux de fouilles, lui, a augmenté pour les 350 000 passagers prenant place à bord des 160 000 véhicules ayant dû franchir les lignes.

« Nous sommes à l'affût des menaces terroristes et des dangers pouvant relever d'autres infractions. Le resserrement se traduit notamment par un questionnaire plus circonspect permettant d'effectuer une meilleure sélection des contrevenants potentiels. L'inspecteur évalue le risque et, s'il y a lieu, réfère le voyageur pour un examen approfondi. Les banques de données, pour vérifier si l'individu détient ou non un dossier criminel, sont examinées. Il importe de nous assurer, en tout temps, de la bonne circulation des renseignements disponibles », fait valoir M. Giguère.

À Armstrong, poursuit le responsable, ces inspections plus rigoureuses ne contreviennent pas à la fluidité du trafic. « Le délai d'examen est quand même raisonnable, dit-il et, jusqu'ici, cela n'occasionne pas de ligne d'attente. »

Par ailleurs, en vertu de la loi C-18, tout comme les bureaux de Lacolle ou de Stanstead, l'Agence des douanes d'Armstrong dispose de pouvoirs accrus permettant l'arrestation et la détention de toute personne trouvée en état d'ébriété, en possession de biens volés, faisant l'objet d'un mandat d'arrestation fédéral non exécuté ou d'enlèvement d'enfant.

Qui plus est, le bâtiment actuel, datant de 1949, sera reconstruit au coût de sept millions $. La livraison du nouvel édifice est anticipée vers la fin de l'année 2003, début 2004.

L'EST ET LA CÔTE-NORD

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES FÉDÉRALES

Le redécoupage passe mal parmi les élus de la Côte-Nord

STEEVE PARADIS
Collaboration spéciale

BAIE-COMEAU — Tout comme leurs collègues de l'Est du Québec, les députés fédéraux de la Côte-Nord ont rugi lorsqu'ils ont pris connaissance de la proposition de la Commission de délimitation des circonscriptions électorales, qui veut ramener Baie-Comeau et ses environs dans le comté voisin de Manicouagan, déjà immense avec ses 367 000 kilomètres carrés.

« Jamais, au grand jamais un député pourra être à l'écoute de ses électeurs sur un si grand territoire. Ça n'a aucun bon sens » a lancé le député bloquiste de Charlevoix, Gérard Asselin. L'actuel comté de M. Asselin s'étend de Petite-Rivière-St-François à Baie-Comeau. Selon la proposition, il couvrirait un territoire s'étendant de Stoneham à Colombier, en Haute-Côte-Nord.

« Dans un même comté, on retrouverait la Haute-Côte-Nord avec la banlieue de Québec. Ce n'est pas du tout la même chose, a enchaîné M. Asselin. Comment un député va pouvoir se positionner alors qu'il devra composer avec plusieurs réalités différentes dans le même comté ? Ça va prendre trois ou quatre bureaux de comtés et des budgets imposants, juste pour les déplacements. »

« Il serait humainement impossible pour un député de couvrir tout ce territoire, a argué son confrère de Manicouagan, Ghislain Fournier. La distance entre Ragueneau et Blanc-Sablon est plus grande que celle entre Sept-Îles et Ottawa. Ce n'est pas parce que je n'aime pas les gens de Baie-Comeau, c'est justement parce que je les aime trop que je ne veux pas les avoir dans mon comté. La population se retrouverait avec un député fantôme. »

M. Fournier a décrié la logique voulant qu'il faille agrandir la circonscription pour hausser le niveau de population. Si la modification est acceptée, le comté Manicouagan passerait de 54 000 à 85 000 personnes. « On va se réveiller tantôt avec tous les députés à Montréal et plus rien pour les régions, si on va au bout de cette logique », a-t-il affirmé, tout en rappelant qu'il passe déjà de 25 à 30 heures par semaine seulement en déplacement.

Avant les audiences de la commission, qui s'arrêtera à Sept-Îles le 21 novembre, M. Fournier compte s'asseoir avec toutes les localités de son comté afin de présenter un mémoire étoffé. À cette occasion, le bloquiste entend demander le statu quo quant aux limites actuelles.

Le président de la Chambre de commerce de Baie-Comeau, Patrick Ferrero, croit que la MRC Manicouagan subira une perte de poids politique aux Communes. « Ce qui est intéressant avec Baie-Comeau dans Charlevoix, c'est qu'on représente le pôle principal du comté, a-t-il indiqué. Si on se retrouve avec Sept-Îles, il y aurait deux pôles et déjà, la grande majorité des bureaux fédéraux sur la Côte-Nord sont à Sept-Îles. Je crois que Baie-Comeau pourrait perdre une certaine écoute. »

En fait, la proposition de la commission de délimitation vise à ramener les limites du comté Manicouagan à celles qui prévalaient en 1984. Cette année-là, le député de l'époque, le premier ministre Brian Mulroney, avait fait passer sa ville natale de Baie-Comeau dans son comté de Charlevoix.

Fermeture et indemnités maximales

La FTQ se prononce sur le sort de Murdochville

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

■ CARLETON — Le Syndicat des métallos réclame la fermeture de Murdochville et des indemnités maximales pour ses membres pour des motifs « purement pragmatiques », assure le président de la Fédération des travailleurs du Québec, Henri Massé.

Lors d'une entrevue au SOLEIL, M. Massé a également affirmé que le Fonds de solidarité de la FTQ, dont il préside le conseil, examinerait encore des scénarios d'investissement à Murdochville, s'il y en a qui sont crédibles, « qui traversent le temps ». À ce jour, le « bras financier » de la FTQ n'a pas analysé, dit-il, de projet viable pour la ville frappée le 28 mars par l'annonce de la fermeture de Fonderie Gaspé, une filiale de Noranda employant 300 personnes.

« Les Métallos veulent aller chercher les indemnités maximales de la compagnie, du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral. Ça touche le rachat des maisons, les allocations de séparation, de déménagement pour les locataires, des prestations d'assurance-emploi non imposées par le fédéral. Pour l'assurance-emploi, le gouvernement ne les imposera pas qu'en cas de fermeture de la ville, comme c'est arrivé à Gagnon », affirme M. Massé.

Quand on lui souligne que l'attitude de la FTQ dans le dossier de Murdochville semble aux antipodes de l'approche adoptée pour l'usine Gaspésia de Chandler, où le Fonds de solidarité a acheté la papeterie et préparé la relance, M. Massé répond que les situations sont différentes.

« Nous sommes très, très ouverts pour des projets de développement en Gaspésie. Notre position pour Murdochville, ce n'est pas un évangile. Nous ne sommes pas sûrs de posséder la vérité. On a des doutes. Mais ça fait un an, un an et demi que nous regardons des projets alternatifs. Nous avons examiné la possibilité de fondre du zinc de la mine Raglan (dans le Nord québécois), sans succès. On a rien sur les planches à dessin. Murdochville est au fin fond de la Gaspésie, pas sur le bord de la mer. Je ne dis pas qu'il n'y a rien à faire, mais la position des Métallos est pragmatique : aller chercher les meilleures compensations pour les travailleurs et l'ensemble du monde », dit-il.

Étant donné le nombre important de mines qui devraient fermer au Québec d'ici 10 ans, les Métallos veulent-ils se servir de Murdochville pour déterminer un modèle de négociations pour les cas futurs ?

« C'est ridicule. On a rencontré les gens du gouvernement sur cette question et on leur a dit de ne pas avoir peur du précédent. Des villes mono-industrielles comme Murdochville, il en reste deux ou trois au Québec. Ce n'est pas une bataille pour (servir) ailleurs », assure M. Massé, qui concède que l'endroit où tracer la ligne est une question complexe quand on parle de fermer ou pas une ville.

« Ce qui me fait le plus peur, c'est que le gouvernement fasse survivre le village, qu'on ne trouve pas de vocation et que ça meure à petit feu sans que les travailleurs soient indemnisés. Je suis ouvert à ce que des gens restent à Murdochville, si on est capable de la faire vivre, et qu'on ait le meilleur des deux mondes (satisfaire ceux qui veulent rester et ceux qui veulent partir). J'ai parlé ce matin (jeudi) au ministre Trudel et je lui ai dit de ne pas faire semblant (de la sauver) pour la faire mourir à petit feu (...) Ça prendra quelques projets lourds pour sauver Murdochville, pas des petits projets au salaire minimum ».


ARCHIVES LE SOLEIL

Massé craint qu'on laisse mourir la ville à petit feu pour éviter d'en dédommager les habitants

Ce n'est pas la première fois, en 2002, que les Métallos évoquent le spectre de la fermeture. Lors du feu qui avait endommagé la mine de cuivre en 1987, des dirigeants de Métallos, dont d'anciens Murdochvillois, avaient commencé à parler de fermeture de la ville. Henri Massé dit ne pas avoir entendu parler de ces pourparlers.

Au sujet du projet d'usine de ferrochrome de Ressources Allican, « quand on l'a regardé, il ne tenait pas la route », note-t-il. Seules la Gaspésie et la Côte-Nord sont dans la course pour ce projet de 100 millions $ et 200 emplois directs et indirects. Le financement ne serait toutefois pas complété.

« Personne ne veut la fermeture (...) C'est un dossier qu'on a à cœur. S'il y a des projets, et des projets sérieux, on (au Fonds de solidarité) n'aura pas peur de foncer », affirme M. Massé.

Il refuse toutefois de préciser jusqu'à quand le Fonds de solidarité est prêt à examiner des projets pour Murdochville, et de faire une prédiction sur les chances des propriétaires fonciers de toucher la moyenne de près de 100 000 $ évoquée par le comité du OUI lors de la campagne référendaire, à l'issue de laquelle 65 % des citoyens ont opté pour fermer leur ville.

Henri Massé opine enfin que la question de dédommagement des maisons revient au gouvernement du Québec, alors que Noranda doit assumer les primes de séparation et les régimes de retraite.



COLLABORATION SPÉCIALE MARC LAROUCHE
Vincent Breton semble déterminé à établir son entreprise à Rivière-du-Loup.

VIANDES DU BRETON

Le syndicat pris de vitesse

L'employeur déménage ses locaux administratifs alors que les travailleurs tentent de retenir l'usine

MARC LAROUCHE
Collaboration spéciale

RIVIÈRE-DU-LOUP — Les 450 employés syndiqués des Viandes du Breton se battent avec l'énergie du désespoir. Pendant qu'ils convenaient dans une proportion de 75 % de demander à l'employeur de revoir sa décision de déménager l'usine 70 kilomètres au nord, ce dernier vidait les locaux qu'il occupait à l'Hôtel de ville de Notre-Dame-du-Lac pour déménager l'équipement... sur la rue Lafontaine à Rivière-du-Loup.

« C'était prévu », dit Marie-Claire Ouellet de la firme de communication National. « Ce ne sont que des locaux administratifs. Il peut les installer où il veut, ajoute le président du syndicat, Joël Dubé, qui, comme plusieurs de ses confrères et consœurs, semble encore croire à la possibilité d'une reconstruction au Témiscouata. Nous avons remis une copie de notre proposition à Vincent Breton ce matin et il s'est montré ouvert. »

« M. Breton m'a affirmé n'avoir eu aucune proposition de quiconque ce matin. Il demeure conséquent avec la décision prise de déménager à Rivière-du-Loup », avertit cependant Mme Ouellet. Le syndicat CSN semble s'accrocher sur une possibilité très mince. Les employés ont convenu en assemblée générale de rappeler à l'employeur que le pacte social négocié et entériné par les deux parties mais non signé, prévoyait une reconstruction au Témiscouata.

RENCONTRE DEMANDÉE

« Tout a été trop vite. Les employés, qui sont les principaux concernés, ont appris par les médias que M. Breton avait décidé de reconstruire à Rivière-du-Loup. Nous demandons une rencontre avec ce dernier pour qu'il nous explique un certain nombre de choses », dit M. Jean Lortie de la CSN. Même la présidente de la centrale, Claudette Carbonneau, s'était déplacée à Notre-Dame-du-Lac pour assurer les membres du syndicat des employés de l'appui de tous les membres de ce syndicat. « Depuis mai, dit-elle, le dossier cheminait bien pour une reconstruction au Témiscouata. Nous voulons savoir ce qui s'est passé pour que tout-à-coup on change de cap sans en aviser qui que ce soit. »

Serge Fortin estime que les employés rêvent en couleur. « M. Breton n'a même pas pris la peine de rappeler le premier ministre. En ce qui nous concerne, nous en sommes au plan B. Nous passons à l'action et serons à Québec lundi. Si Viandes du Breton décidait de revenir au Témiscouata, son dossier sera analysé comme les autres que nous avons reçu », précise le préfet de la MRC. Des travaux d'analyses de sol sont en cours dans le parc industriel à Rivière-du-Loup, sur le terrain qui doit accueillir l'entreprise.

Un quartier voisin de l'Alcoa contaminé au HAP

STEEVE PARADIS
Collaboration spéciale

BAIE-COMEAU — Les sols d'un secteur du quartier Saint-Georges de Baie-Comeau sont contaminés par les anciennes émissions de HAP en provenance de l'aluminerie Alcoa, érigée tout près. La compagnie prendra à ses frais toutes les mesures de restauration nécessaires, par mesure de précaution, et les autorités médicales assurent qu'il n'y a aucun danger pour la population.

Alcoa entreprend dès cet automne une campagne d'échantillonnage, dans un secteur comptant 232 résidences, afin de déterminer les concentrations de HAP dans le sol. La norme du ministère de l'Environnement est de une particule par million (ppm) de HAP. Les données préliminaires d'Alcoa ont révélé des concentrations entre deux et trois ppm, rien pour nuire à la santé.

« Les enfants peuvent jouer sans problème sur les terrains des résidences, il n'y a aucun danger, a assuré le directeur de la santé publique de la Côte-Nord, Raynald Cloutier. Les risques sont très minimes. On s'est notamment assurés que les HAP ne s'accumulent pas dans les légumes des potagers. »

« La compagnie l'enlèvera (le sol). Non qu'il y ait un danger réel, mais bien parce qu'on ne laisse pas une substance cancérigène dans des sols résidentiels », a poursuivi M. Cloutier.

Cette présence de HAP est associée aux yeux d'Alcoa aux émissions élevées des anciennes cuves Soderberg, avant la modernisation des années 80. Les vents dominants les ont apportés dans le secteur de la rue Maisonneuve et Place St-Georges. « Nos émissions de HAP sont maintenant 10 fois moindres et se situent à un niveau qui ne peut, d'aucune façon, causer la situation à laquelle nous faisons face actuellement », a affirmé le directeur de l'aluminerie, Gilbert Savard.

Dans les années 80 et 90, l'aluminerie était la propriété de Reynolds, compagnie dont Alcoa a fait l'acquisition en 2000.

Une fois l'échantillonnage terminé, Alcoa analysera les données et préparera un plan de restauration, qui sera soumis pour approbation à Environnement Québec. Les premières estimations laissent anticiper qu'il faudra enlever le sol contaminé sur une épaisseur d'environ 10 centimètres.



COLLABORATION SPÉCIALE, STEEVE PARADIS
L'aluminerie, passée en 2000 sous la coupe d'Alcoa, arbore depuis peu ses nouvelles couleurs.

NÉGOCIATIONS

Dans un autre ordre d'idées, M. Savard a souligné que les négociations entreprises mardi avec le syndicat des employés de production se sont amorcées du bon pied. Après trois jours de négociation, M. Savard s'est dit optimiste d'en arriver à une entente d'ici le 30 novembre. Alcoa souhaite avoir signé une nouvelle convention d'ici là afin d'attacher son projet de modernisation de 500 millions $.

«C'est moi qui paye la tournée.»





Audiovox CDM-9100

0$

Pour un temps limité et pour rien du tout, obtenez un téléphone **Audiovox CDM-9100** avec le forfait **week-end illimité** de Bell Mobilité à moins d'un dollar par jour. Pour plus de détails, passez à un magasin Espace Bell ou Bell Mobilité participants.

allez-y

Bell Mobilité

L'offre prend fin le 31 octobre 2002 ou jusqu'à épuisement des stocks. Prix/offre peuvent être modifiés sans préavis. Prix du téléphone après rabais postal (taxes applicables avant rabais et promotion). Applicable aux nouvelles activations seulement avec un forfait postpayé de Bell Mobilité de 25$ ou plus par mois avec un contrat de 24 mois.

Espace Bell

Lévis
Galeries Chagnon
(418) 833-3848

Québec
1171, boul. Charest Ouest
(418) 687-2121
1100, rue Bouvier, Bureau 350
(418) 627-6000

Les Galeries de la Capitale
(418) 627-2555
Les Galeries de la Capitale (kiosque)
(418) 627-8962
Place Fleur-de-Lys
(418) 529-9292

Ste-Foy
2785, boul. Laurier
(418) 650-1000
Place Laurier
(418) 658-8678

LE MONDE

Couvre-Planchers Pelletier
LE SAVOIR-FAIRE RECONNU
Québec, 5000, des Replats 624-1290
Lévis, 4600, boul. de la Rive-Sud 837-3681

Deux frères de 13 et 14 ans reconnus coupables du meurtre de leur père

PENSACOLA, Floride (AP) — Un jury de la Floride a rendu hier un verdict de culpabilité dans le cas de deux frères de 14 et 13 ans, accusés d'avoir tué leur père à coups de bâton de baseball et d'ensuite avoir mis le feu à la maison dans l'espoir de camoufler leur crime.

Derek et Alex King ont été jugés comme des adultes, sous des accusations de meurtre au premier degré. Le jury les a déclarés coupables de meurtre au deuxième degré, un crime qui entraîne une peine d'emprisonnement de 22 ans ou la prison à perpétuité, avec possibilité de libération conditionnelle.

Peu de temps après, un deuxième jury déclarait non coupable un ami de la famille, Ricky Chavis, âgé de 40 ans. Chavis a été acquitté des accusations de meurtre au premier degré et de crime d'incendie qui pesaient contre lui, au terme d'un procès au cours duquel les jurés ont pu entendre les confessions enregistrées des deux adolescents.

Le procureur de la Couronne, David Rimmer, affirmait que les garçons voulaient quitter leur père pour aller vivre avec Chavis, un agresseur d'enfants qui a déjà été condamné.

Les avocats de la défense soutenaient que les deux adolescents avaient avoué leur crime pour protéger Chavis, et que ce dernier avait préparé lui-même leur confession. Chavis, disaient-ils, voulait tuer Terry King pour l'empêcher de découvrir qu'il avait des relations sexuelles avec Alex.

Les deux garçons avaient 13 et 12 ans au moment du meurtre.

Sharon enterre les Accords d'Oslo

JÉRUSALEM (d'après AFP et AP) — Le premier ministre israélien Ariel Sharon a enterré officiellement hier les accords avec les Palestiniens, alors que l'État hébreu est sur les dents de crainte d'un attentat de grande envergure.

Fortes de nombreux renseignements sur de possibles attentats à l'occasion des fêtes du Nouvel an juif, d'hier soir à demain, les autorités ont placé le niveau d'alerte en Israël au maximum.

Un nombre conséquent de soldats et policiers ont été déployés dans les grandes villes, près des synagogues et sites de vacances, et les barrages sur les axes routiers et le long de la ligne qui sépare Israël de la Cisjordanie ont été augmentés.

Cette crainte s'est encore renforcée avec l'interception jeudi d'un véhicule bourré de 600 kg d'explosifs à environ 60 km au nord de Tel-Aviv.

Cette nouvelle recrudescence de la tension survient après près d'un mois de relative accalmie. Un certain sentiment de sécurité règne, de nouveau, en Israël, et les Israéliens se sont remis à fréquenter les terrasses de cafés et les centres commerciaux.

Pour Israël, les accords d'Oslo conclus en 1993 avec les Palestiniens et les arrangements envisagés à Camp David et à Taba en l'an 2000 « n'existent plus », a déclaré M. Sharon au quotidien *Maariv*.

« Oslo n'existe plus, Camp David (-États-Unis) n'existe plus, ni Taba (Égypte). Nous ne retournerons pas dans ces endroits », a-t-il déclaré, en allusion aux accords et arrangements conclus depuis 1993 par les précédents gouvernements israéliens et les Palestiniens.

Les accords d'Oslo prévoyaient la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), la fin du recours à la violence et l'instauration d'une autonomie palestinienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pendant une période intérimaire de cinq ans avant la création d'un État palestinien.

Les discussions de Camp David en juillet 2000, suivies de celles de Taba en décembre 2000 et janvier 2001, visaient un règlement permanent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Elles avaient échoué.

❑ **Autres informations** A 20



REUTERS

Le Congrès américain a tenu une séance symbolique spéciale hier à New York pour honorer la mémoire des victimes et des héros des attentats du 11 septembre. Tous les responsables républicains et démocrates des deux Chambres, accompagnés de près de 200 de leurs collègues, se sont réunis sous très haute surveillance policière. La session a eu lieu dans l'hémicycle du Federal Hall, où le premier Congrès a conduit ses travaux jusqu'en 1790, et où le premier président, George Washington, a prêté serment. New York a été la capitale de la toute jeune république américaine jusqu'en 1790.

UN AN APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

Un Turc se préparait à frapper les É.-U. en Allemagne

STUTTGART, Allemagne (AFP) — Un Turc, âgé de 24 ans, et sa fiancée américaine, 23 ans, en possession de matériel approprié pour la fabrication d'explosifs, ont été arrêtés hier à Walldorf, en Allemagne, a annoncé hier le ministre de l'Intérieur du Bade-Wurtemberg, Thomas Schaeuble.

« Des attentats auraient dû être commis le 11 septembre avec le matériel explosif découvert », a déclaré M. Schaeuble. Pour ce premier anniversaire des attentats commis aux É.-U., les cibles visées étaient probablement des bâtiments militaires américains ou le centre-ville de Heidelberg (sud-ouest), a-t-il ajouté.

Ont été trouvés avant l'arrestation du couple 130 kg de produits chimiques, avec lesquels peuvent être produits des explosifs, ainsi qu'une photo d'Oussama ben Laden. Selon le quotidien allemand *Bild*, dans son édition d'aujourd'hui, les autorités allemandes enquêtent aussi sur un possible lien entre le jeune homme et le réseau Al-Qaida, dirigé par ben Laden.

Il a la réputation d'être un musulman très croyant, qui déteste les Américains et les Juifs. Sa fiancée travaillait dans un supermarché d'une caserne américaine.

Selon la chaîne de télévision allemande ZDF, citant des agents américains, il existe à Heidelberg une organisation — un centre islamique — qui aurait financé au moins partiellement les préparations des attentats contre les ambassades des États-Unis. au Kenya et en Tanzanie en 1998 (224 morts et des milliers de blessés). Les autorités enquêtent sur un lien entre ce centre islamique et le jeune Turc arrêté.

Parallèlement, le Parquet fédéral allemand a indiqué hier avoir ouvert une enquête contre un Allemand de 39 ans d'origine afghane, interpellé récemment à New York et soupçonné d'appartenance à une organisation terroriste.

Le quotidien allemand *Berliner Zeitung* paru mercredi annonçait pour les jours à venir un vaste coup de filet contre des cellules terroristes en Allemagne, à quelques jours du premier anniversaire des attentats.

Le ministre allemand de l'Intérieur, Otto Schily, avait déclaré le même jour qu'Al-Qaida était affaibli, mais que ses structures résistaient et qu'avec elles subsistait le danger d'attentats dans l'Union européenne et aux États-Unis.

La ville allemande de Hambourg, au nord, est considérée comme la base arrière de certains kamikazes du 11 septembre.

IRAK

Conseil de guerre à Camp David

LONDRES — Le premier ministre britannique Tony Blair est aujourd'hui à Camp David l'invité privilégié du président américain George Bush pour discuter de l'Irak, contre qui les deux alliés multiplient les menaces d'attaque militaire.

Blair et Bush veulent relancer la coalition

Si Downing Street nie qu'il s'agisse d'un « conseil de guerre », il en a toutes les apparences. M. Blair a accumulé les métaphores guerrières, assurant notamment jeudi soir à la BBC qu'il était prêt à payer « le prix du sang » pour soutenir les États-Unis.

Encore plus concrètement, un raid américano-britannique aérien sans précédent depuis quatre ans — une centaine d'appareils mobilisés selon la presse — a visé hier des installations de défense aérienne en Irak.

Le ministère britannique de la Défense a refusé de confirmer l'ampleur de l'opération, mais cette information a accru l'inquiétude des nombreux opposants britanniques à une guerre contre l'Irak.

MM. Blair et Bush sont restés vagues sur l'ordre du jour de leur rencontre d'aujourd'hui autour de laquelle un minimum de publicité est prévu.

Les deux hommes avaient tenu de tels conseils l'an dernier à même époque, peu de temps avant la campagne militaire en Afghanistan, au cours de laquelle Londres avait indéfectiblement soutenu Washington.

Un an après, M. Blair est le seul dirigeant d'importance sur la scène internationale à appuyer les menaces militaires américaines contre l'Irak, qui ont valu à M. Bush les critiques de l'Europe, du monde arabe, de la Russie et de la Chine.

Des fuites de presse laissent penser que MM. Bush et Blair pourraient surtout discuter à Camp David de la façon de réduire cette opposition.

Le moyen le plus souvent évoqué consisterait à solliciter une nouvelle résolution des Nations unies, qui fixerait au régime irakien un ultimatum pour laisser revenir et travailler sans obstacle les inspecteurs en désarmement qui ont quitté Bagdad fin 1998.

Washington et Londres accusent le régime irakien de mettre au point des armements chimiques, biologiques, voire nucléaires en violation des résolutions de l'ONU. M. Blair a promis de publier un dossier à ce propos dans les prochaines semaines.

M. Bush a exhorté hier les présidents français, russe et chinois à faire front commun avec lui pour éliminer « les menaces à la paix mondiale » de l'Irak, sans réussir à apaiser leurs réserves voire leur opposition à un éventuel recours à la force.

M. Bush a promis à Jacques Chirac, Vladimir Poutine et Jiang Zemin, à la tête d'États membres du Conseil de sécurité de l'ONU et avec lesquels il s'est entretenu par téléphone environ 10 minutes chacun, à poursuivre ses consultations en envoyant prochainement dans leurs capitales des responsables américains dès la semaine prochaine..

Dans le même temps, le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa a entamé vendredi une tournée en Europe et aux États-Unis pour plaider contre une opération militaire contre l'Irak, rejetée par l'ensemble des États de la Ligue.

❑ **Autres informations** A 18 et A 19

POUR 2002, GAGNEZ UN ORDINATEUR DE VOTRE CHOIX :
COMPAQ PRESARIO 6027CA OU MACINTOSH IMAC G4
Une valeur de 3500$
Complétez le coupon disponible dans toutes les succursales de Jardin Mobile et déposez-le dans les boites prévues à cet effet, avant 21 heures, le 27 octobre 2002.
Les règlements de participation de ce concours sont disponibles dans toutes les succursales de Jardin Mobile. Le tirage aura lieu le 29 octobre 2002, à 14 heures.

Pommes «melba»
NOUVELLE RÉCOLTE DU QUÉBEC
PANIER DE 4,55 LITRES
2,97$ le panier
Catégorie no 1

Spéciaux valides les samedi 7, dimanche 8 et le lundi 9 septembre 2002.

FRUITS ET LÉGUMES FRAIS
Le JARDIN MOBILE

Dans toutes nos succursales.
OUVERT 7 JOURS, 7 SOIRS
de 9h à 21h.

Cantaloup
de la Californie
97¢ chacun
Grosseur #18
Catégorie no 1

Poivrons verts
du Québec
préemballés
97¢ la livre
Catégorie no 1
2,14$ / kg

Tomates rouges de champ
NOUVELLE RÉCOLTE DU QUÉBEC
préemballées
1,27$ la livre
Catégorie no 1
2,80$ / kg

Avocats «Hass»
importés
2 POUR 1,47$
Grosseur #20
Catégorie no 1

Champignons frais entiers
BLANCS
de l'Ontario
97¢ le contenant
Catégorie no 1
Contenant de 227 g

Ces spéciaux sont en vigueur dans toutes nos succursales jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

IRAK

Ce pétrole qui complique tout

HENRI MAMARBACHI
Agence France-Presse

■ PARIS — L'hypothèse d'une attaque contre l'Irak pour faire main basse sur son pétrole est de plus en plus avancée, mais certains experts estiment que l'or noir n'est pas la raison première d'une action militaire aux conséquences incalculables.

Pour autant, le contrôle du pétrole irakien constituerait, en cas de succès, un atout stratégique indéniable pour les États-Unis, pays où *big business* et objectifs politiques sont intimement liés.

« Je ne pense pas personnellement que le pétrole soit la cause immédiate de la politique américaine vis-à-vis de l'Irak. Cependant, certains milieux aux États-Unis pensent que le gouvernement américain croit que Saddam Hussein veut développer son armement nucléaire et biologique de façon à pouvoir faire peur aux autres producteurs et les forcer à suivre sa ligne », estime Jean-François Seznec, professeur au Centre d'études arabes contemporaines de l'Université de Georgetown. « Si tel était le cas, je ne vois pas pourquoi les Américains n'essaieraient pas plutôt de s'allier de beaucoup plus près avec les Saoudiens », ajoute-t-il.

La réponse pourrait résider dans le sentiment de frustration du gouvernement Bush vis-à-vis de l'Arabie Saoudite depuis les attentats du 11 septembre 2001, combiné aux pressions des faucons du Pentagone visant à marginaliser ce pays et casser la vieille alliance stratégique signée en 1945 entre le royaume saoudien et Washington.

En outre, en se plaçant en maîtres du jeu — et en marginalisant l'Arabie Saoudite — les Américains pourraient à terme isoler l'Iran et l'amener à adopter une politique moins hostile.

Pour couvrir la croissance de la demande mondiale, la majeure partie du pétrole devra venir du Moyen-Orient

Il n'empêche qu'une action contre l'Irak pourrait se révéler « un grand saut dans l'inconnu », selon Nicolas Sarkis, directeur de la revue spécialisée *Le Pétrole et le gaz arabes*.

Un avis partagé par M. Seznec pour qui, « si la situation en Irak se dégrade, la région deviendra un marais dont les Américains ne pourront pas s'extraire facilement ». Un scénario qui inquiète les milieux pétroliers.

OBJECTIF MAJEUR

M. Sarkis estime néanmoins que « le pétrole est un objectif majeur car les États-Unis ont de plus en plus besoin d'importer du brut et leur dépendance de l'étranger, actuellement de 54 %, est appelée à augmenter ».

« Dans ce contexte, seuls l'Irak et les pays voisins pourront assurer leurs besoins. L'objectif vital des États-Unis est non seulement de pouvoir acheter du pétrole, mais aussi l'avoir à bas prix », ce qu'ils pourront faire s'ils parviennent — mais à quel prix — à installer à Bagdad un régime pro-occidental.

M. Sarkis rappelle que les deux tiers des réserves mondiales se trouvent dans cette zone et que, pour couvrir la croissance de la demande mondiale, la majeure partie du pétrole doit venir du Moyen-Orient.

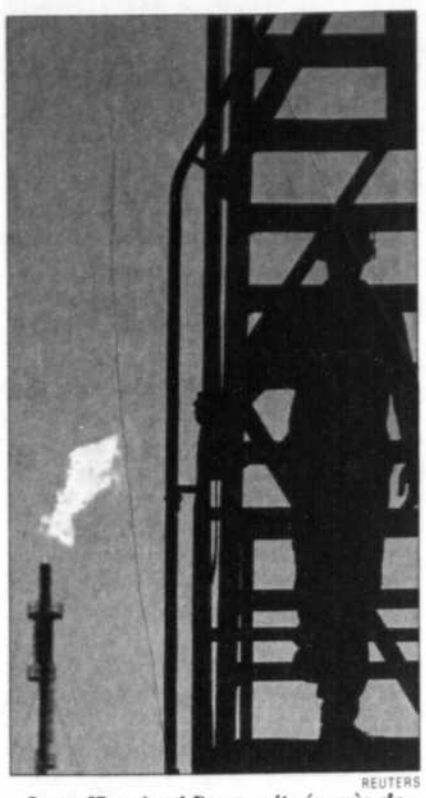
Aujourd'hui, l'Irak estime à 30 milliards $ les investissements nécessaires au développement de son secteur pétrolier, pour porter sa capacité de production à 6 millions de barils par jour (b/j).

Les réserves pétrolières prouvées de l'Irak sont estimées à 115 milliards de barils, ce qui le place au deuxième rang mondial après l'Arabie Saoudite.

Selon le ministre irakien du Pétrole Faleh al-Khayat, sans embargo, l'Irak aurait disposé actuellement d'une capacité de production de 6 à 7 millions de b/j, ses réserves pétrolières prouvées seraient au moins égales à 150 milliards de barils et sa capacité de raffinage aurait augmenté de 200 000 b/j au moins.

« Certainement, si les Américains réussissent à contrôler l'Irak et le pétrole irakien, le rôle de l'Arabie Saoudite sera marginalisé », convient M. Seznec.

« Il faut seulement 10 milliards $ pour augmenter la production irakienne de 2 millions de b/j en l'espace d'un an », note-t-il, ajoutant que « cela permettrait une chute des cours de plus ou moins 8 $ par baril. De plus, rien n'empêcherait alors l'Irak d'augmenter sa production jusqu'à atteindre la production saoudienne (7 millions de b/j) et se mettre dans la position dominante actuelle du royaume sur les marchés pétroliers ».


REUTERS

La raffinerie al-Doura située près de Bagdad tourne au ralenti en raison de l'embargo onusien qui limite l'importation de pièces de remplacement au pays de Saddam Hussein.

En outre, si les Américains « réussissent leur coup », les compagnies pétrolières anglo-saxonnes, qui veulent développer leurs réserves de brut, seront les premières à débarquer en Irak, marché d'où les firmes américaines sont absentes depuis le début des années 70, selon M. Sarkis.

Un coup qui pourrait se révéler très dur pour les Français comme TotalFinaElf, impatient de pouvoir mettre en chantier ses projets pétroliers et gaziers. Et pour la Russie, qui, selon Bagdad, doit signer un accord économique de cinq ans pour 40 milliards $, incluant un important volet pétrolier.

Un régime « ami » pour faire contrepoids à l'Arabie Saoudite

CHRISTOPHE AYAD
© Libération

Au fur et à mesure que la tension monte autour de l'Irak, les cours du brut s'envolent. Ils ont atteint hier leur plus haut niveau en un an. Le baril de Brent, qui a déjà progressé de plus d'un tiers depuis le début de l'année, a franchi la barre des 28 $ à Londres.

Indépendamment d'une flambée passagère que ne manquerait pas de provoquer une nouvelle guerre du Golfe, c'est l'avenir de tout le marché pétrolier qui est en jeu.

L'Irak, qui reste soumis à un régime de sanctions contrôlées connu sous le nom de « pétrole contre nourriture », ne produit aujourd'hui qu'un peu moins d'un million de barils de pétrole par jour (mbj). Selon le ministre irakien du Pétrole, Faleh al-Khayat, sans embargo, son pays disposerait actuellement d'une capacité de production de 6 à 7 millions de b/j. Le chiffre ne doit rien au hasard : c'est la production de l'Arabie Saoudite.

Quant aux réserves prouvées, elles se montent à 115 milliards de barils, ce qui place l'Irak au deuxième rang mondial, juste derrière le royaume wahhabite. Mais nombre d'experts estiment que l'Irak dispose des premières réserves mondiales — de l'ordre de 150 milliards de barils, voire plus.

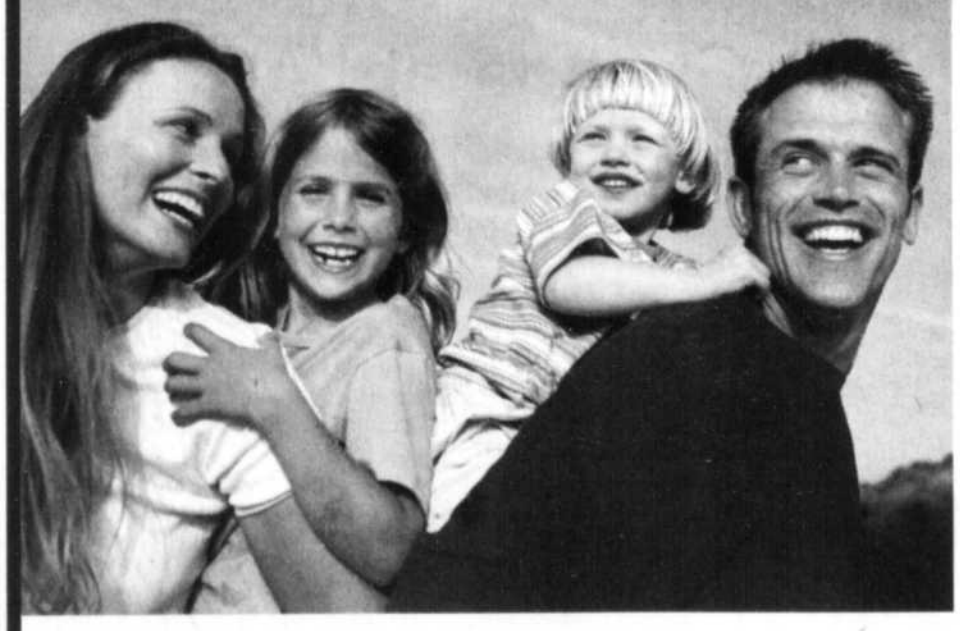
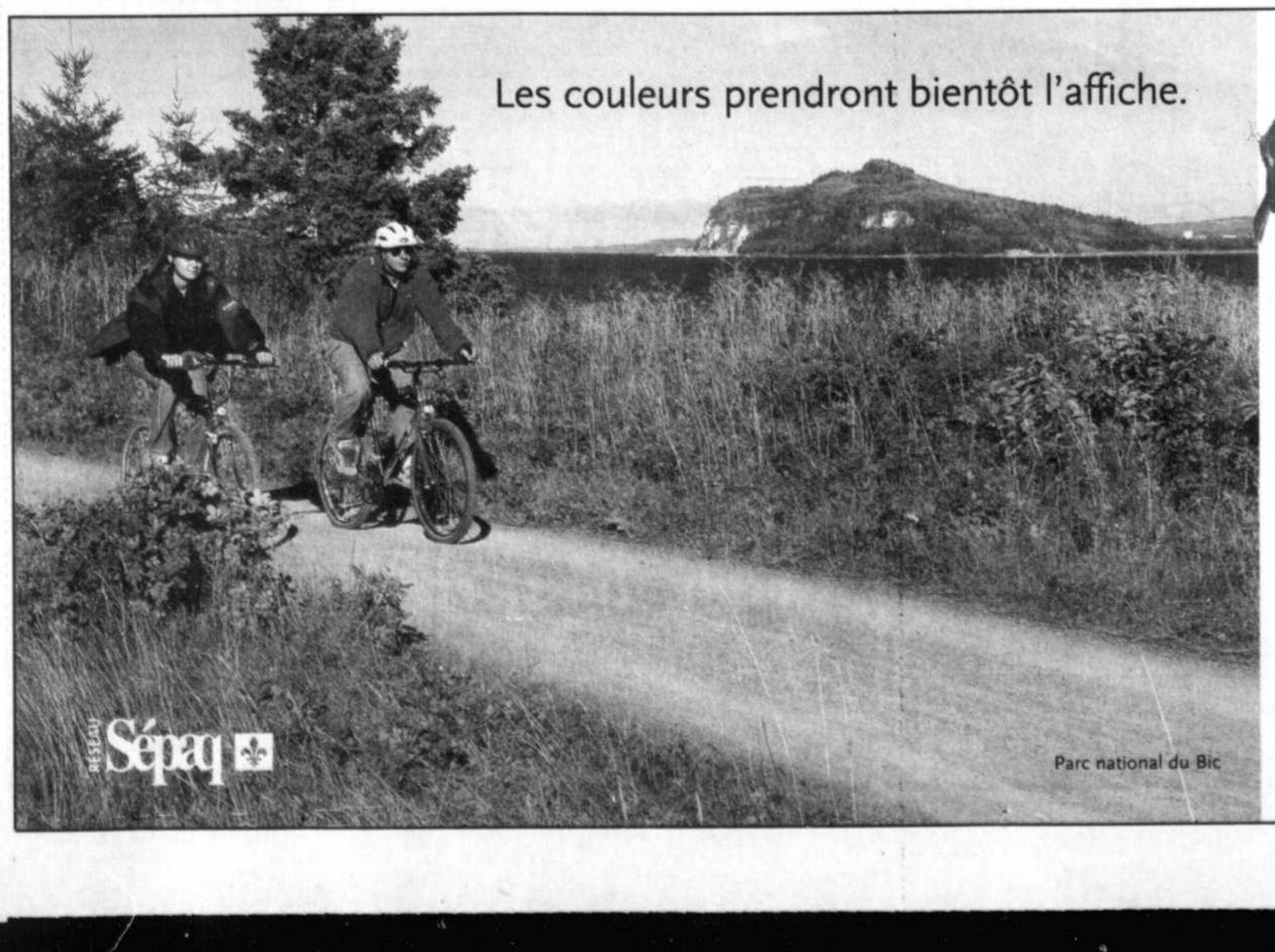
On comprend mieux l'intérêt, pour les États-Unis, d'installer un régime « ami » à Bagdad. Avec « seulement » 10 milliards $ d'investissements, la production irakienne pourrait augmenter de 2 millions de barils par jour, ce qui permettrait une chute des cours de près de 8 $ par baril.

Jusqu'à présent, le rôle de modérateur du marché est tenu par la seule Arabie Saoudite. Cette fonction est d'ailleurs le principal pilier de l'alliance stratégique saoudo-américaine conclue dans les années 50. Mécontents du manque de coopération des Saoudiens dans les enquêtes sur Al-Qaida et méfiants envers un régime jugé favorable aux islamistes, certains faucons du Pentagone plaident pour un « changement de cavalier ».

Les Américains, qui développent en ce moment leurs sources d'approvisionnement tous azimuts et tout particulièrement en Afrique (Angola, Guinée équatoriale, Tchad et Soudan), savent qu'ils ne peuvent pas faire une croix sur la péninsule arabique, qui concentre 54 % des réserves mondiales.

D'où le scénario irakien. Le pari est d'autant plus séduisant qu'il permettrait de prendre l'Iran en tenailles, en le coinçant entre l'Afghanistan et l'Irak transformés en protectorats américains.

Mais entre ce *kriegspiel* pétrolier en salle d'état-major et un rééquilibrage effectif du marché, il y a un pas : plusieurs années et des dizaines de milliards de dollars (30 milliards $ au bas mot) seront nécessaires à la remise en état de l'infrastructure pétrolière irakienne. Washington aurait récemment donné l'assurance à Paris que TotalFinaElf, qui a signé des pré-contrats avec le régime actuel, ne serait pas écarté après la chute de Saddam.

1575849
MÉDIATION FAMILIALE
Couple un jour
parents toujours !

Agissez dans l'intérêt de votre enfant.
Avant d'amorcer une procédure judiciaire,
faites appel à un médiateur familial.
Certaines séances sont gratuites.
La médiation familiale,
une bonne façon de s'entendre.
La liste des médiateurs est disponible à l'adresse suivante :
www.justice.gouv.qc.ca
Justice Québec
1575740
Les couleurs prendront bientôt l'affiche.

Parc national du Bic
Réseau Sépaq
Place au spectacle!
Cet automne, découvrez à vélo la grande scène de trois parcs nationaux du Québec :
• Bic
• Frontenac
• Pointe-Taillon
Offrez-vous un séjour en camping ou en chalet qui vous permettra de découvrir, à votre rythme, trois régions aux couleurs éclatantes.
Pour en savoir plus ou pour réserver votre place, faites le 1 800 665-6527 ou visitez www.parcsquebec.com
Parcs Québec
Pour que le spectacle continue

IRAK

Une machine de guerre difficile à évaluer

HERVÉ GUILBAUD
Agence France-Presse

■ LONDRES — L'arsenal irakien, même s'il n'a pas été complètement reconstitué depuis la guerre du Golfe en 1991, reste significatif dans certains domaines et est potentiellement menaçant, selon des experts britanniques.

Évaluer correctement la machine de guerre irakienne n'est pas tâche aisée : les analystes occidentaux se basent sur les informations de transfuges (parmi lesquels de nombreux officiers), les clichés des satellites espions américains et les projections des inspecteurs de l'ONU, qui ont quitté le pays en 1998.

Tout cela ne permet pas de fournir une image très précise des forces irakiennes, que les Occidentaux avaient d'ailleurs surestimées en 1991, qualitativement et quantitativement.

Bagdad serait sur le point d'acquérir des missiles de la Corée du Nord

Selon Londres, l'Irak développe un programme nucléaire et possède déjà des armes chimiques et biologiques. « En ce qui concerne les armes nucléaires, nous pensons qu'il est en train de développer un programme en ce sens, non seulement les armes elles-mêmes (...) mais également la technologie des missiles balistiques permettant de les utiliser », a déclaré mercredi le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères Mike O'Brien.

« Pour ce qui est des armes chimiques et biologiques, nous pensons qu'il possède une certaine capacité en la matière », a-t-il dit.

« Sur le papier, il n'y a pas vraiment de menace (irakienne) aujourd'hui car ils ont très peu de vecteurs » pour des armes de destruction massive, estime Paul Beaver, l'un des meilleurs spécialistes britanniques en matière de défense.

« Mais, ajoute-t-il dans un entretien avec l'AFP, il y a de très fortes indications que Bagdad est sur le point d'acquérir plus de missiles, si ce n'est déjà fait. » Ces missiles balistiques seront « probablement » fournis par la Corée du Nord, selon M. Beaver.

L'expert britannique n'exclut pas que Bagdad se soit en outre lancé dans la construction de missiles de croisière de sa propre conception : « ils ont la technologie nécessaire et l'ont déjà fait dans le passé, en 1999, en transformant des avions d'entraînement tchèques L-29 Dolphin ».

Le rayon d'action de ces appareils transformés en missiles de croisière, sans pilote, dépend de leur charge utile, souligne Paul Beaver, mais « ils pourraient certainement menacer des pays proches comme Israël ».

L'armée de terre irakienne possède, en théorie, quelque 2500 chars de bataille, pour la plupart des T-55 et T-72 de conception soviétique réparés après l'opération *Tempête du Désert*, précise Paul Beaver. La plupart appartiennent à des unités de la Garde républicaine et la difficulté sera de les faire sortir de leurs cachettes pour les détruire.

Pour Paul Beaver, les forces aériennes irakiennes, décimées en 1991, ne constituent « pas réellement » une menace et seuls « les hélicoptères sont bons ».

John Keegan, le spécialiste des questions militaires du *Daily Telegraph*, est très réservé sur les capacités offensives irakiennes.

« Les matériels irakiens, écrit-il, sont de conception soviétique ancienne, la plupart âgés de 15 à 20 ans, dépassés ».

En plus, poursuit-il, « il y a un sérieux manque de pièces détachées et seulement la moitié des chars sont en état de fonctionner, ce qui laisse environ 1000 chars opérationnels et plusieurs milliers de véhicules de transport de troupes blindés ».

« L'Irak, résume Paul Beaver, n'est pas un adversaire très difficile à battre mais il n'est pas facile non plus. Nous savons que (Saddam Hussein) a déplacé beaucoup de ses systèmes de défense aérienne dans des endroits comme des mosquées, des écoles, des hôpitaux... »

Selon lui, la machine de guerre irakienne n'est pas réellement menaçante aujourd'hui mais elle le sera « dans environ six mois ».



ARCHIVES LE SOLEIL

Tout au cours de l'été, des milliers de jeunes irakiens ont été formés aux rudiments du combat dans des camps militaires de Bagdad.

ESPAÑOL PARA TI
Cours d'espagnol
• Conversation
• Grammaire et vocabulaire
• Mises en situation
• Cours privé ou petits groupes
Début: 16 sept.
872-4755 ou 652-1561
• Place Laurier
• Henri-Bourassa (Face à Loblaws)
• Carrefour Chauveau

INST'ANGLAIS
... le cours qui se distingue
DÉBUTANT LE 16 SEPTEMBRE
Conversation anglaise
Vocabulaire, grammaire
Privés ou petits groupes
Anglais des affaires
Formation admissible à la Loi 90
Fournisseur accrédité par les gouvernements fédéral et provincial
• Place Laurier • Henri-Bourassa (Face à Loblaws)
• Carrefour Chauveau
652-1561 • 872-4755
STATIONNEMENT GRATUIT

Conférences Option Santé
Avec des auteurs-conférenciers de renommée internationale.
Pour les couples ou les célibataires, tous les mercredis du 25 sept. au 6 nov., de 19 h 30 à 22 h.
Entre 13$ et 20$ par conférence, prix spécial en prévente. Renseignez-vous...
25 sept. Philippe Turchet — La synergologie (Le langage de la gestuelle)
2 oct. Paul Dewadre — Mars et Vénus
9 oct. Linda Bérubé — Rompre sans tout casser
16 oct. Yvon Dallaire — Les secrets des couples heureux
23 oct. Yvon Dallaire — Les secrets des femmes heureuses en amour
30 oct. Yvon Dallaire — Les secrets des hommes heureux en amour
6 nov. Gisèle Larouche — Du nouvel amour à la famille recomposée
Les conférences ont lieu au Cégep F.-X.-Garneau, 1660, boul. de l'Entente, Québec (stationnement gratuit)
Renseignements et prévente : 687-0245

Bell Canada et l'ACET concluent une entente sur l'équité salariale
Bell et l'Association canadienne des employés en télécommunications (ACET), le syndicat représentant les employées de bureau et les représentantes en communications de Bell, ont conclu un projet d'entente relativement à leur différend concernant l'équité salariale.
Ce projet d'entente couvre tant les employées admissibles actuelles que celles qui ne sont plus à l'emploi de Bell.
L'entente prévoit un paiement en espèces d'environ 128 millions de dollars ainsi que des effets positifs sur les prestations de retraite d'environ 50 millions de dollars.
L'entente doit être ratifiée par les employées admissibles actuelles ainsi que par celles qui ont quitté Bell.
Qui est admissible à un paiement ?
Les employées admissibles comptant au moins six mois de service à Bell entre le 1er avril 1993 et le 31 mai 2002 à un poste d'employée de bureau ou de représentante en communications et qui sont représentées par l'ACET.
Quand le vote de ratification aura-t-il lieu?
Le vote se déroulera du 19 au 23 septembre inclusivement.
Comment participer au vote de ratification?
Toutes les employées actuelles et retraitées admissibles sont automatiquement inscrites au vote et l'ACET les contactera relativement au processus de ratification. Si vous êtes une employée admissible actuelle ou retraitée, il n'est pas nécessaire de vous inscrire.
Toutes les autres employées admissibles qui ne sont plus à l'emploi de Bell doivent s'inscrire auprès du Centre d'information sur l'équité salariale pour pouvoir participer au vote de ratification.
Processus d'inscription pour les employées admissibles qui ne sont plus à l'emploi de Bell
Pour vous inscrire, veuillez transmettre au Centre d'information sur l'équité salariale les renseignements suivants – nom (celui que vous portiez lorsque vous travailliez à Bell), numéro d'employée, date de naissance, adresse résidentielle actuelle, numéro de téléphone et adresse de courriel – avant 20 heures HAE, le 16 septembre 2002. Voici divers moyens de nous faire parvenir l'information :
Remplir le formulaire électronique accessible à l'adresse www.bell.ca/equitesalariale
Télécopier l'information au Centre d'information sur l'équité salariale au 1 866 211-1671
Envoyer l'information par courriel au Centre d'information sur l'équité salariale à l'adresse equite.salariale@bell.ca
Une fois l'information parvenue au Centre d'information sur l'équité salariale, vous recevrez confirmation de votre admissibilité ainsi que les détails de l'entente et du processus de ratification.
Pour plus de renseignements sur le processus d'inscription, veuillez contacter le Centre d'information sur l'équité salariale par téléphone au 1 866 786-1133 entre 8 heures et 20 heures HAE ou par courriel à l'adresse equite.salariale@bell.ca
ACET CTEA
Bell



ÉCONOMISEZ JUSQU'À $500
Forfait vol-croisière
Carnival Victory / Caraïbes de l'Est
à partir de 1599*
Par personne, occ. double, à partir de Montréal. Frais portuaires et taxes inclus.
Visitez jusqu'à cinq îles tropicales en naviguant à bord d'un luxueux centre de villégiature flottant. Journées exaltantes à terre. Soirées animées en mer. Tout le temps voulu pour vous prélasser et réaliser vos rêves de vacances. Et tout celà pour beaucoup moins cher que vous ne le pensiez.
À partir du 1er août, obtenez 200 Milles Aéroplan^MD par jour de croisière.** 1,400 milles pour 7 jours de plaisir!
Ce sont des vacances au soleil qui incluent presque tout vos repas, des spectacles, des activités à bord, un centre d'exercices, des escales tropicales et bien davantage... plus une garantie de vacances !
+Économies par cabine.
Carnival
A chacun son plaisir!
Pour communiquer avec l'agence de voyages la plus près, composez le:
Voyage Vasco Quebec 418 842-3012
Voyage Vasco St. Nicolas 418 831-3045
Voyage Vasco Cap-Rouge (Ste-Foy) 418 877-8070
Voyage Oasis St.Romuald 418 839-3939
Voyage Vasco Ste-Foy 418 653-6110
Voyage Vasco Ste-Marie 418 387-5556
*Exprimés en $ CAN, par personne, en occupation double, dans une cabine de cat. 4A. Les prix comprennent les droits portuaires, les frais et toutes les taxes (392 $ CAN). Les transferts sont en sus. Se fondant sur le programme SunWaves, ces tarifs sont réservés aux résidents canadiens. Il faut réserver d'ici le 31 octobre, 2002. Ce programme vol-croisière est offert et géré par les tours operators préférés de Carnival. Les places sont contingentées et offertes sous réserve des disponibilités. Immatriculation des paquebots: Panama et les Bahamas. **Maximum de deux récompenses par cabine, adhésion individuelle requise, applicable sur certains tarifs seulement. Applicable aux nouvelles réservations à partir du 1er août, 2002. MD Aéroplan est une marque enregistrée d' Air Canada.

ISRAËL

Marwan Barghouthi, successeur d'Arafat ?

■ TEL-AVIV (AFP) - Présenté par Israël comme un « chef terroriste », Marwan Barghouthi, qui a comparu jeudi devant un tribunal de Tel-Aviv, a vu sa popularité grimper chez les Palestiniens depuis le début de l'Intifada, au point que certains le considèrent comme un successeur possible de Yasser Arafat.

Selon un sondage publié par un institut de recherches palestinien le 21 mai, soit un peu plus d'un mois après son arrestation, M. Barghouthi, avec 19 % des réponses, était alors le dirigeant palestinien le plus populaire après le président Arafat, personnalité préférée de 35 % des habitants de Cisjordanie et Gaza. Or, cette popularité ne peut que s'accroître avec l'ouverture de son procès, que l'intéressé, déterminé et pugnace, compte bien transformer en tribune pour dénoncer l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

Chef pour la Cisjordanie du Fatah, le mouvement de M. Arafat, et élu du Conseil législatif palestinien (parlement), cet homme de 43 ans, de petite taille et au visage rond orné d'une fine moustache, a été propulsé sur le devant de la scène par l'Intifada déclenchée fin septembre 2000.

Avant le début du soulèvement palestinien, il était relativement peu connu des Palestiniens et quasiment pas des Israéliens. Mais les multiples entretiens qu'il a donnés à la presse, étrangère comme israélienne, l'ont vite rendu célèbre auprès des Israéliens, leur permettant, selon eux, de mettre un nom et un visage sur les attaques et attentats palestiniens.

D'autant que M. Barghouthi a été systématiquement présenté par les autorités israéliennes comme le chef sur le terrain de cette révolte et le leader des Tanzim, terme désignant les groupes armés contrôlés par le Fatah, bien qu'il ait toujours assuré être un simple homme politique. Il est aussi accusé par Israël d'être le chef des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, un groupe armé issu du Fatah, ce que cette formation a reconnu dans un communiqué diffusé le 1er avril.

M. Barghouthi a toutefois toujours nié être le chef des Brigades, auteurs de plusieurs attentats suicide en Israël, mais a aussi souligné leur « efficacité, en dépit de moyens limités ».

« Les Brigades constituent le plus important développement qu'ait connu le Fatah sur le plan militaire depuis 25 ans », avait-il déclaré.

En août 2001, il avait échappé à un tir de missiles israéliens contre un convoi de trois voitures dans lequel il avait pris place et qui visait, selon l'armée, un activiste de la garde rapprochée de M. Arafat, la Force 17, recherché pour le meurtre de huit Israéliens.

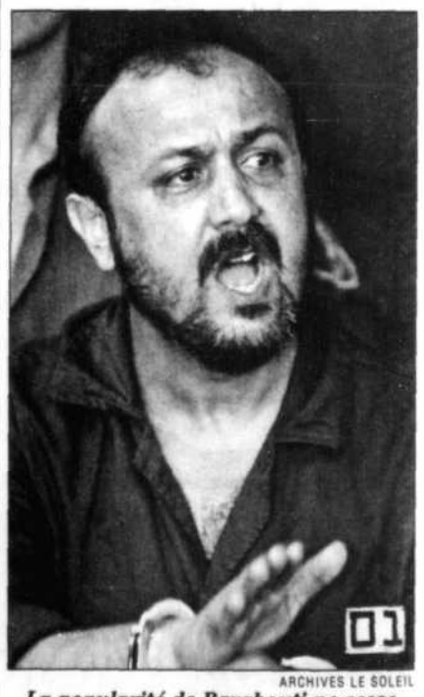
ADOLESCENCE EN PRISON

Titulaire d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Bir Zeit, près de Ramallah, M. Barghouthi, marié et père de quatre enfants, a passé un bonne partie de son adolescence dans une prison israélienne avant d'être exilé en Tunisie en 1987, au début de la première Intifada (1987-1993).

Revenu dans les territoires palestiniens après les accords d'Oslo de 1993, dont il est alors un fervent partisan, il est élu au Conseil législatif lors du premier scrutin qui suit la proclamation de l'autonomie.

Mais le blocage du processus de paix après l'échec du sommet de Camp David de juillet 2000 en fait un « déçu d'Oslo », bien qu'il reste partisan d'une solution reposant sur la coexistence pacifique de deux États, israélien et palestinien.

Après le début de l'Intifada, il acquiert vite la réputation d'un opposant résolu à l'occupation capable de mobiliser les foules par ses talents oratoires. « Nous considérons que toute personne qui ne s'oppose pas à l'occupation appartient au camp des terroristes », avait-il déclaré en novembre 2001, parodiant les condamnations du terrorisme par le président américain George W. Bush après les attentats du 11 septembre.



ARCHIVES LE SOLEIL

La popularité de Barghouti ne cesse de grimper chez les Palestiniens.

Tsahal blanchit des militaires soupçonnés de bavures

■ JERUSALEM — Une enquête interne de l'armée, ordonnée par le ministre israélien de la Défense Binyamin Ben Eliezer, a blanchi hier des militaires soupçonnés d'avoir tiré à la légère, tuant 12 Palestiniens en quatre jours. Une commission d'enquête a conclu que dans les trois attaques, les « soldats ont suivi les consignes de tirs », a annoncé le porte-parole de l'armée dans un communiqué. Ces bavures avaient provoqué une polémique en Israël et suscité les critiques du chef de l'État Moshé Katzav, qui avait regretté la mort de Palestiniens « innocents ». Ce rapport « est un cadeau fait à ces assassins israéliens. C'est un message envoyé aux soldats et aux colons les incitant à tuer de sang-froid. Il va y avoir de nombreux autres crimes contre des civils palestiniens », a déclaré à l'AFP le principal négociateur palestinien Saëb Erakat. Le 29 août, une femme, deux de ses fils et son neveu avaient été tués par des tirs d'obus de chars à Gaza alors qu'ils se trouvaient dans leur maison située au milieu de leur vigne, au début de la saison de cueillette. L'enquête justifie les tirs « compte tenu du fait que les soldats avaient vu des individus suspects tard dans la nuit dans une région interdite ». (AFP)

1575841



Location Partez sans payer
297$*
/mois/48 mois
0$ comptant
ou 19 999$
Prix d'achat comptant. Transport et taxe d'accise en sus (930$)

• Transmission automatique • Climatisation • Lève-glaces et verrouillage électriques • Télédéverrouillage • Radio AM/FM stéréo avec lecteur de disques compacts • Béquet arrière et roues en alliage • Panneaux de polymère

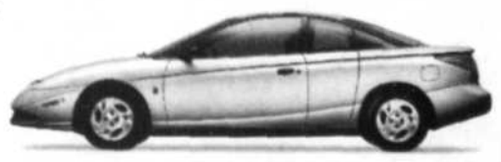


Saturn intermédiaire L100 2002 Groupe valeur sûre *

LOUEZ UNE VOITURE DE LA SÉRIE S OU DE LA SÉRIE L 2002 ET PARTEZ SANS PAYER		
0$ Comptant	0$ Dépot de sécurité	0$ Premier paiement de location fait par Saturn

Saturn Coupé 3 portes SC1 2002
14 765$
Prix d'achat comptant. Transport en sus (750$)
ou Location Partez sans payer 224$*
/mois/48 mois
0$ comptant

• Transmission manuelle
• Deux sacs gonflables à l'avant
• Banquette arrière à dossiers rabattables divisés 60/40
• Radio AM/FM stéréo avec lecteur de disques compacts
• Panneaux de polymère





Saturn SL 2002 4 portes
12 245$
Prix d'achat comptant. Transport en sus (750$)
ou Location Partez sans payer 207$*
/mois/48 mois
0$ comptant

• Transmission manuelle
• Deux sacs gonflables à l'avant
• Banquette arrière à dossiers rabattables divisés 60/40
• Panneaux de polymère

Louez une SL avec transmission automatique et climatisation pour 32$/mois de plus ou 14 570$ Prix d'achat comptant. Transport et taxe d'accise en sus (850$)



Venez voir les VUE 2002 de Saturn !
À partir de 21 565$ Transport et taxe d'accise en sus (930$)

Chaque Saturn 2002 comprend une garantie limitée de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe propulseur. Nos offres de location comprennent les frais de transport, la préparation à la route et la taxe d'accise, lorsque cela s'applique.
Achetez en ligne à saturncanada.com ou appelez au 1 888 4SATURN • Ces offres sont d'une durée limitée et ne peuvent être jumelées. Elles s'appliquent aux nouveaux modèles de la série S ou L 2002 de Saturn en inventaire. Le prix d'achat comptant inclut un crédit de livraison et ne peut être jumelé à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location. L'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. Le transport et la taxe d'accise ne sont pas inclus dans le prix d'achat comptant. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. L'offre de location est sujette à l'approbation de crédit. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres. Un échange de véhicules entre détaillants peut être requis. Voyez votre détaillant Saturn pour plus de détails.

SATURN.

Saturn Saab Isuzu de Québec
765, rue Marais
Québec
681-5777

Saturn Saab Isuzu Rive-Sud
4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

Saturn Isuzu de Sainte-Foy
3330, rue Watt
Sainte-Foy
653-1312

Saturn Isuzu du Saguenay
1330, boul. du Royaume
Chicoutimi
549-3320

Le spécialiste Roland Jacquard craint une attaque d'ici six mois

NICOLE CHAVRANSKI
Associated Press

PARIS (AP) — Roland Jacquard, directeur de l'Observatoire international sur le terrorisme (OIT) et spécialiste du réseau Al-Qaida, s'attend à une autre attaque terroriste d'envergure et a « peur surtout pour le début de l'année prochaine ».

Roland Jacquard, qui sort lundi un nouveau livre, *Les archives secrètes d'Al-Qaida, révélations sur les héritiers de Ben Laden* (Éd. Jean Picollec), explique en effet qu'il faut « entre 12 et 16 mois pour monter une opération du genre » de celle du 11 septembre.

Disant douter d'une attaque anniversaire, il souligne au cours d'un entretien avec APTN et Associated Press que les attentats ayant frappé les États-Unis il y a près d'un an étaient du point de vue d'Al-Qaida le début du Jihad, la guerre sainte.

Selon lui en tout cas, « la plus grande attaque d'Al-Qaida sera cyberterroriste » : le réseau y travaille, ayant recruté les meilleurs spécialistes pour une opération de « terrorisme de haute technologie propre ».

Al-Qaida préparerait une opération de « terrorisme de haute technologie propre »

Alors qu'un reportage de la chaîne américaine ABC avançait jeudi une thèse selon laquelle Zacarias Moussaoui, le Franco-Marocain seul inculpé à ce jour dans l'enquête américaine sur les attentats, n'était pas le 20e pirate de l'air mais aurait été préparé pour une « deuxième vague », Roland Jacquard juge pour sa part « impossible de donner une réponse » à ce sujet.

D'après lui, Moussaoui était peut-être « en réserve » pour le 11 septembre, mais peut-être pour d'autres séries d'attentats en préparation : le « deuxième objectif » d'Al-Qaida, des attentats biologiques et chimiques aux États-Unis, pour lesquels le chef des pirates de l'air Mohammed Atta cherchait des avions d'épandage de pesticides, et une troisième vague sur différentes cibles, américaines ou symboliques, en Europe.

Il fait notamment état, citant à l'appui des documents retrouvés à Milan et en Espagne, d'un projet d'attaque contre la cathédrale Notre-Dame à Paris, et rappelle celui contre l'ambassade des États-Unis, et le projet visant le marché de Noel de Strasbourg en 2000 pour lequel un groupe d'Algériens est actuellement jugé en Allemagne.

DES DIZAINES DE PROJETS

En fait, Al-Qaida a toujours des dizaines de projets en cours, provenant des organisations qui lui sont affiliées au sein de cette nébuleuse, projets qui sont parfois menés à bien, en fonction des possibilités, explique-t-il. Un nombre de cibles multiples qui rendent les choses « dures à analyser » pour les enquêteurs, souligne-t-il.

Si Al-Qaida a perdu le soutien de l'Afghanistan des talibans, souffert de l'arrestation de plusieurs de ses membres, et notamment de son « numéro trois » Abou Zoubeida, et que le réseau est « coupé en différentes sections qui ne peuvent communiquer », il fonctionne cependant toujours et compte nombre de cellules dormantes.

Le Jihad est toujours en pointe surtout en Afghanistan, où Al-Qaida cherche à tuer le président Hamid Karzai, lequel a échappé jeudi à un nouvel attentat. Et Roland Jacquard de préciser qu'on recherche toujours des Scuds disparus de l'arsenal des talibans, les documents retrouvés prouvant aussi qu'ils testaient des produits chimiques, « même avec des humains, des kamikazes acceptant d'être cobayes ».

Le nouveau livre de Roland Jacquard, expert en terrorisme auprès de l'ONU et du gouvernement français, est basé sur des documents provenant notamment des bases d'Al-Qaida en Afghanistan et des réseaux d'Europe ou d'Asie.

UN AN APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

Une politique étrangère inquiétante

CHRISTOPHE DE ROQUEFEUIL
Agence France-Presse

WASHINGTON — Après la vague de sympathie et de compréhension qui a suivi les attentats du 11 septembre, la politique étrangère des États-Unis de George W. Bush suscite interrogations et inquiétudes à travers le monde.

Les perspectives de conflit avec l'Irak et l'affirmation parfois abrupte des intérêts américains ont souvent brouillé l'image d'une Amérique meurtrie, cherchant légitimement à éradiquer la menace terroriste.

La rhétorique en noir et blanc du président Bush, sommant le reste du monde d'être « avec nous ou contre nous » et fustigeant un « axe du mal » Irak — Iran — Corée du Nord, a également contribué à renforcer l'incompréhension à l'étranger.

L'Irak et la doctrine des « frappes préventives » contre des ennemis potentiels risquent aujourd'hui de faire passer Washington pour une sorte de « nouvelle Rome agressive », estime la présidente de la Fondation Carnegie, Jessica Mathews, dans une étude sur les conséquences diplomatiques des attentats.

Ce décalage entre Américains et le reste du monde, en particulier les Européens, est fréquemment analysé par les experts comme résultant d'une vision différente de l'importance des événements du 11 septembre, au-delà de l'horreur qu'ils suscitent.

PERCEPTION EUROPÉENNE

« Il existe à ce sujet de sérieuses tensions entre les États-Unis et les Européens, qui sont liées à des questions quasi-existentielles », relève Simon Serfaty, du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) à Washington.

« Pour les États-Unis, nous sommes en guerre pour défendre une certaine idée de l'Amérique, terre de liberté et au territoire sacré », souligne-t-il.

Mais « les Européens notamment n'ont pas cette perception. Pour eux, l'Histoire est de toutes façons une tragédie. Trois mille morts, à l'échelle de l'Europe, ce n'est pas grand-chose. Une demi-heure à la bataille de Verdun et c'était fait », relève-t-il.

La propension de l'administration Bush à mettre en avant les intérêts américains au détriment des accords multilatéraux n'a pas été remise en question par le 11 septembre, aggravant les frictions, relèvent également d'autres analystes.

« Cette administration est devenue davantage unilatéraliste », estime Lawrence Korb, du Council on Foreign Relations (CFR), un centre d'analyses internationales américain.

« Même après le 11 septembre, l'administration actuelle est sortie du protocole d'application de la convention sur les armes bactériologiques, elle a abrogé le traité anti-missiles ABM, elle parle de reprendre les essais nucléaires et la doctrine des frappes préventives constitue une approche beaucoup plus unilatérale du monde », relève cet ancien secrétaire adjoint à la Défense de Ronald Reagan.

Les critiques ont le don d'irriter les dirigeants américains

Ces critiques ont le don d'irriter les responsables américains, qui soulignent que les attentats du 11 septembre ont été suivis d'intenses consultations avec la plupart des pays de la planète pour créer une vaste coalition antiterroriste.

Au lieu de refermer les États-Unis sur eux-mêmes, les événements du 11 septembre les ont au contraire ouverts sur le monde, soutient Richard Haass, directeur de la planification politique au département d'État.

« L'une des principales conséquences du 11 septembre est d'avoir changé la manière dont les Américains voient la politique étrangère. Ces événements ont mis un terme à une période où elle était considérée comme secondaire », estime ce proche collaborateur du secrétaire d'État Colin Powell.

L'idée d'un élargissement du fossé avec les Européens, souvent évoquée par les analystes, est « exagérée », estime-t-il encore, en soulignant que « quand les États-Unis cherchent des partenaires, c'est vers l'Europe qu'ils se tournent en premier lieu ».

« Nous voyons les choses quelque peu différemment, notamment au Proche-Orient, nous pouvons avoir des désaccords sur des points particuliers, mais en fin de compte il y a une très grande coopération dans la guerre contre le terrorisme », affirme M. Haass.









MUSIQUE
MUSIQUE DU FAUBOURG
Disques compacts, DVD, cassettes. Neufs et usagés. Achat, vente, échange.
623, rue Saint-Jean
Québec
529-4848
www.musiqueedufaubourg.com

MUSIQUE
PIANO Expert
Daniel Painchaud
Technicien-accordeur
PIANOS À VENDRE
Grand choix, neufs et usagés
Prix et garantie imbattables
SERVICES
• accord à domicile
• réparation et décapage
• transport spécialisé
• achat, vente, location
831-6464

FOURNITURES DE BUREAU
Denis
LES VRAIS EXPERTS DU BUREAU
17 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE
1415, BOUL. CHAREST OUEST, QUÉBEC 682-3113
COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES
OUVERT 7 JOURS
EN LIGNE : www.Denis.ca
LIVRAISON GRATUITE**
MÊME LE SAMEDI
OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 24 SEPTEMBRE 2002. CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT ET/OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. * ASSEMBLAGE REQUIS **TERRITOIRES LIMITÉS

EN BREF

Un catalyseur pour la coopération judiciaire

■ BRUXELLES — Les attentats du 11 septembre aux États-Unis ont forcé les Européens à donner un coup d'accélérateur déterminant à leur coopération judiciaire et dans la lutte contre le terrorisme. Cette avancée s'est traduite en particulier par une mesure capitale : la création d'un mandat d'arrêt européen sur lequel les États membres de l'Union débattaient depuis des années sans pouvoir s'entendre. Décidé au sommet de Laeken (Belgique), en décembre dernier, le mandat d'arrêt européen entrera en vigueur début 2003 dans six pays (Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Portugal et Royaume-Uni) et d'ici 2004 dans les autres pays de l'Union européenne (UE). Il permettra de remplacer les longues procédures d'extradition entre États membres en matière de terrorisme et de blanchiment d'argent à des fins d'activités terroristes. Les Quinze ont également adopté en décembre 2001 une définition commune du terrorisme et des sanctions applicables aux crimes visant à « gravement déstabiliser ou détruire les structures fondamentales politiques, constitutionnelles, économiques d'un pays ». (AFP)

UN AN APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

La solidarité occidentale s'effrite

BERTRAND PINON
Agence France-Presse

■ BRUXELLES — Un an après les attentats du 11 septembre 2001, la solidarité d'abord sans faille de l'Union européenne avec les États-Unis s'est fissurée sous le poids de divergences sur le Proche-Orient et d'une politique américaine jugée trop unilatérale par les Quinze.

« L'axe du mal » de Bush ne fait pas l'unanimité

« Nous sommes tous des Américains », proclamait le premier ministre belge Guy Verhofstadt, alors président en exercice de l'Union, au lendemain de la tragédie de New York et de Washington.

Les Quinze promettaient d'aider les États-Unis à trouver et « punir » les responsables. Le 14 septembre, l'UE observait une journée de deuil sans précédent dans son histoire.

Douze mois plus tard, cette union sacrée a clairement trouvé ses limites. Irak, Iran, conflit israélo-palestinien, Cour pénale internationale (CPI), commerce international : les désaccords transatlantiques s'accumulent.

« Les relations ont repris un cours plus normal qui apparaît parfois un peu chaotique. Les Américains ont tendance à agir sans s'embarrasser des positions de leurs partenaires », analyse un diplomate européen.

« PAS UN CHÈQUE EN BLANC »

Le soutien apporté à Washington dans l'épreuve « n'était pas un chèque en blanc. Personne n'avait dans l'idée qu'on allait suivre les États-Unis aveuglément », assure un de ses confrères.

Aujourd'hui, les Européens s'affichent réticents et divisés face à la rhétorique du gouvernement Bush sur « l'axe du mal » Irak — Iran — Corée du Nord, et aux velléités d'offensive américaine unilatérale contre Bagdad qui serait menée au nom de la « guerre contre le terrorisme ».

Le chancelier allemand Gerhard Schroeder a rompu début août avec la « solidarité illimitée » qu'il avait promise à Washington l'automne dernier : il a exclu une participation de Berlin à une attaque contre Saddam Hussein, en soulignant que « l'amitié » ne signifiait « pas dire amen sans discuter ».

La France refuse l'idée d'une intervention sans mandat onusien. Le Royaume-Uni, indéfectible allié des Américains, tente de convaincre ces derniers de s'assurer un soutien international.

« On est tous d'accord que le monde irait mieux sans Saddam, mais les Européens veulent épuiser tous les efforts diplomatiques. Est-ce qu'on lance une guerre si on n'est pas sûr de gagner la paix ? », s'interroge un autre diplomate, évoquant le risque de déstabilisation du Moyen-Orient.

Le 11 septembre n'a pas non plus gommé les différences entre l'UE et les États-Unis au sujet du conflit israélo-palestinien. Washington souhaite mettre hors-jeu le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat. L'UE voit toujours en lui un interlocuteur incontournable de l'État hébreu.

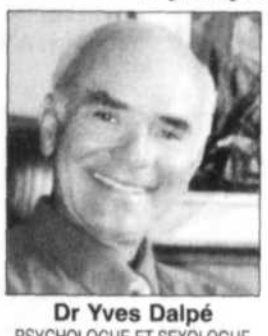
Elle se refuse aussi à diaboliser Téhéran, dont elle dénonce le soutien aux radicaux palestiniens du Hamas et du Jihad islamique, mais avec qui elle s'apprête à négocier un accord de coopération.

UNE CERTAINE « NAÏVETÉ »

Le rejet par Washington de la toute nouvelle Cour pénale internationale embarrasse également les Quinze, qui peinent à arrêter une position commune face aux pressions du gouvernement Bush afin d'obtenir une garantie d'immunité pour les militaires américains.

« Après le 11 septembre, on a eu l'impression que les États-Unis allaient mener une politique plus multilatérale. Les Quinze ont espéré, ont peut-être cru en un changement d'approche du côté américain. Douze mois plus tard, il est clair que ce n'était pas le cas », résume un diplomate européen, en reconnaissant que l'UE a fait preuve d'une certaine « naïveté » sur les intentions réelles des Américains.

1571256
Conférences sur la relation de couple
Par deux psychologues, associés et conjoints, en pratique privée, à Sillery
http://dalpecotepsy.tripod.ca


Dr Yves Dalpé
PSYCHOLOGUE ET SEXOLOGUE


Johanne Côté
PSYCHOLOGUE

Université Laval De Koninck 1-B — Les vendredis de 20h à 22h
20$ par personne

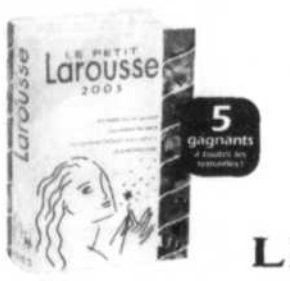
1. **La peur d'aimer** — 13 sept.
Pourquoi malgré notre désir de vivre un amour profond, avons-nous tendance à saboter nos relations de couple?
2. **Comment vivre avec un narcissique?** — 25 octobre
3. **L'infidélité n'est pas banale** — 29 novembre
4. **La peur d'aimer** — 14 mars
5. **La cruelle différence de désir sexuel** — 4 avril
6. **La dépression : Un « débalancement chimique »?** — 2 mai

(Stationnement gratuit à 20h)

1575278
SUPERGRILLE
LE SOLEIL — Par Michel Hannequart

Larousse 2003

Les gagnants de la semaine dernière sont :
Laval Chouinard, Sept-Îles
Nicole Laliberté, Cap-Rouge
Martial Ménard, Québec
Gilles Fortin, Cabano
Marguerite Spénard-Marceau, Sainte-Foy



Veuillez prévoir 6 à 8 semaines pour la réception de votre dictionnaire qui vous sera envoyé par courrier.

LE SOLEIL

1575940
VENTE DÉMÉNAGEMENT
magasin Sainte-Foy
2785, boul. Laurier (en face de Place Laurier)
Jusqu'à 70% de rabais
Premier arrivé - premier servi
Quantité limitée



PLAY IT AGAIN SPORTS

Vélo
HYBRIDE
CCM T30 389,99$ 289,99
CCM T10 499,99$ 349,99
Precision 7143 349,99$ 249,99
MONTAGNE
CCM F70 249,99$ 179,99
Diamond Back Response 629,99$ 449,99
Diamond Back Topanga 779,99$ 599,99

Vélo
CASQUE Louis Garneau 30% de rabais
VÊTEMENT Louis Garneau 50% de rabais
ACCESSOIRES jusqu'à 70% de rabais
SKI-SNOW neuf - usagé modèle 2001 jusqu'à 50% de rabais
PATINS
CCM modèle 185 ou 120 119,99$ Spécial 69,99

Golf
ENSEMBLE 11 MCX
Wilson Gear Effect 349,99$ 219,99
Wilson Pro Staff 449,99$ 299,99
Spalding Eagle 349,99$ 249,99
ENSEMBLE JUNIOR
Northwestern 109,99$ 69,99
GANTS
Etonic, Palmer 14,99$ 7,49
SOULIERS Dexter, Etonic 50%
SACS
Fairway jr 29,99$ 14,99

Les inventaires peuvent varier selon les magasins et la disponibilité des stocks.

PLAY IT AGAIN SPORTS

QUÉBEC — 550, rue Marais, local 190 (Près du Réno-Dépôt) — 688-3311
SAINTE-FOY — 2785, boul. Laurier (en face de Place Laurier) — 650-3311
LÉVIS — 170, route du Président-Kennedy (voisin Meubles Napert) — 838-3111

1575822
Avis de concours

DIRECTEUR OU DIRECTRICE DU SCRUTIN

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE
LOUIS-HÉBERT

Le mandat et la nature des fonctions du Directeur général des élections nécessitent une neutralité et une impartialité absolues dans l'administration des lois qui lui sont confiées. Nous sommes à la recherche d'une personne désirant relever le défi d'œuvrer, à titre de représentant du Directeur général des élections du Québec, comme responsable de la tenue des événements électoraux dans la circonscription électorale ci-contre :

N.B. : Ce concours de recrutement est tenu selon la nouvelle carte électorale telle que publiée dans la Gazette officielle du 18 décembre 2001.

ATTRIBUTIONS Sous la responsabilité de l'adjoint et directeur des opérations électorales, assumer, dans sa circonscription électorale, l'organisation et la tenue d'événements électoraux, la formation du personnel électoral ainsi que la délimitation des secteurs électoraux et des sections de vote.

CONDITIONS D'ADMISSION AU CONCOURS Posséder la qualité d'électeur et être domicilié dans la circonscription électorale pour laquelle le candidat ou la candidate pose sa candidature ou dans une circonscription électorale contiguë pour autant, dans ce dernier cas, que la personne soit en mesure d'exercer la fonction d'une façon satisfaisante comme si elle y était domiciliée.

COMPÉTENCES RECHERCHÉES
- Posséder une expérience dans diverses activités professionnelles ou personnelles reliées aux domaines de la gestion administrative, de la formation de personnel et des communications avec le public;
- Démontrer des habiletés professionnelles reliées à l'exercice de la fonction;
- Posséder une connaissance pertinente de la Loi électorale;
- Avoir une connaissance appropriée de la circonscription;
- Avoir la connaissance de la langue française;
- Connaître la langue anglaise lorsque le nombre d'électeurs et d'électrices anglophones le justifie.

L'expérience acquise dans le domaine électoral et dans des organisations de type communautaire ou social sera considérée comme un atout.

DISPONIBILITÉ Le directeur du scrutin doit être disponible en tout temps pour la tenue d'un événement électoral. À noter qu'il peut également être amené à exercer des activités en dehors des événements électoraux.

DURÉE DU MANDAT La durée du mandat est de dix ans. Notons que la Loi électorale oblige l'employeur à accorder un congé sans solde et à ne pas exercer de sanctions à l'égard d'un employé ou d'une employée exerçant les fonctions de directeur ou de directrice du scrutin et ce, pour le temps nécessaire à la gestion des événements électoraux.

RÉMUNÉRATION Le taux horaire pour cet emploi est actuellement de 33,54 $. Le nombre d'heures requis annuellement varie selon la nature des tâches exigées. Par exemple, la tenue d'une élection ou d'un référendum est présentement évaluée à 480 heures.

INSCRIPTION Pour obtenir les formulaires d'inscription ou toute autre information relative à ce concours, veuillez composer sans frais, entre 9 h et 12 h ou 13 h et 16 h 30, du lundi au vendredi, le numéro de téléphone suivant :

pour la région de Québec: (418) 528-0422 ou
ailleurs au Québec: 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846).

Les informations et les formulaires d'inscription sont également disponibles sur le site Web du DGE: www.dgeq.qc.ca

Le formulaire d'inscription et le formulaire d'évaluation de l'expérience doivent parvenir aux bureaux du Directeur général des élections avant 16 h 30 le 27 septembre 2002.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

1576211
LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES À l'écoute de vos besoins

1576201
Résidence Le Portail — Centre de thérapie pour femmes
DÉPENDANCES: alcool, drogues, médicaments, dépendance affective
Femmes seulement
1 à 3 mois
Tél.: 878-2867

1576183
Lis-moi tout Limoilou
Cours gratuits
- Français de base et calcul aux adulte (jour et soir)
et
- Conversation aux personnes immigrantes (jour ou soir)
647-0159

1576199
Épilepsie Section Québec
SOUTIEN AUX PERSONNES ÉPILEPTIQUES ET LEUR FAMILLE
1, avenue du Sacré-Cœur Ouest Local 354-356, Québec G1N 2W1
epilepsiequebec@megaquebec.net
Lise Lavertdière, C.M. Directrice générale
418.524.8752

1576173
S.O.S. GROSSESSE
- ÉCOUTE TÉLÉPHONIQUE
- ENTREVUES DE RELATION D'AIDE
- TESTS DE GROSSESSE
- CONFÉRENCES
- GROSSESSE PLANIFIÉE OU NON
- CONTRACEPTION
- DEUIL PÉRINATAL
- SEXUALITÉ
682-6222
pages.globetrotter.net/sosgrossesse

1576212
Les Amis du Musée du Québec
NEW YORK! NEW YORK!
Du 26 au 30 septembre 2002.
Les œuvres du peintre PAUL GAUGUIN au Metropolitan Museum of Art.
Visites: The Cloisters, The Guggenheim Museum, The Whitney Museum
Retour par les Bershires via Williamstown
Visites du Norman Rockwell Museum et du Sterling and Francine Clark Institute of Art (Degas, Corot, Fragonard, Monet, Renoir)
Coût : 1034$ can/pers. en occ. double (transport en autocar de luxe, guide, 3 nuits au Marriot Marquis de Manhattan, 1 nuit au Holiday Inn de Williamstown, entrées 5 musées, manutention de bagage) + 15$ de don aux Amis du Musée.
Renseignements : 644-0893 ou 644-2052

1576200
La Villa St-Léonard de Portneuf
Traitement de l'alcoolisme, toxicomanie, jeu et autres dépendances
Mal-être (burn-out)
Hommes et femmes
Séjour de 21 jours
Sans confrontation
418 337-8808
1-800-550-8808
www.villa-st-leonard.org

1576178
Maison d'entraide pour toxicomanes
Le Rucher
Réadaptation des toxicomanes
Approche : bio, psycho, sociale
Durée : 6 mois
www.oricom.ca/rucher/
872-0110



La familiale avec un moteur de célibataire.

Berline Accord LX 2002

À partir de
298 $*
par mois

Incluant
96 000 km
0 $ comptant
disponible
Transport et préparation inclus
sur la location seulement

À partir de
23 000 $**

- Moteur 2,3 litres à SACT et 16 soupapes
- Antivol immobilisateur
- Air climatisé sans CFC
- Groupe électrique
- Radio AM/FM stéréo et lecteur de CD avec 6 haut-parleurs
- Programmateur de vitesse

ÉDITION SPÉCIALE

Pour 18 $*
de plus par mois

ou

Pour 1800 $**
de plus à l'achat

- Toit ouvrant électrique
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD/cassette et antivol de la chaîne sonore
- Freins ABS
- Sièges avant chauffants
- Roues d'aluminium
- Déverrouillage à distance et système antivol

Élue parmi les 10 meilleures voitures, pour une 16e année, par le magazine *Car and Driver*.





Berline Accord SE
Illustrée

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur la berline Accord LX 2002 (modèle CG5542P) et la berline Accord SE 2002 (modèle CG5572PR) neuves pour 48 mois. Échange ou comptant de 4 297 $ (berline Accord LX) ou 4 608 $ (berline Accord SE). Première mensualité et dépôt de sécurité de 350 $ sur la berline Accord LX 2002 (modèle CG5542P) et de 375 $ sur la berline Accord SE 2002 (modèle CG5572PR) exigibles à la livraison. Programme 0 $ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. **P.D.S.F. de la berline Accord LX 2002 (modèle CG5542P) et de la berline Accord SE 2002 (modèle CG5572PR) neuves. Transport et préparation (850 $), taxes, assurance et immatriculation en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

UN AN APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

Poutine a su saisir l'opportunité

MICHEL VIATTEAU
Agence France-Presse

■ MOSCOU — Les attentats du 11 septembre ont offert au président Vladimir Poutine une opportunité sans précédent de se rapprocher de Washington, opportunité qu'il a su saisir en n'hésitant pas à prendre d'importants risques politiques face à une partie de l'élite russe encore anti-occidentale.

Un an après, le bilan de ce qui avait pu paraître un coup de poker mais qui semble avoir reposé sur un calcul lucide parti de la reconnaissance tacite de la domination américaine, semble positif pour le maître du Kremlin.

Sur le plan psychologique, la Russie se présente désormais en alliée et non plus en adversaire de l'Occident. Une révolution dont les effets pratiques n'ont pas tardé d'apparaître.

Premièrement, les Occidentaux ont cessé de verser du sel sur la plaie toujours ouverte du conflit tchétchène. Ils admettent désormais que Moscou a le droit de combattre les « terroristes » sur son territoire.

Deuxièmement, George W. Bush a offert à son ami Vladimir Poutine un traité de désarmement nucléaire, dont ce dernier avait beaucoup plus besoin que lui : la Russie devait de toute manière réduire drastiquement son arsenal vieillissant.

En obtenant un accord écrit qui rappelle à ses généraux la belle époque de la parité nucléaire russo-américaine, M. Poutine a quelque chose à offrir pour calmer leur amertume suscitée par la sortie des Américains du traité antimissile ABM et le développement de leur bouclier spatial.

En plus, la Russie a désormais voix au chapitre au sein du nouveau Conseil à 20 de l'OTAN, tandis que le G8 lui a promis 20 milliards de dollars pour liquider ses armes chimiques et ses vieux sous-marins nucléaires.

INTERPRÉTATIONS NUANCÉES

D'autres développements dans les relations stratégiques entre les deux puissances se prêtent à des interprétations plus nuancées.

Ainsi, la présence des Américains en Asie centrale peut paraître comme un rétrécissement considérable d'une zone d'influence traditionnelle de Moscou. Mais en même temps, les États-Unis y apportent la force militaire et l'argent qui éloignent de la Russie les influences islamistes. Pour un pays qui compte 20 millions de musulmans, il s'agit d'un gain non négligeable.

Le Kremlin peut en revanche être déçu sur le plan économique

Déjà, l'écrasement du régime taliban à Kaboul a dû provoquer quelques soupirs de soulagement sinon de satisfaction à Moscou, d'autant plus que ces « étudiants en théologie » avaient été soutenus par les Américains il y a quelques années.

Le Kremlin peut en revanche être déçu sur le plan de l'économie. À supposer, bien entendu que l'ancien agent du KGB Vladimir Poutine se soit fait des illusions sur la capacité de la Maison-Blanche de pousser les investisseurs américains à s'intéresser à son pays.

Mais le président russe sait fort bien que l'argent et les technologies occidentaux ne viendront en Russie que lorsque la corruption et la criminalité organisée y auront été jugulées et l'État de droit renforcé.

Et, observe l'expert militaire et politique indépendant Alexandre Golts, pour profiter de l'amitié de Washington, M. Poutine doit se battre contre l'hostilité de ses généraux et de ses hauts fonctionnaires.

« En 2000, il a amené au pouvoir les gens des services spéciaux, les croyant patriotes. Ils lui restent fidèles, mais il s'est révélé que leur idée du devoir patriotique diffère de la sienne. Pour eux, l'ennemi stratégique est toujours en Occident. »

Expert canadien en terrorisme inculpé aux É.-U.

■ SANTA FE (États-Unis) — Le directeur canadien d'un centre d'entraînement antiterroriste du Nouveau-Mexique, où les autorités américaines avaient découvert plus de 2000 ogives de missiles, a été inculpé de détention illégale d'armes, a-t-on appris hier de source judiciaire. David Hudak, 41 ans, originaire de Vancouver, est détenu depuis qu'il a été arrêté le 16 août au centre d'entraînement de la société High Energy Access Tools (HEAT), près de Roswell. Selon le Bureau fédéral de l'alcool, du tabac et des armes à feu (ATF), HEAT entraînait des ressortissants originaires des Émirats arabes unis et du Yémen près de Roswell ainsi que dans d'autres centres, au Nouveau-Mexique et ailleurs aux États-Unis. Le porte-parole du bureau du procureur à Albuquerque a annoncé qu'une chambre d'accusation avait inculpé M. Hudak de séjour irrégulier et de trafic d'armes à feu. La société HEAT ne possédait pas les autorisations nécessaires pour posséder des ogives ou les importer du Canada. Son visa avait en outre expiré. M. Hudak serait impliqué dans le trafic de 73 armes à feu, certaines semi-automatiques, et aurait possédé illégalement environ 2400 ogives. Chacun de ces chefs d'inculpation est passible de dix ans de prison. (AFP)

1576447
Primes Hbc
Notre nouveau catalogue Primes Hbc est arrivé!
Vous y trouverez sûrement la récompense de vos rêves parmi les centaines de merveilleux produits offerts. N'attendez plus... faites vous plaisir!
Prenez note que trois petites erreurs se sont glissées à la page 67.
• Système de télé par satellite Bell ExpressVu de luxe
Numéro de catalogue 2003-5079
Le prix membre devrait être 70 000 points + 540 $.
• Numéro de catalogue 2003-5080
Le prix membre devrait être 599 $.
• Numéro de catalogue 2003-5084
Le prix membre devrait être 199 $.
Nous nous excusons des inconvénients causés!

1571675
Les Ateliers de conversation anglaise
ACA 19e année
Cours d'anglais le jour, le soir, le samedi matin, session intensive ou privée.
PETITS GROUPES
Début des cours : semaine du 16 septembre
Place de la Cité, Sainte-Foy
Téléphone : 657-2600

1573144
Ouvert 4 saisons
Pohénégamook
ça s'dit pas, ça s'vit!
Forfaits 4 saisons
Forfait Affaires
Groupe de 10 à 160 personnes
95$ / Pers. / occ. double + taxes
105$ / Pers. / occ. simple + taxes
INCLUANT :
Hébergement une nuit
Trois repas et deux pauses-cafés
Salle de réunion
Matériel : télé, vidéo, rétro...
Activités encadrées selon la saison
Équipements de plein air (vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.)
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain tourbillon)
Soins de santé et bar ($)
Forfait Scolaire
Tarifs pour 15 personnes minimum
55$ / Primaire / pers. + taxes
58$ / Secondaire / pers. + taxes
65$ / Collégial, universitaire / pers. + taxes
INCLUANT :
Hébergement une nuit
Trois repas et collation en soirée
Activités encadrées selon la saison
Équipements de plein air (vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.)
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain tourbillon)
Forfait Clubs sociaux / associations / regroupements
Tarifs pour 20 personnes minimum
84$ / Pers. / occ. double + taxes
94$ / Pers. / occ. simple + taxes
INCLUANT :
Hébergement une nuit
Trois repas
Activités encadrées en a.m., en p.m. et en soirée selon la saison
Équipements de plein air (vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.)
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain tourbillon)
Profitez de notre formule tout-inclus pour la fête du Travail, l'Action de Grâces et le temps des Fêtes.
Forfaits hors saisons
EN VIGUEUR : Les fins de semaine, du 6 septembre au 13 octobre 2002 (sauf Action de Grâces).
1 Forfait Plein Air
145$ / Pers. / occ. double + taxes
165$ / Pers. / occ. simple + taxes
INCLUANT :
Hébergement deux nuits, cinq repas
Activités autonomes
Équipements de plein air (vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.)
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain tourbillon)
2 Forfait Étape sympathique
59$ / Pers. / occ. double + taxes
85$ / Pers. / occ. simple + taxes
Arrivez en auto, en vélo, en moto, en VTT, en motoneige ou à pied...
INCLUANT :
Hébergement une nuit
Un souper, un coucher, un déjeuner
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain tourbillon)
3 Forfait Détente
Forfait deux soins (valeur 60$)
205$ / Pers. / occ. double + taxes
225$ / Pers. / occ. simple + taxes
4 Forfait Relaxation
Forfait quatre soins (valeur 157$)
302$ / Pers. / occ. double + taxes
322$ / Pers. / occ. simple + taxes
CES DEUX FORFAITS (3 et 4) INCLUENT :
Hébergement deux nuits
Cinq repas
Activités autonomes
Équipements de plein air (vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.)
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain tourbillon)
5 Forfait Famille
265$ Pour 2 adultes / 2 enfants + taxes
20$ / enfant supplémentaire + taxes
INCLUANT :
Hébergement deux nuits
Maisonnette avec cuisinette, literie et serviettes fournies
Activités autonomes
Équipements de plein air (vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.)
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain tourbillon)
Pohénégamook SANTÉ PLEIN AIR
1-800-463-1364
www.pohenegamook.com
Pohénégamook Santé Plein Air • 1723, chemin Guérette Pohénégamook (Québec) G0L 1J0 Tél. : (418) 859-2405 Télec. : (418) 859-3315

1575848
Des mesures de sécurité renforcées pour le permis de conduire
La Société de l'assurance automobile vous rappelle que depuis le 3 septembre, elle ne remet plus de permis avec photo directement dans ses points de service.
En effet, tout comme la carte d'assurance maladie du Québec,
le permis est dorénavant acheminé par la poste à son titulaire.
Vous recevrez donc votre permis dans les jours suivant la transaction que vous effectuerez afin de l'obtenir dans un de nos points de service.
Cette mesure s'inscrit dans la continuité des efforts que déploie la Société de l'assurance automobile afin d'assurer une vérification rigoureuse de l'identité des demandeurs tout en maintenant le meilleur service possible.
Elle fait également partie de la démarche entreprise par le gouvernement du Québec afin de réexaminer ses pratiques quant à la remise des documents officiels, répondant ainsi aux nouvelles exigences que les différents gouvernements se sont données depuis l'automne 2001.
sécurité
Québec Permis de conduire L1531-171266-08 LAPOINTE ANNE MARIE
Société de l'assurance automobile Québec

1570371
CENTRE DE LIQUIDATION
MATELAS DAUPHIN
ÉCHANTILLONS DE PLANCHER
LÉGÈRES IMPERFECTIONS
SURPLUS DE PRODUCTION
FIN DE LIGNES
Matelas mousse 89,95
Lot de Couvre-Matelas avec de légères imperfections Grandeur: 1 place, 2 places, Grand 2 places Un seul prix 29,95
Matelas OPÉRA Grandeur 2 places 176$
Matelas DYNASTIE Grandeur Queen (gr. 2 places) 294$
CENTRE DE LIQUIDATION
MATELAS DAUPHIN
Plusieurs autres spéciaux en magasin
(Quantités limitées)
85, Marie de l'Incarnation, Québec • 527-7178 SEULEMENT



Richard Z. Sirois



Caroline Dupont



Richard Courchesne



Réjean Bergeron



Martin Dalair

Préparation Z

Le nouvel onguent matinal avec
Richard Z. Sirois et ses complices
du lundi au vendredi de **6h** à **9h30**.

énergie 98.9

radioenergie.com

UN AN APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

La stabilité se fait toujours attendre en Afghanistan

Les extrémistes peuvent pratiquement frapper partout où ils veulent

BERTRAND ROSENTHAL
Agence France-presse

■ KABOUL — La tentative d'assassinat contre le président Hamid Karzaï à Kandahar (sud) et l'attentat à la bombe dans le centre de Kaboul jeudi marquent une nouvelle tentative de déstabilisation de l'Afghanistan à la veille de l'anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre.

Dix mois après la chute du régime taliban, ce jeudi noir a mis fin aux espoirs que la sécurité était globalement assurée à Kaboul et dans le pays, à l'exception de l'est où les opérations militaires des forces de la coalition se poursuivent à la recherche d'éléments talibans ou du groupe d'Al-Qaida et de leurs leaders, le mollah Omar et Oussama ben Laden.

Les deux hommes sont désignés comme les éventuels responsables des actions terroristes de jeudi, avec l'ancien premier ministre d'ethnie pachtoune, Gulbuddin Hekmatyar, qui a renouvelé ces derniers jours un appel au jihad (guerre sainte) contre les forces étrangères en Afghanistan.

Aucune personne de l'ethnie majoritaire pachtoune ne semble en mesure de remplacer Hamid Karzaï à la tête de l'État afghan

Du coup, à l'approche du 11 septembre, les commémorations lundi de l'anniversaire de la mort du commandant Ahmed Shah Massoud, le chef militaire de l'Alliance du Nord tué dans un attentat il y a un an, vont se dérouler dans un climat de forte tension.

Quels qu'ils soient, les extrémistes ont prouvé qu'ils pouvaient encore frapper partout en Afghanistan. L'attentat le plus meurtrier depuis la chute des talibans, a eu lieu en plein jour, au centre de la capitale dans un quartier de ministères et près d'un marché populaire, dans une ville pourtant sous haute surveillance. Il a fait jusqu'à trente morts et cinquante blessés, selon le ministère des Affaires étrangères. La radio afghane annonçait hier matin 26 tués.



AP

Un soldat afghan observait hier les restes d'une voiture piégée près d'un marché populaire de Kaboul.

Les mesures de sécurité à Kaboul, assurée par des milliers de policiers, de miliciens de l'Alliance du Nord en armes et les quelque 5000 hommes de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) avaient même été renforcées depuis mercredi à la suite de renseignements faisant état d'une menace imminente d'attentat.

DES ATTENTATS À RÉPÉTITION

La tentative d'assassinat du président Karzaï est la dernière d'une longue suite d'attentats visant les dirigeants du nouveau gouvernement afghan.

Le président lui-même ou ses ministres, selon les services de sécurité afghans, auraient été la cible désignée de la voiture bourrée d'explosifs découverte par chance le 29 juillet dernier dans la capitale.

Il y a deux mois, le vice-président Haji Abdul Qadir, l'homme fort de Jalalabad (est), a été tué à la sortie de son bureau par des tireurs toujours non identifiés. En avril, un autre vice-président, le ministre de la Défense, le tadjik Mohammad Qassim Fahim, a échappé à un attentat à la bombe à Jalalabad.

Si l'homme en uniforme qui a tiré jeudi sur le président Karzaï à Kandahar (sud) l'avait tué, cela aurait fracassé le difficile équilibre politique trouvé en juin lors de la Loya Jirga, l'assemblée traditionnelle afghane.

Aucune personnalité de l'ethnie majoritaire pachtoune ne semble en effet en mesure de remplacer Hamid Karzaï à la tête de l'État afghan.

Pour les États-Unis qui ont décidé d'assurer sa sécurité avec des gardes du corps américains, il est un personnage clé du futur de l'Afghanistan.

Le président George W. Bush s'est déclaré « soulagé » immédiatement après l'annonce de la tentative d'assassinat. Et l'ensemble de la communauté internationale a annoncé sa détermination à renforcer son soutien à l'Afghanistan.

SPÉCIAUX de la RENTRÉE

Idéal pour l'étudiant
. Processeur Pentium IV 1,7 Ghz
. Mémoire vive 256 Mo DDR
. Écran 17" (vrai .25)
. Disque dur 20 Go
. Lecteur CD 52X
. Lecteur CD 52X
. Carte de son
. Caisses de son
Seulement 999 $
En stock

Portable
.Celeron 1,2 Ghz
.Mémoire vive 128 Mo
.Écran 14,1 po.
.DVD 8X.
.Disque dur 20 Go
.USB / Firewire
1669 $
Nous fabriquons votre notebook sur mesure

BYE BYE MON CÂBLO
STAR CHOICE
GRATUIT
• Installation professionnelle (valeur de 150 $)
Seulement 59$*
ou 39 $ à l'achat d'un ordinateur *
- Système double 305
* APRÈS CRÉDIT DE PROGRAMMATION. DÉTAILS EN MAGASIN

LIVRAISON ET INSTALLATION RAPIDES
Livraison rapide. De nombreux clients satisfaits depuis plusieurs années. Ordinateurs fiables, de qualité et inventaire de pièces imposant. C'est ça INFO CLICK.

SUPERS PRIX
Fax / Modem 56K V92 PCI Intel 19 $
Clavier + souris Logitech Optical cordless 109 $
Haut parleurs Altec Lansing AL 2100 CN 119 $
Moniteur Phillips 107 T ultra plat 17" 239 $

Info CLICK
www.infoclick.ca
Bienvenue aux étudiants. Une surprise vous attend
Charlesbourg 200, 64e rue Est (coin Henri-Bourassa) Tél. : 627-6244
Lévis 4719, boul. de la Rive-Sud (près de Briques Ruel & Frère) Tél. : 838-9959
Québec 5237, boul. W.-Hamel (près de Tomas Tam) Tél. : 872-7077
Conditions en magasin. Limite d'un seul des items par client. Quantités limitées. Photos à titre indicatif. Jusqu'au dimanche 8 septembre 2002 seulement.
Pour l'informatique, exigez que ça click !
1574224

Clinique de Recherche en santé des femmes
BOUFFÉES DE CHALEUR
Vous êtes ménopausée et vous souffrez de bouffées de chaleur? Si oui, vous pourriez participer à une étude clinique d'une durée de 6 semaines portant sur l'essai d'un nouveau gel d'œstrogène.
Pour participer, vous devez:
- Être ménopausée depuis plus de 6 mois
- Avoir des bouffées de chaleur plusieurs fois par jour
- Être en bonne santé
- Ne pas avoir utilisé d'hormonothérapie depuis 2 mois
Compensation financière pouvant aller jusqu'à 300$
Étude sous la direction des gynécologues
Dr Céline Bouchard et Dr Michel Fortier
Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec Suzie Savard ou Maude Julien, infirmières de recherche au
650-2295

1576433
VENDEUR DU MOIS
AOÛT 2002
Pierre Harvey
Grâce à sa présence durant vos vacances, il s'est une fois de plus démarqué.
Grâce à ses efforts et au service qu'il vous offre, il est encore le plus fort.
Toujours présent pour bien vous conseiller et bien vous servir.
Venez le rencontrer.
Bravo Pierre!!!
Ste-Foy lallier
2000, Jean-Talon Nord, Sainte-Foy
687-2525
(boul. Charest Ouest)
www.lallierste-foy.com

1575709
Le succès de
Jean Soulard,
plus qu'une question d'épices
Les Comptables agréés de Québec sont heureux de vous inviter, comptables agréés et gens d'affaires de la région, le jeudi 26 septembre prochain, à venir rencontrer M. Jean Soulard, célèbre chef de la réputée table du Château Frontenac. Celui-ci nous entretiendra sur les principes de gestion et les qualités de gestionnaire nécessaires à la réussite dans ce domaine. La conférence sera suivie d'un cocktail dînatoire et d'une dégustation de vins assortis.
Nous profiterons également de l'événement pour lancer le calendrier des activités que le regroupement a concocté pour l'année 2002 – 2003.
Un événement à ne pas manquer.
Nous vous y attendons!
Nombre de places limité à 150
Coût de l'activité : 35 $
Endroit : Château Frontenac
Heure : dès 17 h
Pour vous inscrire,
Laurent Petit, FCA (418) 651-2705
Comptables agréés de Québec
Casier postal 9303
Ste-Foy (Québec) G1V 4B5
CA Comptables agréés de Québec

1576293
l'Université Laval en action
À LIRE AUJOURD'HUI DANS LE CAHIER «CONTEXTE»
Participe Présent
L'Université, partenaire d'une nouvelle série de débats devant public au Musée de la civilisation
Bambi ou Frankenstein?
Les produits provenant de cerfs d'élevage, une porte à la propagation de maladies chez l'homme?
Un mail la nuit
Kader Chiguer propose des images du passé aux passants de la rue Saint-Joseph
Et d'autres nouvelles de la vie qui bat sur le campus !
UNIVERSITÉ LAVAL
Aujourd'hui Québec, demain le monde.

1574363
NOS Cours DU SOIR
TOUT UN MONDE À LA HAUTEUR DE VOS AMBITIONS
UN VASTE CHOIX DE COURS
• Langues
Anglais
Espagnol
• Comptabilité
• Informatique
• Décoration
• Développement Personnel
Graphologie
Activité (parent/enfant)
Croissance personnelle
Ornithologie
Psychosynthèse
Santé et mieux-être
Débutant en septembre
INSCRIPTION ET INFORMATION
(418) 872-8242, poste 294
1 800 463-8041, poste 294
CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
LE SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE
5000, rue Clément-Lockquell, Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 1B3

1573527
AUGMENTEZ VOS VENTES
Vente stratégique MD
- Conclure la vente
- Répondre aux objections
- Qualifier vos prospects
- Gérer votre clientèle
- Justifier vos prix
- Prospecter avec succès
- Argumenter avec aplomb
- Développer une attitude gagnante
Durée : 2 jours
Québec : 26-27 sept. / 14-15 nov.
Montréal : 3-4 oct. / 28-29 oct.
Gérance de vente
- Recruter des gagnants
- Entrainer votre personnel
- Évaluer leur performance
- Motiver votre équipe
- Exercer votre leadership
- Tenir des réunions stimulantes
- Organiser des concours
- Gérer vos priorités
Durée : 3 jours
Québec : 18-19-20 nov.
Montréal : 21-22-23 oct.
Instructeur: Roger St-Hilaire
Vente au détail (vente en magasin)
- Accueillir vos clients
- Qualifier vos clients
- Conclure la vente
- Répondre aux objections
- Faire la vente complémentaire
- Éviter les « 2 ième entrevues »
Durée : 1 jour
Québec : 10 sept. / 21 oct.
Montréal : 09 sept. / 16 oct.
Instructeur: Simon St-Hilaire
Relation avec la clientèle
- Traiter les plaintes avec tact
- Communiquer efficacement
- Fidéliser votre clientèle
- Maîtriser le téléphone
- Améliorer votre image
- Maintenir votre motivation
Durée : 1 jour
Québec : 11 sept. / 09 oct.
Montréal : 28 août / 24 sept.
Inscrivez-vous dès maintenant
Montréal: (514) 673-1124 / 1 800 463-7246
Québec: (418) 626-7498 Téléc.: (418) 626-6264
Internet: www.roger-st-hilaire.com
Courriel: roger@roger-st-hilaire.com
Cours de vente Roger St-Hilaire
Formateurs agréés à Emploi Québec
Membres de l'Association canadienne des conférenciers professionnels (CAPS)
Contactez-nous pour des séminaires privés et des conférences adaptés à votre organisation
Available in English

UN AN APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

Relation amour-haine entre Castro et Bush

MARIE SANZ
Agence France-Presse

LA HAVANE — Un des premiers pays à condamner les attentats du 11 septembre et à offrir sa coopération, Cuba, n'en a pas moins orchestré les plus grandes manifestations anti-américaines de son histoire pour dénoncer la politique anti-terroriste des États-Unis et la décision de placer l'île sur la liste des pays de « l'axe du mal ». L'île communiste, figée depuis plus de 40 ans dans un hostile scénario de guerre froide avec son puissant voisin, a « condamné énergiquement » les violentes attaques de New York et Washington, proposant immédiatement ses aéroports, ses médecins et ses hôpitaux.

« En cette heure amère pour le peuple américain dont il partage le sentiment de douleur et de tristesse, notre peuple exprime sa totale disposition à coopérer dans la mesure de ses modestes possibilités avec les institutions sanitaires à caractère médical ou humanitaire de ce pays, aux soins et à la réhabilitation des victimes » causées par la tragédie, indiquait un communiqué du gouvernement cubain quelques heures à peine après l'effondrement du World Trade Center.

Le jour même, inaugurant une école, le président Fidel Castro appelle à créer une « Internationale contre le terrorisme », conseillant « à ceux qui dirigent le puissant empire de garder leur sérénité, d'agir avec équanimité, de ne pas se laisser porter par la haine ». Affirmant que Cuba « jamais ne permettra que son territoire soit utilisé pour des actions terroristes contre le peuple américain », le président Fidel Castro qui, par ailleurs, s'est prononcé « contre le terrorisme et contre la guerre » manifeste quelques mois plus tard sa compréhension face au transfert des prisonniers talibans sur la base américaine — en territoire cubain — de Guantanamo.

En termes mesurés, le gouvernement cubain indique qu'il ne fera pas obstacle au transfert des prisonniers et propose à nouveau aide médicale et sanitaire, saluant au passage « le geste » des États-Unis qui ont préalablement informé le gouvernement cubain de ses projets.

« L'offensive de charme » de Cuba, selon les mots de diplomates américains s'accompagne d'un changement de ton remarqué et intervient alors que les efforts du puissant lobby agricole américain qui réclame une levée de l'embargo en vigueur depuis 40 ans commencent à porter leurs fruits. La visite de nombreuses délégations du Congrès américain, de groupes d'hommes d'affaires ainsi que les achats de vivres aux États-Unis à la suite du passage dévastateur de l'ouragan Michelle — première transaction commerciale effective depuis l'instauration de l'embargo — semblent mettre, un temps, de l'huile dans les rouages des difficiles relations entre les deux voisins.

PRISES DE POSITION DURES

Mais les clivages idéologiques refont surface, attisés par les prises de positions particulièrement dures du président Bush contre Cuba, les conditions draconiennes qu'il impose à une levée de l'embargo et la décision de Washington d'inscrire l'île sur la liste des pays parrainant le terrorisme.

Au fil des mois, estime Castro en juin dernier, les « faits tragiques, absurdes et injustifiables du 11 septembre » n'ont abouti qu'au « fracas strident de l'irrationalité, des menaces et des armes ». Le président cubain n'hésite pas à assimiler les déclarations américaines selon lesquelles les pays doivent choisir entre être alliés des États-Unis ou ses ennemis à un « coup d'état mondial ».

Le gouvernement cubain est particulièrement ulcéré par les accusations américaines selon lesquelles l'île dispose d'un programme de production d'armes biologiques, alors même que le Congrès analyse plusieurs projets de loi visant à assouplir l'embargo économique contre l'île. Le président Castro regrette publiquement « qu'un seul Américain puisse arriver à croire que de Cuba puisse surgir l'idée de lui faire du mal, à lui, à sa famille ou à son peuple ».

Haussant le ton contre le président Bush qui a ignoré les appels de l'ex-président démocrate Jimmy Carter après une visite à Cuba en faveur d'un assouplissement de la politique américaine envers l'île, Fidel Castro prend la tête d'une virulente campagne contre la Maison-Blanche.

Dans des manifestations quasi hebdomadaires de centaines de milliers de personnes aux quatre coins de l'île et une « longue marche » qui, le 12 juin, rassemble des millions de Cubains, il accuse les États-Unis et « Mr. W » d'imposer au monde des « méthodes et des concepts nazis ».

Mais tout en réaffirmant le caractère « irrévocable » du socialisme cubain, Fidel Castro n'a pas caché vouloir amplifier les échanges commerciaux avec son voisin, alors que l'île traverse une profonde crise économique aggravée par les « retombées désastreuses » des événements du 11 septembre. Se prononçant récemment une nouvelle fois en faveur d'une normalisation des relations cubano-américaines, le Lider Maximo a exprimé sa certitude que le peuple américain serait « un

Les clivages idéologiques restent entiers entre Cuba et les É.-U.

Le Mexique se retire du Traité interaméricain de défense réciproque

■ MEXICO — Le gouvernement mexicain a annoncé hier son retrait du Traité interaméricain de défense réciproque (-TIAR), signé en 1947 et considéré par plusieurs pays comme un vestige de la guerre froide, selon un communiqué du ministère des Relations extérieures. Le gouvernement a informé l'Organisation des États américains (OEA) de son retrait de ce traité signé par 23 pays, dont les États-Unis qui l'avaient notamment invoqué après les attentats du 11 septembre. La chancellerie a rappelé dans son communiqué que le président mexicain Vicente Fox avait exprimé l'an dernier, devant le Conseil permanent de l'OEA, la nécessité de mettre en place « une structure de sécurité multidimensionnelle et moderne, qui réponde aux nécessités effectives de l'hémisphère américain ». Elle a précisé qu'en accord avec les statuts du TIAR, ce traité « cessera d'être applicable au Mexique dans deux ans à partir de ce jour » hier. Appelé également Traité de Rio, où il a été signé, ce texte prévoit, de manière comparable à l'article 5 du traité fondateur de l'OTAN, une assistance mutuelle en cas d'attaque militaire lancée de l'extérieur contre l'un de ses signataires. Le Mexique « va chercher à privilégier un objectif multidimensionnel pour la sécurité », dont la lutte contre l'extrême pauvreté, la prévention des catastrophes naturelles, « la lutte directe contre le terrorisme » et des actions concertées face aux crises économiques. (AFP)

1575028
Yoga et Qi Gong
Session d'automne
Début : 16 septembre
Yoga en douceur
lundi — mercredi
Qi Gong énergétique
mardi — jeudi
Paul Gaucher, 20 ans d'enseignement : 527-8232
1574281

LA SANTÉ DE VOS OS EST IMPORTANTE !
Vous êtes une femme âgée de 55 à 80 ans et vous êtes ménopausée depuis 5 ans
• vous ne recevez pas de traitement contre l'ostéoporose ;
• vous ne prenez pas d' hormones.
Vous pourriez participer à un projet de recherche, d'une durée de 2 ans, portant sur le traitement de l'ostéoporose mené par une équipe expérimentée dans le domaine, sous la supervision du Dr Jacques Brown.
Si vous êtes admissible, vous recevrez gratuitement le médicament à l'étude (prise orale quotidienne vs prise orale mensuelle) ainsi que des suppléments de calcium et de vitamine D.
Ce projet a été approuvé par le comité d'éthique de la recherche clinique du CHUL du CHUQ (52.05.03).
Pour plus d'information communiquez avec
Le groupe de recherche sur les maladies osseuses avec le Dr Jacques Brown.
Téléphone: (418) 990-0751
(en tout temps)
Groupe de recherche sur les maladies osseuses

1575095
NOTRE ÉVÉNEMENT ANNUEL
Le retour des grands classiques
Rabais exceptionnels partout en magasin!
TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS.
lit
Ensemble de draps à partir de 16.95
Oreiller de duvet blanc 27.95
Taies d'oreillers en percale motifs assortis • légères imperfections 2.95 la paire
lawrence, Springmaid, MARTEX, SHEFTEX, Crosscill, Dan River, Wamsutta
Duvets
Construction en cloison
Simple 89.95 | Double 109.95 | Grand 119.95 | Tr. grand 149.95
bain
Serviettes et accessoires
Choisissez parmi la plus grande sélection 1.95
CANNON, Fieldcrest, MARTEX, STEVENS
articles-maison
KRUPS Cafetière Premium 10 tasses design acier inox. 157.95
Gran Gaggia, Cuisinart, LE CREUSET, LAGOSTINA
Porcelaine
À l'achat d'une cafetière Krups Premium recevez un moulin à café en prime! Valeur 29.95
articles-cadeaux
matelas
Plus de 100 styles!
La meilleure offre!
Nous payons la TPS et la TVQ* !
Vous ne payez rien avant un an
*Nous vous accorderons une réduction de prix équivalente à la TPS et à la TVQ.
Sealy, SIMMONS CANADA INC.
Le Charmeur à partir de 199.99 | Beautysleep Evasion à partir de 219.99
St-Martin à partir de 469.99 | Beautysleep Emotion à partir de 319.99
Posturepedic à partir de 349.99 | Beautyrest Deluxe à partir de 499.99
Correct Comfort Crest à partir de 549.99 | Beautyrest Supreme à partir de 699.99
Posturepedic Pillowtop à partir de 569.99 | W.C. Dual Comfort à partir de 899.99
Palatial Crest Peerless à partir de 699.99 | Beautyrest Non-Flip à partir de 899.99
TEMPUR
fenêtre
draperies sur mesure • persiennes • stores bellon • tissus • stores horizontaux
stores plissés • stores verticaux
stores romains • stores soji
à vous le choix
Un conseiller professionnel qualifié en décoration se fera un plaisir de vous présenter, au moment qui vous conviendra, notre magnifique collection d'échantillons de parures de fenêtre.
658-5218
Levolor HunterDouglas
PORCELAINE CRISTAL & CADEAUX
LISTE DE MARIAGE
LINEN CHEST
DÉCOR DÉPÔT
« Le supercentre de la mode maison »
Boutique de prix Garantie Sans conditions
CHAQUE JOUR/TOUTE L'ANNÉE
Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10 %
Place Laurier • Québec : (418) 658-5218

UN AN APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

L'Arabie Saoudite en première ligne

OMAR HASSANET BARRY PARKER
Agence France-presse

RYAD — L'Arabie Saoudite s'est retrouvée malgré elle en première ligne de la guerre antiterroriste menée par George W. Bush, contrainte de livrer bataille pour contrer l'impact des attentats du 11 septembre, perpétrés principalement par de jeunes fanatiques saoudiens.

Les accusations continuent de fuser aux États-Unis, formulées par les médias, des groupes de solidarité avec les victimes et, selon des ministres saoudiens, le lobby juif.

Qualifié d'« ennemi » dans l'enceinte même du Pentagone, confronté à une plainte de proches de victimes pour des indemnisations de 3000 milliards de dollars réclamées en particulier à trois de ses princes et stigmatisé pour être le pays d'origine d'Oussama ben Laden, le royaume saoudien a dans un premier temps démenti les accusations, avant d'exprimer sa perplexité puis sa colère.

Les dirigeants saoudiens, qui avaient habilement maintenu pendant deux siècles un équilibre entre leurs excellentes relations avec l'Occident et l'*establishment* religieux wahhabite, étaient mal préparés à la tempête.

Le pays est à la fois allié des Américains et mêlé de près aux terroristes

Quinze des 19 auteurs des attentats du 11 septembre étant de nationalité saoudienne, le royaume a dû se battre contre l'accusation d'être « un nid du terrorisme ».

« Les relations saoudo-américaines ont été faciles et limpides pendant 70 ans », relève l'analyste saoudien Dawoud Al-Shurayan.

« En ce moment, poursuit-il, elles sont dans une zone de turbulence, difficiles et troublées, et on a l'impression que quelque chose (d'important) pourrait se produire ».

« Après le 11 septembre, les États-Unis ont commencé à regarder d'une manière différente l'islam, les groupes islamo-politiques et les organisations de charité (islamiques), dit-il.

« Je pense que Washington n'acceptera plus d'entretenir les mêmes relations (avec l'Arabie) que par le passé », note l'analyste saoudien, qui dirige le bureau du prestigieux quotidien arabe *Al-Hayat* dans le royaume.

RELATIONS OFFICIELLES

Plusieurs Saoudiens s'étonnent de ce que les relations officielles puissent rester inchangées entre Washington, qui a besoin des énormes réserves pétrolières du royaume, et Ryad qui ne peut pas se passer de la protection militaire américaine.

Les médias saoudiens ont accueilli avec « grand réconfort » l'entretien téléphonique du président américain George W. Bush avec le prince héritier saoudien Abdallah, et sa rencontre, fin août, avec l'ambassadeur saoudien à Washington, le prince Bandar.

Mais les communiqués officiels publiés à Ryad après ces entretiens, soulignant la « bonne coopération » et la « solidité des relations » entre Ryad et Washington, n'ont pas dissipé les craintes de nombreux Saoudiens qui s'estiment aussi victimes du 11 septembre.

Qui croire ? Les assurances officielles américaines ou les campagnes médiatiques anti-saoudiennes qui font rage aux États-Unis, s'interrogent de nombreux Saoudiens.

Les médias saoudiens, qui reflètent généralement le point de vue officiel, ont récemment appelé le gouvernement à réviser ses relations avec les États-Unis et souligné que Washington ne devrait pas être l'unique option stratégique pour Ryad.

Le refus catégorique par Ryad d'autoriser Washington à utiliser ses bases pour attaquer l'Afghanistan, puis son opposition à une guerre contre Bagdad pour renverser le régime de Saddam Hussein, ont envenimé davantage les relations stratégiques entre les deux alliés.

PAS UN SATELLITE

Le royaume saoudien tente de faire comprendre aux Américains que « l'Arabie n'est pas un satellite qui dépend de l'aide américaine ». « C'est un pays indépendant qui souhaite prendre ses propres décisions de façon souveraine », relève M. Shurayan.

La coopération économique entre Ryad et Washington a été sérieusement affectée. Les exportations américaines vers le royaume ont chuté au premier semestre 2002 à leur plus bas niveau en 12 ans, avec un recul de 24,4 %. « Je ne pense pas que les relations (saoudo-américaines) soient très tendues. Il y a sûrement des pressions, mais les Américains ne sacrifieront jamais ces liens, même si les attentats du 11 septembre se reproduisent », a dit à l'AFP Tourad Al-Amri, président d'un centre nongouvernemental saoudien d'études stratégiques et de sécurité.

Un diplomate occidental juge lui que « les États-Unis ne considèrent pas l'Arabie comme une pompe à essence. Ryad et Washington ont besoin l'un de l'autre pour instaurer la stabilité politique de la région ».

Les relations entre l'Iran et les États-Unis se sont détériorées

JEAN-MICHEL CADIOT
Agence France-Presse

TÉHÉRAN — Malgré l'immédiate condamnation des attentats par Téhéran, les relations irano-américaines se sont détériorées depuis le 11 septembre, au point que l'Iran est désormais aussi une cible potentielle de la guerre antiterroriste de George W. Bush.

Les premières semaines après les attentats avaient pourtant marqué un net adoucissement de ton des dirigeants iraniens vis-à-vis des États-Unis, pays qualifié depuis la révolution islamique de 1979 de « Grand Satan ».

La population avait exprimé une réelle émotion et deux manifestations spontanées de « solidarité avec le peuple américain » furent même autorisées, chose impensable quelques semaines auparavant. Lors des « prières du vendredi », les traditionnels « À bas l'Amérique » avaient brusquement disparu.

Un pays de l'« axe du mal », selon Bush

Cette amorce de réchauffement entre ces deux pays, qui ont rompu leurs relations diplomatiques en avril 1980, aura été de courte durée.

L'Iran a condamné vigoureusement l'opération militaire américaine en Afghanistan lancée le 7 octobre et menée pourtant en coordination avec l'Alliance du Nord, l'alliée de Téhéran, ennemi juré des talibans.

HOSTILITÉ

La volonté américaine de diriger la « campagne contre le terrorisme » s'est heurtée à l'hostilité marquée de l'Iran qui lançait son idée de « coalition pour la paix ». Celle-ci, placée sous l'égide de l'ONU, s'attacherait à étudier les « racines » du terrorisme qui se trouvent en particulier, selon Téhéran, dans la pauvreté, la misère ainsi que dans « l'occupation de la Palestine ».

La tension est encore montée d'un cran lorsque M. Bush a, le 29 janvier, classé l'Iran comme un pays de l'« axe du mal » cherchant à se doter d'armes de destruction massive, avec l'Irak et la Corée du Nord. Tension avivée aussi par les accusations selon lesquelles l'Iran hébergerait, ou aiderait dans leur fuite des membres d'Al-Qaida.

En février, l'Iran a annoncé avoir arrêté quelque 150 sympathisants ou membres d'Al-Qaida et les avoir remis à leurs pays d'origine, essentiellement le Koweït et l'Arabie Saoudite. Mardi, l'Iran a demandé au Pakistan de l'aider à empêcher les éventuelles infiltrations de membres d'Al-Qaida. Washington maintient néanmoins ses accusations. « L'Iran a très mal ressenti ces accusations, surtout les réformateurs proches du président Khatami, parce qu'il avait condamné les attentats et avait collaboré positivement à une solution de la question afghane », selon un diplomate européen.

Tous les dirigeants du pays ont réagi très vigoureusement, considérant la position américaine comme « très grave ».

Le conflit israélo-palestinien a accru encore les frictions. L'Iran est accusé de soutenir les organisations radicales palestiniennes comme le Hamas, Téhéran accusant en retour Washington d'octroyer un « soutien total » à Israël.

Les journaux iraniens se sont vu interdire par la justice conservatrice de préconiser une reprise du dialogue avec Washington. Les réformateurs, furieux de cette mesure, ont répliqué en accusant les conservateurs d'organiser des rencontres secrètes avec des Américains.

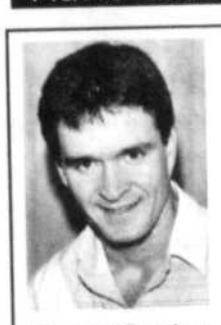
Considéré comme un modéré jusqu'ici par Washington, M. Khatami a haussé le ton le 28 août, accusant la Maison-Blanche d'être « belliciste ».

1575424
Épilation laser
la garantie du meilleur prix* et du meilleur service...


*Détails en clinique
300 cliniques partenaires dans 60 villes au Québec.
• Double garantie : garantie du meilleur prix* et garantie écrite d'efficacité*
• DermaSoleil^MD : méthode d'épilation exclusive
• Financement sans intérêt
À partir de 39,95 $ par mois
Des centaines de prix À GAGNER sur www.epiderma.ca
EPIDERMA^MC
le plus important réseau de cliniques d'épilation par laser 300 partenaires au Québec
PLACE DE LA CITÉ, SAINTE-FOY
651-8678 / 1866 651-8678
Montréal • Cantons-de-l'Est • Bas Saint-Laurent • Beauce • Amiante Bois-Francs • Charlevoix • Mauricie • Saguenay—Lac-Saint-Jean
FRANCHISES DISPONIBLES

1575026

Méthode Feldenkrais^MD
Conscience de soi par le mouvement
Retrouver votre souplesse
Entretenir votre dos
Portes ouvertes : 11 septembre, 19h30
1800, chemin St-Louis, angle Maguire
Début des cours : 17 septembre
Marie-Lorraine Bérubé 527-8232

1574638

Assurez votre SANTÉ par la
TECHNIQUE NADEAU Md
et le
STRETCHING
- Cours privé ou de groupe
- Possibilité de cours au travail
- Aussi, massothérapie sur chaise de massage au travail
Daniel Racine
Professeur et massothérapeute depuis 1985


(418) 667-7978

1574828
OFFREZ-VOUS LA MEILLEURE...
DODGE CARAVAN 2002
0 $
Garantie 7 ans ou 115 000 km
COMPTANT
DÉPÔT DE SÉCURITÉ

INCLUS: moteur 3,3 litres, transmission automatique 4 vitesses, climatiseur, vitres et portes à commande électrique, radio avec lecteur CD
7 ANS 115 000 KM GARANTIE LIMITÉE MOTOPROPULSEUR
MENSUALITÉS 388 $ | COMPTANT 0 $
366 $ | 1000 $
344$ | 2000 $
321 $ | 3000 $
299 $ | 4000 $
277 $ | 5000 $
CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES CHRYSLER / DODGE /JEEP de la grande région de Québec
* Location 48 mois, utilisation 81 600 km, transport et préparation inclus, taxes en sus

1575014
ESPAGNOL
École de langues latino-américaines
Tous les niveaux
• Débutant • Intermédiaire • Avancé
Inscriptions jusqu'au 16 septembre 2002
Professeurs latino-américains

• Cours très dynamiques • Musique • chansons
• Culture • Diaporamas • Expressions idiomatiques
• Espagnol académique et populaire
• Activités avec des hispanophones
Locaux : Place de la Cité (chez les Ateliers de conversation anglaise) et au 2850, rue Fontaine à Sainte-Foy
652-1013

1576069
Le plus grand CHOIX d'articles de voyage et de plein air à Québec
LE PLUS POLYVALENT
EXPLORER 60 L + 20 L
• Ouverture ventral
• Ouverture par le bas
• Sac à dos détachable
• Couvre-sac et sac à linge sale inclus
159,95$ Courant : 229,95$

BÂTONS DE MARCHE
Pearl
• 252 g
• Pointe en acier
• 3 sections en cyprel
• Poignée en liège et caoutchouc
Courant : 79,95$
39,95$ la paire
LUNETTES SUNDOG
20 % de rabais sur montures et accessoires de lunettes
SPÉCIAL AVANT TEMPÉRATURE FROIDE
EVEREST PEAK
Dimensions : 90x34x22
Intérieur : isolant thermolite extra
Sac à compression inclus 2 kg -20°
Courant : 169,95$
119,95$
TRAVEL LITE
SAC À COUCHAGE ULTRALÉGER
Dimensions : 89x32x22
Sac à compression inclus
Poids : 1 kg
Idéal pour le voyage
+ 5
MODÈLE 2003
promotion 64,95$
Lot de sacs de couchage européens à partir de 15,95$ à 54,95$ rég. 59,95$ à 129,95$
Valide du 6 au 13 septembre 2002 ou jusqu'à épuisement des stocks.
LE SPÉCIALISTE DE L'ÉQUIPEMENT DE VOYAGES ET DE PLEIN AIR À QUÉBEC
OUVERT 7 jours sur 7
les FOUS du PLEIN-AIR
15, St-Vallier Est, Québec (coin Langelier) • Tél. : 522-1333
www.fousdupleinair.qc.ca

UN AN APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

Risque de guerre accru entre l'Inde et le Pakistan

KATHY GANNON
Associatred Press

■ ISLAMABAD — Attaques d'extrémistes islamiques, gouvernements contestés et menace d'une guerre nucléaire entre les deux principaux pays de la région, l'Inde et le Pakistan : les attentats du 11 septembre ont eu pour conséquence de laisser l'Asie du Sud dans une plus grande instabilité encore que celle qu'elle avait connue auparavant.

Dans cette région vaste et troublée, il demeure difficile d'entrevoir quelles seront les réelles conséquences des attentats. Les événements du 11 septembre vont-ils ouvrir une nouvelle ère de paix ou déclencher une terrible catastrophe ? Tout dépendra en fait de la façon dont les États-Unis, leurs alliés et les pays de la région vont gérer les choses dans l'avenir.

Les talibans ne dirigent plus l'Afghanistan et Al-Qaida a perdu la base de laquelle elle contrôlait et dirigeait les opérations terroristes. Néanmoins, ses chefs se sont simplement enfuis au Pakistan —leur ancien protecteur devenu allié des États-Unis— où ils représentent une menace pour le gouvernement pro-occidental du président Pervez Musharraf.

En Afghanistan, un gouvernement fragile, soutenu par les États-Unis, tente de survivre sur une terre dévastée par 23 années de guerre. Et ses chances de succès dépendent largement de la période pendant laquelle les Américains et leurs alliés resteront déterminés à reconstruire un pays qui, sans la présence d'Al-Qaida, avait peu d'intérêt stratégique pour eux.

Car si l'Occident se désintéresse du pays avant que le travail de stabilisation ne soit effectué, les commentateurs et analystes politiques redoutent qu'Al-Qaida ou les talibans —ou d'autres mouvements du même ordre— ne reviennent au pouvoir, notamment dans les zones contrôlées par la communauté à dominance pachtoune d'où la milice islamique a tiré sa force.

Les Occidentaux ont manqué l'occasion de coopter la majorité pachtoune, choisissant au lieu de cela de les marginaliser et de faire confiance à la minorité tadjike pour déraciner les talibans et Al-Qaida.

La plupart des attaques de la coalition internationale ont été menées dans les régions pachtounes du Sud et de l'Est, où des civils ont ainsi été tués. Les Pachtounes se plaignent d'être accusés d'être des talibans ou des membres d'Al-Qaida par les Tadjiks qui contrôlent des ministères clés du gouvernement, comme la Défense ou les Renseignements. Leur sentiment d'aliénation renforce les mouvements qui pourraient s'opposer au gouvernement afghan.

Selon de nombreux analystes, l'inquiétude principale est la suivante : les États-Unis vont-ils tourner le dos à la région maintenant qu'elle est débarrassée d'Al-Qaida, agissant ainsi comme ils l'avaient fait après le retrait des troupes soviétiques en 1989 ?

La décennie qui avait suivi avait vu une progression dramatique de l'extrémisme islamique, l'établissement de la base d'Oussama ben Laden en Afghanistan, des essais nucléaires en Inde et au Pakistan et une aggravation de la dispute entre ces deux pays pour le contrôle du Cachemire.

PIERRE D'ACHOPPEMENT

Le statut de cette province himalayenne est la principale pierre d'achoppement entre les deux puissances nucléaires. New Delhi affirme que les séparatistes qui défient la loi indienne ne sont pas différents de ceux qui ont conduit des avions contre les tours du World Trade Center et sur le Pentagone.

La crise du Cachemire n'a fait que s'amplifier

Le gouvernement indien pointe du doigt les liens présumés entre les militants et Al-Qaida pour justifier ses mesures de répression au Cachemire.

Le Pakistan, de son côté, tente de convaincre Washington que sans un accord acceptable pour lui, les Américains pourraient perdre un de leurs meilleurs alliés dans la lutte contre le terrorisme. Or, de tous les pays qui ont subi les conséquences des attentats du 11 septembre, le Pakistan est celui dans lequel les enjeux sont les plus importants. Nombreux sont les groupes extrémistes ou leurs partisans au sein de l'appareil militaire ou des services secrets qui reprochent au gouvernement d'avoir offert son soutien aux États-Unis.

En représailles à ce soutien, et pour la première fois dans le pays, de nombreux attentats ont été perpétrés contre des étrangers et des chrétiens au Pakistan, coûtant ainsi successivement la vie à Karachi à un journaliste américain du *Wall Street Journal*, 11 ingénieurs français et 12 Pakistanais, tués dans un attentat à la voiture piégée devant le consulat des États-Unis.

Musharraf et Vajpayee croiseront le fer à New York

NEW DELHI (AFP) — Le Premier ministre indien Atal Behari Vajpayee et le président pakistanais, le général Pervez Musharraf, seront la semaine prochaine à New York où ils croiseront encore le fer à propos du Cachemire, sans se rencontrer en tête-à-tête.

Le général Musharraf et M. Vajpayee, attendus respectivement aux États-Unis les 8 et 10 septembre, rivalisent d'efforts depuis des mois pour apparaître comme l'allié le plus solide de Washington dans la « guerre contre le terrorisme », espérant secrètement obtenir les faveurs américaines sur l'avenir du Cachemire.

CÉRÉMONIES

Les deux dirigeants doivent assister aux cérémonies de commémoration des attentats du 11 septembre à New York et prononcer chacun un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, en marge de laquelle ils devraient rencontrer le président américain George W. Bush.

Selon Islamabad, le Cachemire et les tensions avec l'Inde seront au centre de l'intervention aux Nations unies le 12 septembre du président pakistanais, qui a toujours cherché à internationaliser la question de ce territoire himalayen, à majorité musulmane, divisé entre une partie indienne et une partie pakistanaise.

ARRÊT DES « INFILTRATIONS »

De son côté, le Premier ministre indien devrait, à l'approche des élections régionales prévues du 16 septembre au 8 octobre au Cachemire indien, insister une nouvelle fois sur l'arrêt effectif des « infiltrations transfrontalières » dont le Pakistan est selon lui responsable.

L'Inde a toujours dit que les élections au Cachemire sont un test majeur de la sincérité du Pakistan sur la question de l'arrêt des incursions terroristes », a déclaré hier un responsable gouvernemental indien sous couvert de l'anonymat.

Ces incursions alimentent, selon New Delhi, l'insurrection musulmane qui ensanglante le territoire depuis 1989 (36 500 morts, selon les autorités, le double selon les rebelles).

Islamabad a rejeté la validité du scrutin et demande l'application de résolutions de l'ONU sur le droit à l'autodétermination des Cachemiris.

1570187

Avis de qualité

Le Curateur public du Québec

Conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi sur le curateur public et de l'article 699 du Code civil du Québec, le curateur public donne avis qu'il est administrateur provisoire des biens délaissés ou liquidateur des successions non réclamées pour les personnes ci-dessous mentionnées:

1- Successions non réclamées :

Nom	Domicile	Date du décès
AGGELOPOULOS SOLDATOS, Triso	3615, boulevard Perron, Laval	1997-12-08
ALLARD, Raymond	4895, rue Saint-Joseph, Laval	2001-12-26
ANAGAM, Barck (M'Barek)	1895, rue Beaudry, Montréal	2000-08-14
ARSENAULT, Maurice Jr	4259, rue De Lorimier, app. 16, Montréal	2002-01-13
AUSTIN, Norman Ross	366, rue McIntyre Est, North Bay	1998-01-17
BACHAR, Frank	7579, rue de Châteaubriand, Montréal	2001-12-13
BEANE, Charles Harold	377, rue Principale, Lachute	1998-10-08
BEAUCHAMP, Yvette	230, rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-Richelieu	2002-03-31
BEAUDOIN (Crawford), Lise	1, place Bellerive, app. 1710, Laval	2001-12-24
BEAULIEU, Pierre	555, avenue de la Station, Shawinigan	1998-07-01
BEAULNE, Réal	1030, rue Saint-Antoine, app. A-204, Lachine	2002-07-07
BÉDARD, Pierrette	2165, rue Tupper, app. 1905, Montréal	2002-06-05
BEDNAREK TEMKE, Angela	3468, avenue Melrose, Montréal	1996-09-25
BÉLANGER, Claude	3728, rue Duclos, Sherbrooke	2001-12-04
BELL, Joan	99, route Ermitage, Lac Bouchette	2001-05-15
BENOIT, Guy	10, chemin des Pins, Notre-Dame de Pierreville	2002-02-03
BERLINGUETTE, Georges	6355, 13e avenue, app. 212, Montréal	2002-02-10
BERNIER, Armande	1360, rue Jean-Talon Est, Montréal	1997-11-18
BERTRAND, Jeannette	105, boul. Richelieu, app. 20, Repentigny	2002-04-26
BEZEAU, Léopold	951, rue Sherbrooke, Lachine	2002-01-08
BINETTE (SMITH), Marie-Claire	2175, rue de Salaberry, app. 412, Montréal	2002-01-15
BLAIS, Germaine	220, rue Principale, Saint-Ferdinand	1998-05-02
BLANCHARD, Jacques	1881, rue Nicolet, app. 1, Montréal	1999-10-03
BOILY, Rémi	325, rue Collard Ouest, Alma	2001-11-29
BOIS D'ENGHIEN, Alfred	14241, avenue Anselme-Lavigne, app. 4, Pierrefonds	2002-04-30
BOISVERT BERGERON, Antoinette	1630, rue Galt Ouest, Sherbrooke	1999-07-31
BOISVERT, Onézime	4900, boulevard Lapointe, Montréal	1999-03-04
BOUCHER (LEDUC), Réjeanne	30, rue Lapalme, app. 1, Saint-Basile	2001-12-26
BOUDREAU, Lina	2225, rue Rachel, Montréal	2001-02-19
BOULANGER, Arthur	6950, chemin Chambly, app. 10, Saint-Hubert	2002-04-06
BRIÈRE, Joseph	304, rue du Foyer, Saint-François de Sales	2002-01-10
BUISSON, Victorin	435, rue Champlain, Grand-Mère	1997-09-30
BULL, Leonard	60, boulevard Albert, Repentigny	1997-08-15
CADOT, Marcel	5370, place de Jumonville, Montréal	2001-11-18
CAISSY, Jean (John) Hector	202, rue Saint-Alexandre, Longueuil	2000-08-08
CALVO, Fermin	4669, boulevard Saint-Laurent, Montréal	2002-06-15
CANTIN, Robert	2059, rue Darling, Montréal	2002-02-22
CHABOT COUSINEAU, Marie-Laure	300, place Juge Desnoyers, Laval	1997-01-02
CHAMPAGNE, Rénald	249, rue Hermine, Québec	1998-12-07
CHARBONNEAU, Léonard	4435, boulevard Lévesque O., app. 8, Laval	1999-05-24
CHARETTE, Lucille	12235, rue Grenet, Montréal	1998-04-17
CHARLAND, Marielle	107, rue Champlain, Victoriaville	2001-12-06
CHÂTELAIN, Réal	5537, boul. Henri-Bourassa É., app. 15, Montréal	2002-05-02
CHÉNARD, Céline	21, rue Marchand, app. 306, Victoriaville	2002-02-23
CLÉMENT, Guy	782, rue Principale, app. 146, Saint-Sauveur	2002-01-28
CLÉMENT, Jacques	37, rue Gaspé, Gatineau	2001-11-23
CLOUTIER, Germaine	3095, rue Sherbrooke Est, Montréal	1998-09-06
CODDACK BORETSKY, Mary	4694, rue Édouard-Montpetit, Montréal	1996-01-29
COLLINS, Corrine	1022, rue Allard, Verdun	2002-02-15
COLQUHOUN, John H.	5405, rue Dugal, Boischâtel	2001-12-25
CONROY, Margaret	5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal	2000-03-21
CONROY, Moira	3555, rue Atwater, app. 405, Montréal	1992-07-01
CONTANT, Joseph	37, rue Notre-Dame, Le Gardeur	1999-05-22
COSSETTE, France	80, rang Saint-Georges, Saint-Liboire	2001-03-27
CÔTÉ, Gilbert	4663, rue Bécigneul, Lac-Mégantic	2002-02-21
COURTNEY, Béatrice	500, boulevard Balmoral, Laprairie	1998-08-24
COURVAL, Lucienne	3345, boulevard Henri-Bourassa Est, Montréal	1998-06-14
COUTU, Jean-Marie	6243, rue Mazarin, Montréal	2002-02-26
COUTURE (LUSSIER), Micheline	16, rue Bouchard, app. 110, Lacolle	2002-05-18
CROTEAU, Sylvain	514, rue Comeau, Omerville	2000-09-19
CROTEAU, Robert	758, rue Girouard O., app. 1, Saint-Hyacinthe	2002-02-09
DAIGLE, Gisèle	549, rue Théodore, Montréal	1998-05-11
DAIGNEAULT, Jean-Rock	476, rang 7, Saint-Théodore d'Acton	2002-01-19
DALLAIRE, Solfrid	99, route Ermitage, Lac Bouchette	1998-05-12
DARVEAU, Michel	4255, avenue Papineau, Montréal	1996-01-04
DE FANIS, Ottavio Vincenzo	8541, boulevard Saint-Michel, Montréal	2001-01-25
DEMERS, Marie	4565, chemin de la Reine-Marie, Montréal	1999-05-19
DEMERS, Paul	531, rue Laviolette, Saint-Jérôme	1999-10-23
DESAUTELS, Gabrielle	7400, boulevard Saint-Michel, Montréal	1998-11-06
DE SÈVE, Pierrette	193, Neuville-en-Ferrain, Sainte-Anne-des-Plaines	2000-05-10
DESJARDINS, Michel	1120, avenue de Villebon, app. 7, Québec	2002-04-05
DESLAURIERS, Noël	1328, boulevard Lorrain, Gatineau	2001-12-01
DION, Marie-Paule	260, rue Saint-Germain, app. 3, Québec	2002-07-26
DIONNE, Anne-Marie	530, rue Saint-Gabriel, app. 16, Québec	2001-10-24
DUBÉ, Joseph	186, rue Charlotte, Sorel-Tracy	2002-01-29
DUBÉ, Mélanie	1533, 1ère Rue, La Pocatière	2002-04-14
DUBOIS, Claude	147, 17e Avenue, Lachine	2002-03-28
DUCHESNE (MARTEL), Lily	16, rue Guy, Saint-Constant	2002-02-03
DUFRESNE, Gaétan	411, rue de l'Étang, Sainte-Marcelline de Kildare	2002-05-12
DUHAIME, Michel	2346, rue Gamache, app. 5, Longueuil	2001-09-13
DUMAIS (TREMBLAY), Thérèse	130, rue Sirois, app. 4, Trois-Rivières	2001-12-04
DUMOUCHEL, Gérald	115, boulevard Deguire, Saint-Laurent	1994-11-02
DUPONT, Jacques	180, rue Dessaules, Saint-Hyacinthe	1998-10-21
EDGINTON, Gordon	14, rue Saint-Pierre, Magog	1998-11-14
ÉMOND, Florian	507, rue Notre-Dame, Roberval	1998-10-11
FILION, Georges	516, rue Roger Bontemps, Lac Saint-Charles	2002-04-16
FILIPOVICH, Naum	3825, boulevard Lévesque Ouest, Laval	1999-01-20
FOGARASSY, Georges	2055, rue Saint-Mathieu, app. 502, Montréal	2002-07-11
FOREST, Roger	930, rue Choquette, Saint-Jean-sur-Richelieu	2001-03-16
FORGET, Hervé	3536, rue Boisclair, Boisbriand	2002-02-08
FORTIN, Gilles	1995, boulevard de la Concorde Est, Laval	1999-10-24
FOUGÈRE, (JENSEN) Bertha M.	1445, rue Du Fort, app. 204, Montréal	2002-07-22
FOURNEL, Jennifer	971, rue Normanville, Repentigny	2002-02-21
FOURNIER, Marcel	1051, rue Saint-Denis, app. 107, Montréal	2002-05-30
FRENETTE, Gilles	2160, rue Duff Court, Lachine	2002-02-21
FRIGAULT, Michel	1616, rue Saint-Alexandre, app. 2, Longueuil	2002-01-20
GAGNON, Annette	1385, rue Jean-Talon Est, Montréal	1996-05-14
GAGNON, Isabelle	126, rang Bord de l'Eau, Yamaska	2002-05-01
GAGNON (GIRARD), Lucille	420, rue Des Archives, app. 30, Québec	2001-08-31
GAGNON, Marco	1930, rue Sainte-Hélène, Longueuil	2002-07-31
GALLANT, Edmond	2101, rue Champlain, app. 306, Montréal	2002-06-09
GAUTHIER, Jean-Claude	1400, rue Saint-Zotique, app. 20, Montréal	2002-01-30
GAUTHIER, Pierre	500, rue Bourbonnais, app. C, Lasalle	2002-01-28
GÉLINAS, Andrée Manny	2165, rue Tupper, app. 608, Montréal	2002-06-14
GINGRAS, Germain	697, rue Des Joncs, Val-d'Or	2001-12-01
GIRARD, André	50, chemin du Foyer Nord, Alma	1998-07-06
GIRARD, Aristide	350, rue Jean-Talon, app. 117, Charlesbourg	2001-10-23
GIROUX, Florient	305, boul. des Anciens Combattants, Sainte-Anne	1999-03-25
GOODMAN, David	6341, rue Mc Lynn, Montréal	2001-03-24
GOSSELIN, Émilie (Amélia)	82, rue Principale, Saint-Flavien	1999-09-16
GOSSELIN, Louis-René	3820, boulevard Masson, Québec	2002-01-19
GRAND'MAISON, Nancy	2177, boulevard Shultz, Saint-Jérôme	2002-01-03
GUÉ, Delhomme	8094, rue De Lorimier, app. 1, Montréal	2002-02-18
GUERTIN, Jean-Charles	5800, boulevard Marie-Victorin, Brossard	2001-08-24
GUILLOT, Maxime	330, rue de Beauharnois, Montréal	1998-10-02
GUIMOND (COMTOIS), Ginette	536, rue Daniel, app. 108, Saint-Amable	2002-04-29
GUY, Simone	5325, avenue Victoria, Montréal	1999-11-10
HÉBERT, Auguste	3430, rue Jeanne-Mance, Montréal	1998-07-13
HÉBERT, Michel	650, place Théberge, app. 102, Terrebonne	2001-01-12
HIGGINS, Robert	252, 13e Avenue, Val-d'Or	1999-03-02
HOWELL, James	1800, route 117, Sainte-Véronique	2001-06-13
HUNTER, Andrew James	3355, rue Yvan Franco, app. 406, Lachine	2001-11-27
INNES, Margaret	3350, boulevard Cavendish, Montréal	2001-05-12
JACQUES, Françoise	7003, rue Lévesque, Anjou	1999-11-05
JOLY, Thérèse	419, rue Faust, Lanoraie	1998-06-20
JULIEN, Marc	1555, rue de l'Islet, Québec	2001-09-09
KATZ (MARCUS), Florette	5761, côte Saint-Luc, app. 105, Montréal	2000-03-30
KENDRIGAN, Catherine	1325, rue Crawford, Verdun	1995-06-19
KIK, Jan	51-A, Wierzchlas, 98-234 Woj Sieradz, Pologne	1998-07-17
KLOSZ, Michael Mihai	3517, rue Jeanne-Mance, app. 1, Montréal	1995-03-01
KOZAK-BARANOWSKI, Anna	1058, rue Saint-Denis, Montréal	1990-04-21
LABELLE, Cécile	8600, boulevard Marie-Victorin, Brossard	1996-01-15
LAFLAMME, Marcel	1685, chemin du Sault, app. 25, Saint-Romuald	1997-07-11
LAFORCE(GUILBAULT), Pierrette	1221, rue Quinn, Longueuil	2001-12-28
LAFRAMBOISE, Jean-Claude	300, rue Docteur Poulin, Marieville	2002-06-13
LAMOTHE, Edna	1378, rue Des Sables, Sherbrooke	1999-10-30
LANGEVIN, Claude	9, 10e Rang, Sainte-Anne-des-Lacs	2001-10-29
LANGHAM, Andrew	380, rue Des Forges, Aylmer	2001-01-09
LANGLAIS, Magella	1210, 6e Rue, Val-D'Or	2002-02-02
LAPERRIÈRE, Gérard	2601, chemin de la Canardière, Beauport	2001-06-15
LAPOINTE, Bernard	1465, rue Provencher, Cap-Rouge	2002-03-06
LAPOINTE, Colette	907, rue Dollard, app. 1, Montréal	2002-02-23
LAPOINTE, Gilles	2315, rue Père Lelièvre, app. 7, Québec	2002-02-04
LAPOINTE, Jean-Philippe	100, rue Gauthier, app. 8, Alma	2001-12-21
LAROSE, Gilles	7150, rue Marie-Victorin, Montréal	2002-05-28
LAROSE, Philippe	878, rue Hubert, Longueuil	2001-04-05
LAROSE, Roger	103, route Langevin, Sainte-Hénédine	1999-02-14
LAVERGNE, Denise	273, rue Laurier, Hull	1998-10-07
LAVIGNE, Marcel	440, rang Saint-François, Saint-Louis de Blandford	2002-01-09
LAVOIE, Michel	3655, boul. Saint-Laurent, app. 305, Montréal	2002-02-10
LAVOIE, Nicolas	1550, rue Édouard, app. 1, Saint-Hubert	2002-04-16
LEBLANC, Mario	Gros-Cap, Îles-de-la-Madeleine	1990-12-16
LEBLANC (BÉLANGER), Micheline	192, 113e Avenue, Lafontaine	2002-06-21
LEDUC, Raoul	5825, rue de la Roche, app. 305, Montréal	2002-04-15
LEDUC, Raymond	68, chemin de l'Église, Saint-Maurice	2002-02-21
LENOIR, Joseph	8980A, rue Le Royer, Saint-Léonard	2001-10-27
LÉPINE, Fernande	318, rue Notre-Dame, Lanoraie	2002-04-22
LESIÈGE (GÉLINAS), Thérèse	530, rue Desmarchais, app. 8, Longueuil	2002-01-12
LESSARD, Émile	405, 18e Avenue, Saint-Georges de Beauce	1999-04-01
LEVINE, Sydney et Max	anciens administrateurs de Les Immeubles Plaza Inc.	
LIRETTE, Madeleine	493, rue Principale, Ham Nord	2001-05-07
LIZOTTE, Serge	48, rue des Cèdres, Baie Saint-Paul	1999-04-11
LOVRIC, Pero	1325, rue Crawford, Verdun	2002-01-04
LOZIER, Serge	8475, rue Bonnivet, Montréal	2002-05-02
MACINNES, Muriel	8686, rue Centrale, Verdun	1999-07-28
MAISONNEUVE, Michel	58, rue du Chanoine Carrière, app. 3, Hull	2001-05-10
MARCOTTE, Claude	191, rue Caya, Saint-Germain-de-Grantham	2001-11-24
MARCOTTE, Jeanne-D'Arc	28, rue des Érables, Saint-Méthode-Frontenac	2001-09-14
MARTIN, Denis	2355, rue Duff Court, app. 7, Lachine	2002-08-04
MARTIN, Léopold	9374, rue Gabrielle-Roy, Montréal	2001-05-22
MARTIN MARCOTTE, Paquerette	1360, rue Jean-Talon Est, Montréal	1998-03-20
MARTINEUK OLEKSIUK, Mary	6875, boulevard Lasalle, Verdun	1991-06-01
MASSÉ, Paul	290, rue Saint-Laurent, app. 6, Saint-Eustache	2001-09-26
MATJOSAITIS, Jim	1051, rue Saint-Hubuert, Montréal	1996-05-03
MC BRINE, Patricia	6565, chemin Hudson, Montréal	1998-12-17
MC CAUGHEY, Thomas Miles	124, rue Dumouchel, Châteauguay	2002-04-25
MC EVOY, Peter	2140, rue Cartier, Longueuil	2002-02-03
MÉNARD, Jacques	6970, 10e Avenue, app. 9, Montréal	2002-06-09
MERCIER, Robert	1140, rue Cartier, app. 3, Chambly	2002-04-11
MEUNIER, Lucien	818, rue Charette, Buckingham	2001-09-27
MIKKELSEN, Henry	27, rue Bellevue, Morin Heights	2002-05-10
MORA-BOULET, Marcelino	2031, avenue du Mont-Royal, app. 5, Montréal	2002-01-15
MORNEAU, Raymond	1147, 39e Avenue, Laval	2002-05-30
NAYLOR, Wilfred	4955, côte Sainte-Catherine, app. 1, Montréal	2002-07-16
NICHOLAS KERR, Grace	650, 16e Avenue, Lachine	1999-03-22
NOLIN, Roland	14536, rue Notre-Dame Est, chambre 205, Montréal	2002-05-12
NOREAULT, Malvina	1144, rue Des Hêtres, La Tuque	2001-12-12
NORMANDIN, Walter	306, rue Muise, Saint-Élie	2000-04-10
OFFERMAN, Alex	1, rue Napoléon, Sainte-Thérèse	2001-02-14
O'LEARY, Roland	1525, rue Principale, L'Annonciation	2001-08-01
PAILLÉ, René	578, chemin de la Rivière Croche, La Croche	2001-10-13
PAQUETTE, Serge	754, rue Gilles Vigneault, app. 5, Granby	2001-10-11
PAQUIN, Gilles	175, rue Durand, Saint-Jérôme	1999-05-14
PATRY, Jacques	2601, chemin de la Canardière, Beauport	2001-05-28
PATTERSON, Malcolm Bruce	305, boul. des Anciens Combattants, Sainte-Anne	1995-02-11
PEDUTO, Concetta	11000, rue Lausanne, Montréal-Nord	1997-06-02
PELCHAT, Gilles	2040, avenue Bardy, app. 4, Québec	2002-02-13
PELLETIER, Carmelle	1555, rue Scott Ouest, Alma	2002-04-14
PERREAULT, Berthe	5900, rue Saint-Valier, Montréal	1998-06-05
PETTIPAS, Joséphine	7091, rue Saint-Dominique, Montréal	2002-02-11
PILON LESIEUR, Florestine	135, rue Vickers Sud, Thunder Bay	1998-06-21
PLOUFFE, Germaine	4900, boulevard Lapointe, Montréal	1994-03-31
POLIQUIN, Albert Denis	304, rue du Foyer, Saint-François de Sales	1998-04-08
PORCHUK, Anna	6250, avenue Newman, Montréal	1998-03-25
PRÉVOST GRAHAM, Lucille	1440, rue Dufresne, Montréal	2000-04-09
PROULX (ANDREWS), Ghislaine	787, boulevard W. Hamel, app. 10, Québec	2001-04-07
PROVOST, Gérard Florian	7401, rue Hochelaga, Montréal	2001-04-19
RAMIER, Leslie	419, boulevard Perron, Maria	1997-04-13
RAMSAY, Edmond	2162, route 122, Saint-Albert	2002-05-30
RASTAS, Martha	1325, rue Crawford, Verdun	1997-07-03
RAYMOND, Guy	6275, rue Arthur-Chevrier, app. 18, Montréal-Nord	2002-07-22
RAYMOND, Julien	111, rue Lucerne, Buckingham	2002-05-27
RAYMOND, René	270, 70e Avenue, chambre 10, Laval	2002-07-18
RICHER, Anita	1901, rue Claude, Longueuil	1998-03-28
RIOUX, Georges	800, avenue du Sanatorium, Mont-Joli	1996-02-21
ROBERGE, Wellie	128, rue Sainte-Marguerite, app. 5, Robertsonville	2001-11-24
ROCHEFORT, Marcel	328, place Miller, app. 8, Sorel-Tracy	2001-02-17
RODGERS, Denis	130, rue Lombard, Masson-Angers	2001-09-21
ROGER (CÔTÉ), Madeleine	10229, avenue Bois-de-Boulogne, app. 4018, Montréal	2002-03-16
RONDEAU, André	1418, rue Principale, Sainte-Blaise-sur-Richelieu	2002-05-07
ROSSI, Michele (Michelino)	6014, place des Preaux, Saint-Léonard	2001-07-12
ROUSSEL, Jean-Guy	1828A, avenue d'Assise, Québec	2002-01-17
ROUSSEL, René	555, boulevard Gouin Ouest, Montréal	2001-08-09
ROUX, Guy	312, rue Chassé, Asbestos	2002-03-04
ROY, Jean-Luc	1020, 175e Rue, Saint-Georges	2002-07-13
RUEL, Jean-Paul	1884, rue Masson, Montréal	2002-07-29
SACHS, Lillian	6875, boulevard Lasalle, Verdun	1997-11-01
SAVAGE, Jean-Paul	686, chemin Rivière-du-Nord, Saint-Colomban	2002-01-24
SAVARD, Suzanne	234, rue Thibault, app. 6, Matane	2001-12-17
SIGOUIN, Colette	95, rue Carillon, Châteauguay	2001-11-07
SIMARD, Pierrette	535, rue Lemire, app. 8, Saint-Hyacinthe	2002-07-04
SINHA, Deba-Brata	2600, rue Théodore, app. 125, Montréal	2002-05-15
SPEER, Léonard H.G.	2390, rue Noury, Sillery	2001-10-31
STAGNARO, James	3095, rue Sherbrooke Est, Montréal	2002-06-18
TALBOT, Irène	2601, chemin de la Canardière, Beauport	1998-03-16
TÉTRAULT, Marie	1800, rue Saint-Jacques, Montréal	1998-01-23
THIBAULT (GARIÉPY), Gabrielle	2300, rue Nicole, chambre 317.1, Montréal	2002-05-08

Le Curateur public du Québec
Direction des successions non réclamées
600 boul. René-Lévesque Ouest, 10e étage
Montréal (Québec) H3B 4W9
Tél. : 1-514-873-4074
1-800-363-9020
www.curateur.gouv.qc.ca

Québec

Les méga-sommets remis en question

Féroces critiques quant à leur efficacité réelle au sortir de Johannesburg

MARIE-PIERRE FEREY
Agence France-Presse

■ JOHANNESBURG — À peine le rideau tombé sur le sommet de la Terre, les critiques fusaient sur l'opportunité de ces réunions mammouths qui produisent plus de grandes résolutions que de résultats concrets pour les pauvres et l'environnement.

Le premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen, dont le pays est gouverné par la droite libérale, a ouvert le feu : « Nous ne devons pas automatiquement organiser un "Johannesburg plus 5", un "Johannesburg plus 10" », a lancé le dirigeant danois dès mercredi, ajoutant : « La prochaine décennie devra être celle de l'action. »

Le credo était défendu depuis dix jours par les Américains. « Les mots c'est bien, l'action s'est mieux », a martelé tout au long des discussions la chef de délégation américaine Paula Dobriansky.

Les Américains jugent ce type de grande réunion inefficace, et ont combattu tout nouvel engagement chiffré des États à Johannesburg, contribuant à affaiblir le contenu du Plan d'action, le principal document sorti du sommet, selon les écologistes.

Face à ce « front » libéral, qui mise davantage sur les initiatives volontaires des pays et des entreprises que sur les grands accords internationaux, plusieurs dirigeants ont allumé des contre-feux.

« Il faut bien rassembler tout le monde tous les dix ans environ, autrement comment peut-on parler d'une seule voix ? », a lancé le président de la Commission européenne Romano Prodi.

« Autrement comment peut-on parler d'une seule voix ? », a lancé le président de la Commission européenne

« Toutes nos décisions renvoient à une question critique, qui est le développement du multilatéralisme », a souligné Thabo Mbeki. Les questions posées sont « mondiales dans leur impact, mondiales dans leurs implications », appelant selon le président sud-africain « une amélioration de la gouvernance mondiale ». Le meilleur exemple est donné par le climat : les gaz à effet de serre des usines et des voitures réchauffent le climat à l'échelle planétaire, qu'elles soient émises de Los Angeles ou de Pékin.

Face à ce défi mondial, la communauté internationale avait réussi en 1997 un exploit : adopter le premier accord contraignant, le protocole de Kyoto, pour obliger les États à diminuer les émissions de gaz à effet de serre avec une date butoir (2012).

Mais l'élan s'est brisé en mars 2001, quand l'administration de George Bush a rejeté Kyoto, signalant le retour de l'unilatéralisme américain.

Dans ce climat de retour aux égoïsmes nationaux, un échec à Johannesburg aurait entraîné « un effondrement sans précédent » du système de négociation international mis sur pied il y a 50 ans, avait mis en garde avant le sommet le vice-premier ministre britannique John Prescott.

SAUVER LES MEUBLES

En bouclant un accord, même faible, le sommet de Johannesburg « sauve les meubles », selon le terme du chef de la délégation suisse Philippe Roch.

Mieux, en marge des documents politiques, des pas importants ont été faits : le Canada, pourtant un allié traditionnel des États-Unis, et la Russie ont annoncé officiellement qu'ils allaient ratifier Kyoto prochainement. Cela signifie que le protocole va enfin pouvoir démarrer, en dépit de la défection américaine.

Le rendez-vous de Johannesburg a aussi servi de catalyseur à l'Union européenne, qui s'était engagée à ratifier Kyoto pour « Rio plus 10 », le dixième anniversaire de la naissance de la Convention climat à Rio.

« De tels sommets donnent une direction pour une nouvelle période de 10 ans, et en ce sens, le sommet de Johannesburg a été un succès », a estimé le président de la Commission européenne Romano Prodi.

Les grandes conférences sont aussi l'occasion de populariser des questions qui figurent rarement en temps normal à la Une des médias, comme le changement climatique ou les déséquilibres du commerce mondial.

Les 4000 journalistes présents à Johannesburg ont inondé les journaux de reportages sur la pauvreté, les inégalités et le pillage des ressources planétaires, contribuant à illustrer le concept bien abstrait de « développement durable ».

1576315

Avis de qualité

Le Curateur public du Québec

Conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi sur le curateur public et de l'article 699 du Code civil du Québec, le curateur public donne avis qu'il est administrateur provisoire des biens délaissés ou liquidateur des successions non réclamées pour les personnes ci-dessous mentionnées:

1- Successions non réclamées (suite) :

Nom	Domicile	Date du décès
THOMAS, Jacques	3236, rue de Rouen, app. 1, Montréal	2002-07-20
TREMBLAY, Germain	105, avenue Sainte-Angèle, Roberval	2002-03-09
TREMBLAY, Jacques	2601, chemin de la Canardière, Beauport	2001-05-30
TREMBLAY, Jean	228, rue Saint-Martin, Blainville	2001-09-15
TREMBLAY, Yvette	1482, rue Saint-Marc, Sainte-Foy	2002-03-16
TURCOTTE, Jean-Marc	1, rue du Foyer, Black Lake	2001-05-30
VACHON, Françoise	2601, chemin de la Canardière, Beauport	1997-11-16
VALADE (LEDUC), Louise	280, chemin Lavoie, Saint-Rémi d'Amherst	2000-10-08
VALCOURT, Irène	408, avenue Saint-Charles, Vaudreuil	2002-02-25
VALLÉE, Régis	4900, boulevard Lapointe, Montréal	1998-01-11
VANDAL, Luc	10, Place Le Gardeur, Repentigny	2001-09-11
WELLS, Albert Fuller	650, place d'Accueil, Lachine	1999-04-08
WILSON DARE, Mary	4340, rue Draper, Montréal	1997-10-23
WISEMAN, Jack	2475, rue Des Harfangs, app. 3, Montréal	2001-10-01
WRIGHT, Joseph Anthony	199, rue Saint-Pierre, Saint-Constant	1998-03-16

2- Biens délaissés par les personnes morales dissoutes :

Beau Site St-Blaise Inc.
Lajeune Chambre de St-Félicien Inc.
2945-3800 Québec Inc.
Construction J.P.F. Inc.
Société immobilière Silmar Ltée
9027-1891 Québec Inc.

Selon l'article 794 du Code civil du Québec, le curateur public dresse un inventaire des successions non réclamées au paragraphe 1° du présent avis. Sur demande écrite de la part d'une personne intéressée (héritier, légataire, créancier possédant un document à l'appui), copie de l'inventaire pourra lui être transmise.

Le curateur public remettra les biens et les revenus produits aux héritiers qui se manifestent dans les dix ans de la date du décès ou en tout temps, dans les autres cas, sauf à l'égard des sommes dont le montant est inférieur à 500$ où le droit de les récupérer se prescrit par dix ans à compter de la remise au ministre des Finances.

3- Avis de clôture d'inventaire

Conformément à l'article 795 du Code civil du Québec, prenez avis que le Curateur public, agissant aux termes de l'article 698 du Code civil du Québec, a procédé à la clôture d'inventaire pour les successions suivantes :

Nom	Domicile	Date du décès
ALGER, Avon	5300, avenue Courville, Waterloo	1996-09-09
AMYOT, Louis-Philippe	1199, chemin Royal Saint-Pierre, Ile d'Orléans	1999-08-13
AMYOT, Roland	2385, rue du Parc-Garneau, app. 3, Québec	1999-08-12
ANCTIL, Denis	2557, rue du Rhone, Jonquière	1999-09-19
ANDRÉ, Guy	7395, rue Lasalle, Verdun	1994-08-23
ANGERS, Gérard	298, rang Lachapelle, Saint-Guillaume	1998-05-13
ARBOUR, Daniel	5300A, rang de la Rivière Sud, Saint-Jean-Baptiste	2000-06-25
ARGUIN MATTEAU, Gracia	1650, 6e Avenue, Grand-Mère	1998-04-24
ARMSTRONG, Robert Jr	787, boulevard Wilfrid-Hamel, Québec	1999-09-15
ARNS, William Francis	201, rue Saint-Francis, Châteauguay	2000-05-18
ARTERO, Virgilio Geovanni	4295, rue Langevin, Montréal	2000-02-29
ASSELIN, Richard	665, rue Hypolite-Bernier, app. 508, Lévis	2000-01-18
AUBÉ, Thérèsa	200, rue Frank Selke, app. 102, Montréal	2000-03-04
AUDY, Paul	100, 3e Avenue, Ville Saint-Pierre	1998-09-02
BACOURT, Kate	9151, 8e Avenue, Montréal	2000-12-16
BAILEY, Douglas	4710, boulevard Décarie, app. 27, Montréal	2000-08-18
BARRETTE, Cléophas	70, rue Sacré-Coeur, app. 1, Longueuil	1999-11-15
BARRETTE (DUFOUR), Denise	5539a, 1ère Avenue, Montréal	2002-01-09
BAYEUR, François	740, rang des Cascades, Berthierville	1999-02-03
BEAUCAGE (CARON), Gabrielle	4700, boulevard Marie-Victorin, Contrecoeur	2000-09-04
BEAUDIN, Gilbert	21, rue de l'Hôtel de Ville, Gaspé	1999-08-20
BEAUDOIN, Cécile	77, rue Principale, Saint-Anselme	2001-04-14
BEAUPRÉ, Jules	2720, rue Lemieux, Québec	1998-05-07
BEAUVAIS, Arthur	27, de la Croix, Bromptonville	1996-08-13
BEAUVAIS, Ernest	122, rue Ball, app. 12, Sherbrooke	2000-06-25
BEAUVAIS, Gisèle	333, chemin Riverside, Saint-Lambert	2000-04-30
BÉDARD, Royal	111, rue Papineau, Chénéville	2000-09-29
BÉLANGER, Jean-Claude	280, rue Sainte-Marguerite, Montréal	1999-08-22
BÉLANGER, Louise	2050, rue Richer, app. 2, Sainte-Foy	1997-10-23
BÉLANGER (NADEAU), Rosée	1500, rue de l'Entente, app. 408, Québec	2000-08-21
BERNARD, Henri	305, boulevard des Anciens-Combattants, Sainte-Anne	2000-03-01
BERNIER, François	315, rue Saint-Jean, app. 809, Québec	2001-10-06
BERRY (TRAIL), Gloria	2100, avenue Fort, app. 209, Montréal	1996-12-29
BERTHIAUME, Denis	420, rue Saint-Laurent, Saint-Eustache	1998-11-28
BERTRAND, Jean	7401, rue Hochelaga, Montréal	1996-06-18
BÉRUBÉ, Jean	75, rue Lausanne, app. 409, Gatineau	1998-12-27
BILODEAU, Alfred	253, côte de l'Hôpital, Beauceville	1995-10-23
BLANCHETTE, Hector	51, route 138, Forestville	2000-10-31
BOCK, André	11115, boul. Cavendish, app. 710, Montréal	1997-02-07
BOIES, Mario	4641, rue Chabot, Montréal	1999-06-24
BOISSONNEAULT, Yvonne	619, avenue Royale, Beauport	1999-11-01
BOIVIN, Jean-Guy	1650, rue de la Vérendrye, app. 2, Québec	2001-11-29
BONIN, Diane	7a, ruelle Denis, Sorel	1999-05-21
BONNEVILLE, Sylvianne	127, 8e Avenue, app. A, Drummondville	1998-02-04
BOUCHARD, Henri	824, 15e Rue, Montréal	2000-11-29
BOUCHER, Jean-Louis	215, rue Mutchmore, app. 205, Hull	1998-06-11
BOUDREAULT, Yvette	731, rue Saint-Julie, Trois-Rivières	2000-06-07
BOULANGER, Albert	4751, boulevard Sainte-Rose, Laval	1998-02-06
BOULANGER, Huguette	404, route Chassé, app. 3, Sainte-Marie	2001-12-10
BOURGELAIS, Mariette	314, 4e Rue Est, Amos	1998-11-21
BOURGEOIS (VANIER), Gertrude	153, rue Saint-Barthélémy Sud, Joliette	1998-06-05
BOURQUE, Gemma	4140, boul. Grande-Prairie, app. 2, Montréal-Nord	1999-12-31
BRIDEAU, Yannick	850, 36e Rue, Laval-Ouest	1999-10-02
BROCHU, Pierre	3295, boul. Gouin Est, app. 1513, Montréal-Nord	1998-11-23
BROUILLETTE, Laurette	151, rue Cardinal Bégin Est, Rouyn-Noranda	2000-08-24
BRUNEAU, Christian	102, rue Latour, Saint-Constant	1997-11-16
BRUNELLE, Jean	6632, rue Léon-Trépanier, Montréal	1999-11-16
BRUNET, Gabrielle	465, avenue du Mont-Royal, app. 401, Montréal	2000-09-12
BUCHARD, Pascal	6420, rue du Gabarit, app. 4, Québec	2001-04-12
BURELLE, Stéphane	2038, rue Davidson, Montréal	2000-01-21
BURROUGHS, Laurette	3232, mont du Rocher, app. 6, Saint-Adèle	1999-11-22
BUSSENIUS, Henri	231, rue France Guy, Montréal	1994-06-26
CALZUOLO, Enzo	1800, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal	2000-05-18
CARDIN, Marguerite	342, chemin du Lac Harel, Lac Supérieur	1999-02-19
CARRIER, Louis J.	602, terrasse Cyr, Sainte-Dorothée	1998-01-12
CARRIER, Serge	5353, du Menuet, Charny	1998-09-15
CARRIER (FREDETTE), Simone	2235, rue Labelle, app. 202, Longueuil	1999-07-13
CATAZONE, Bettina	425, rue Sherbrooke Ouest, app. 704, Montréal	2000-08-09
CÉRAT, Bernard	584a, rue de Beaucaise, Laval	2000-02-09
CHABOT, Léonard	511, rue Rolland, app. 2, Marieville	2000-04-13
CHANTAL, Jules-Henri	1148A, rue de l'Intendant, Charlesbourg	1997-05-23
CHAPUT, Roger	9230, boulevard Perras, app. 2, Montréal	2001-01-02
CHAREST, Jean-Louis	100, rue chanoine Lionel-Groulx, Sainte-Thérèse	1998-04-08
CHARETTE, Gérard	3079, boulevard Langelier, Montréal	1996-06-25
CHARETTE, Jacques (Réjean)	4685, avenue Bourret, app. 412, Montréal	2000-01-31
CHARETTE, Marcel	3430, rue Jeanne-Mance, Montréal	1999-12-24
CHARLEBOIS, Cecil Patrick	695, rue Saint-Charles, app. 1512, Longueuil	1996-04-25
CHARPENTIER, Benoit	407, rue Grande Ligne, Rigaud	2000-04-09
CHARRON, Guy	2665, rue Desjardins, app. 1, Montréal	1999-07-04
CHARTIER, Gaston Denis	15, rue Crandall, app. 15, Knowlton	1999-12-18
CHARTRAND, Fleurette	2645, rue Dandurand, app. 4, Montréal	1999-11-25
CHARTRAND, Roger	8840, rue Hochelaga, app. 8, Montréal	2001-04-07
CHAUMONT, Jean-Michel	50, rue de l'Église, Labelle	1999-07-29
CHORLIAN, Elie	1595, rue Dudemaine, Montréal	1999-02-25
CHRISTIN, Laurette	5616, 16e Avenue, Montréal	1996-03-08
CLAUDE, Yves Jr	Montréal	2001-09-08
CLÉMENT, Jean-Louis	1076, boulevard Lesage, Laval	1999-05-14
CLOUTIER, Laurence	3, 9e Rue Pavillon Youville, Rouyn-Noranda	1999-04-12
COLLINS, Antoine	330, 59e Avenue, Pointe-Calumet	1998-12-14
CÔTÉ, Gérard	3935, rue De Verdun, Verdun	1998-09-26
CÔTÉ, Léonce	495, rue du Chenal, Repentigny	1998-04-14
CÔTÉ, Marielle	590, rue Bord-de-l'Eau, app. 408, Longueuil	1998-02-27
COULOMBE, Hormidas	70, rue Archambault, Repentigny	1998-08-15
COULOMBE, Sylvie	4064, rue Saint-André, Montréal	2001-02-22
COULOMBE, Yoland	2230, rue de l'Hôpital, Jonquière	2000-04-10
COUPER, Earle Bessborough	231, rue Riverside, app. 202, Saint-Lambert	1999-10-02
COUTU, André	169, avenue des Terrasses, Laval	1998-01-07
COUTURE, Léo	6680, 27e Avenue, Montréal	2000-10-10
COUTURE, Robert	3105, rue Édouard Montpetit, app. 324, Laval	1999-02-15
COVA, Léo	8385, rue Baillargé, Montréal	1998-09-10
D'AMOURS, Bertrand	1210, boulevard Montarville, Boucherville	2001-04-19
D'AUTEUIL, Bertrand	12365, boulevard Sainte-Claude, app. 2, Québec	2001-03-06
DAOUST, Gérard	4041, rue Jean-Talon Est, app. 104, Montréal	1998-03-13
DAOUST, Orience	3652, rue Notre-Dame, Laval	2000-05-25
DAOUST, Philippe	1150, rue Bélanger, app. 801, Montréal	1999-12-29
DAUDELIN, Francine	10332, Paul Comtois, app. 108, Montréal	1999-10-10
DAVIAU, Angèle	11712, rue L'Archevêque, app. 3, Montréal-Nord	2000-12-28
DE GALBO DE POLIGNAC, Raul	2580, rue Saint-Jacques, app. 415, Montréal	2002-02-12
DE LADURANTAYE, Laurette	1267, rue Jean-Talon Est, Montréal	2000-03-05
DESAUTELS, Robert	1200, chemin du Golf, app. 1002, Verdun	1998-03-31
DESGAGNÉ, Gérard	1536, 46e Rue, app. 1, Shawinigan	1999-07-21
DESJARDINS, Réal	2425, rue Bellerose, app. 111, Longueuil	2000-12-13
DESLAURIERS, Sylvain	281, boulevard Guimond, Longueuil	1999-12-30
DESMEULES, Normand	1184, rue Principale, Rivière-Beaudette	1999-10-05
DION, Gabriel	7100, boul. Viau, app. 708, Saint-Léonard	2000-01-05
DOUVILLE, Maurice	2065, 52e Avenue, app. 106, Montréal	2000-08-06
DUBOIS, Lucille	920, rue Claire-Fontaine, app. 209, Québec	2001-08-03
DUBOIS, Victor	160, rue Martel, app. 3, Saint-Bruno	2001-04-29
DUFOUR, Martin	1765a, rue des Patriotes, Laval	2000-01-27
DUFOUR, Paul	33, rue Saint-Jean-Baptiste, app. 8, Victoriaville	2000-02-25
DUPONT, René	884, rang 4 Est, Sainte-Louise	2000-10-20
DUVAL, Gilles	104a, rue Jacques, Saint-Colomban	1999-06-25
ÉMARD, Alphonse	40, rue Lévis, Longueuil	2000-02-06
ÉMOND, Diane	53a, boulevard Clermont, Laval	2001-03-21
ENGLISH, Alphé	165, place Youville, app. 417, Montréal	1997-09-26
ÉTHIER, Gaëtan	91, rue Saint-Louis, Saint-Eustache	2000-05-26
ETTINGER, Delbert	9052, rue Notre-Dame Est, app. A, Montréal	2000-12-24
EVANS, Gilles	1573, rue Quinn, Longueuil	1995-10-09
FEDORCHAK, Peter	3614, rue Saint-Urbain, app. 114, Montréal	1994-12-20
FENTON, Davidson E.	2080, Grand Boulevard, app. 105, Motnréal	1998-08-14
FERGUSON, Réal	58, Lauzon, Val-d'Or	2000-04-19
FERRON, Bruno	875, rue Holland, app. 605, Québec	1999-08-17
FILIATRAULT, Robert	106, boulevard des Laurentides, Laval	1999-04-22
FORTIER, Émile	1576, rue Laviolette, app. 2, Trois-Rivières	1997-12-19
FORTIER, Jasmin	9722, rue de la Roche, Montréal	2000-04-14
FORTIN, Françoise	71, rue Court, Granby	2000-03-26
FORTIN, Joseph	5865, rue Louis-Hébert, app. 4, Montréal	2001-07-13
FORTIN, Normand	39, rue du Sault-au-Matelot, app. 2, Québec	2001-08-17
FOURNIER, Gaston	555, rue de l'Argentière, app. 14, Laval	2001-02-18
FOURNIER, Gilles	1135, rue Laprairie, Montréal	2001-07-07
FOURNIER, Jean	268, rue de la Futaie, Varennes	1996-12-09
FOURNIER, John Louis	789, rue de Belmont, app. 224, Sainte-Foy	1999-05-17
FOURNIER, Sylvie	125, rue Saint-Pierre, app. 8, Terrebonne	1999-12-28
FRAPPIER, Maurice	420, rue Chevalier, Saint-Calixte	1994-02-28
FRASER, Gilles	501, rue Du Boisé, Grandes-Bergeronnes	2000-10-23
FREDETTE, Anicet (Joseph)	2235, rue Labelle, app. 202, Longueuil	1999-09-26
FRÉGEAU, Claude	115, rue Bigaouette, app. 202, Québec	2001-05-10
FRÉREAULT, Claude	712, 31e Avenue, app. 203, Lachine	2001-02-26
GAGNÉ, Gabriel	305, boul. Saint-Joseph E, app. 311, Montréal	1996-09-06
GAGNÉ, Gérard Léopold	4895, rue Berri, app. 104, Montréal	1998-03-10
GAGNÉ, Michel	51, 22e Avenue, Sainte-Marthe-sur-le-Lac	1998-04-03
GAGNÉ, Terrence	1209, rue Bernard Ouest, app. 15, Montréal	1999-12-15
GARCIA,(VARGAS), Ramon Bolivar	2724, côte Vertu, app. 801, Montréal	1997-09-07
GAULIN, Gaston	339, rue Bagot, Québec	2000-02-26
GAUTHIER (HOLLINGS), Joan M.	461, rue Willibrord, app. 19, Verdun	1999-06-21
GAUTHIER, Yves	2280, rue Mont-Thabor, app. 302, Québec	1999-09-26
GÉLINAS (BEAUPRÉ), Fernande	1087, rue Jolicoeur, Laval	1998-07-31
GEMME, Manon	132, 9e Rang, Sainte-Brigide	2000-08-16
GENOIS, René	1225, rue Provencher, Cap Rouge	2001-07-01
GEOFFRION, André	7695, 14e Avenue, app. 2, Montréal	2001-03-29
GEOFFRION, Armand	6446, rue Des Portes, Montréal	2000-06-24
GERMAIN, Pierre	5435, rue Perlini, Saint-Hubert	1998-06-21
GIBEAULT, Claudette	746, rue Saint-Paul, Saint-Rémi	1996-07-15
GILBERT, Richard	1073, boulevard Saguenay Est, Chicoutimi	1999-07-09
GIRARD, Eddy	12055, Armand Bombardier, app. 20, Montréal	2000-08-19
GIRARD, Jean-Charles	220, rue Don Bosco, app. 123, Chicoutimi	1999-11-12
GIRARD, Richard James	1924, rue Price, Jonquière	1998-12-28
GIROUX, Lucien	194, rue Saint-Pierre Nord, Joliette	2000-12-27
GOUDREAU, Yvon	5404, rue Drake, Montréal	2000-01-02
GOULET, Jean-Claude	731, rue Sainte-Julie, Trois-Rivières	2001-11-24
GOUR, Rhéa	8850, rue Bisaillon, Montréal	2000-05-12
GRAVEL, Pierre-Georges	385, rue Lockwell, app. 21, Québec	2001-07-20
GRONDIN, Christian	1064a, rue de l'Eldorado, Val-Bélair	2000-03-13
GROULX, Josephé Léol	1695, rue Saint-Hubert, app. 7, Montréal	2000-07-31
GRULLON-TAPIA, Marco-Antonio	1850, rue Saint-Thimothée, app. 310, Montréal	1999-11-22
GUINDON, Bruno	332, rue Hepworth, Lasalle	2000-12-14
HANNA, Charles-Philip	2685, rue Aird, app. 201, Montréal	1995-08-12
HAUDEGAND, Gérard	1101, rue Jeanne-Mance, Montréal	1997-04-10
HÉBERT, Olive	65, rue Hector, Ormstown	1999-07-29
HÉBERT, Roland (Rolland)	1895, rue Beaudry, app. 601, Montréal	2000-05-05
HÉON, Évelyn	80, rue Berlioz, app. 307, Verdun	1999-09-25
HÉTIER, Jacques	99, rue Thomas-Chapais, Boucherville	1999-03-16
HOUDE, Ghislain	2101, chemin Saint-Louis, Sillery	2001-07-19
HUDON, Robert	1085, boulevard Chomedey, app. 208, Laval	2000-02-24
HUNTER LEBLANC, Norma	1001, chemin des Carrières, Sainte-Madeleine	1999-06-07
HUTCHINSON, Sean Patrick	3597, rue Saint-Urbain, app. 13, Montréal	1999-11-02
JACQUES, Armand	97, avenue de la Montagne, Saint-Tite-des-Caps	2000-08-02
JEANNEAU, Léo	5500, boulevard Lasalle, Verdun	1999-06-27
JOHNSON, Edward Robert	169, rue Churchill, app. 402, Greenfield Park	1999-04-01
KANUNGOE, Surajit	925, boulevard Rosemont, app. 7, Montréal	1994-07-10
KENT (OSBORNE), Doreen	819, rue Western, Waterloo	1999-08-23
KIWACK, Michalina	11570, rue Notre-Dame Est, Montréal	2001-08-16
KUMPU, Ray	227, rue Bergevin, app. 2, Lasalle	1998-07-22
LABELLE, Jean-Paul	5160, avenue Gatineau, app. 25, Montréal	1998-12-02
LABELLE, Madeleine	4304, avenue Pierre-de-Coubertin, app. 17, Montréal	2000-09-05
LACASSE, Georges-Henri	2598, boulevard Rosemont, app. 51, Montréal	1997-11-10
LACHARITÉ, René	217a, rue Saint-Damase, Drummondville	1997-03-20
LACKHAN, Capildeo	5655, rue Sherbrooke Est, Montréal	1994-01-23
LACOURSIÈRE, Monique	4800, chemin Bois-Franc, app. 23, Montréal	1998-07-20
LACROIX, Élise	260, boulevard Langelier, Québec	1999-10-22
LACROIX, Réjean-Louis	4045, rue Claude, Verdun	2000-02-20
LADOUCEUR, Mireille	3605, rue Ridgewood, app. 105a, Montréal	1999-03-22
LAFOND, Jean-Guy	478, rue Sylvio, Saint-Nicéphore	2000-09-06
LAFORCE, Roland	360A, rue Comte, Lasalle	1999-03-12

Le Curateur public du Québec
Direction des successions non réclamées
600 boul. René-Lévesque Ouest, 10e étage
Montréal (Québec) H3B 4W9
Tél.: 1-514-873-4074
1-800-363-9020
www.curateur.gouv.qc.ca

Québec

COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Accord sur le mode d'élection des juges

■ NEW YORK — La mise en place de la Cour pénale internationale (CPI) a franchi hier une étape essentielle avec l'annonce d'un accord sur la procédure d'élection des juges qui siégeront au premier tribunal international permanent compétent pour juger les crimes les plus graves comme le génocide, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre. Le président de la première Assemblée des États parties au statut de la CPI, le prince jordanien Zeid Ra'ad Zeid al-Hussein, a annoncé hier qu'un consensus avait été trouvé sur cette question qui opposait quelques pays européens menés par la Grande-Bretagne aux autres pays, ceux du Sud, appuyés par les organisations de défense des droits de l'homme. « Il est évident que toutes les délégations ne sont pas entièrement satisfaites par cette procédure obtenue par consensus, mais aucune ne s'opposera à son adoption », a affirmé le prince Zeid. La procédure mise au point doit permettre d'élire les 18 juges de la CPI, en respectant à la fois les principes de la compétence et de la liberté de vote ainsi que la répartition géographique. (AFP)

1576599

MISE AU POINT

Veuillez noter les corrections suivantes : Dans notre cahier publicitaire de 56 pages en vigueur du dimanche 1er septembre au samedi 7 septembre 2002 (CC092F002),

À la page 5, 40% sur hauts et bases Adidas pour garçons et filles, tailles 8-18
Le prix exact des hauts en jersey pour garçons est de 39,99$ et le prix réduit : 23,99$.
À la page 18, 25% de rabais sur dessous intimes Jessica et tenues de nuit, peignoirs et vêtements de détente Jessica Plus à prix ordinaire pour femmes. **La date de fin du solde est le 7 septembre 2002.**
À la page 22, La valeur des prix du concours de la rentrée des classes Timex Ironman est sous-évaluée.
Pour le premier prix : vélo, la valeur indiquée est de 200$. **La valeur réelle est de 499$.**
Pour le deuxième prix : l'ensemble-cadeau, la valeur indiquée est de 50$.
La valeur réelle est de 90$.
Pour le troisième prix : montre, la valeur indiquée est de 20$. **La valeur réelle est de 75$. La valeur réelle des prix est indiquée sur la boîte du concours et sur des affiches en magasin.**
À la page 53, Rabais 50$ sur nettoyeur sous pression électrique à 1400 lb/po2, no d'article 67140. Sears ord. 249,99$. Prix de solde 199,99$. **L'illustration est incorrecte.**
Dans le cahier publicitaire **Super vendredi et samedi** de 10 pages en vigueur les vendredi 6 et samedi 7 septembre 2002 (WE092F002),
À la page 3, Maintenant 49,99$ - Vestes et manteaux matelassés pour femmes. Prix ord. Sears 79,99$. **Aurait dû se lire : Maintenant 49,99$. Vestes pour femmes, choix de deux modèles. Prix ord. Sears 79,99$.**
Dans notre cahier publicitaire **SEARS** de 56 pages en vigueur du dimanche 8 au samedi 14 septembre 2002 (CC093F002)
À la page 20, Rabais 30% sur toutes les pantoufles Arnold Palmer. **Le prix ord. Sears devrait se lire : 39,99$-59,99$**
À la page 29, La parure de lit « Underground » Tout pour la maison **n'est pas comme sur l'illustration.**
À la page 51, Ensemble 7 pièces de mini pinces Craftsman, no 32117. **L'étui n'est pas compris avec l'ensemble.**

Nous sommes sincèrement désolés de tout inconvénient que ces erreurs ont pu causer à nos clients

SEARS

La Suisse adoptera un profil bas à l'ONU

BRUNO FRANCESCHI
Agence France-Presse

GENÈVE — La Suisse, qui deviendra mardi le 190e État-membre de l'ONU, adoptera un profil bas au sein de l'organisation dont elle attend néanmoins davantage d'engagements envers les pays en développement et une défense plus appuyée des droits de l'homme.

Après 54 ans d'observation de cette institution créée en 1945, la Suisse a finalement décidé, le 3 mars dernier, d'y adhérer à la suite d'un vote (54,6 % de voix favorables). Elle entend cependant y préserver sa neutralité, à l'instar de la Suède, de la Finlande, de l'Irlande et de ses deux voisins immédiats, l'Autriche et le Liechtenstein.

Le président en exercice de la confédération suisse, Kaspar Villiger, réaffirmera ce principe du haut de la tribune de l'assemblée générale de l'ONU immédiatement après l'admission de son pays, souligne le ministère des Affaires étrangères.

Avant même le référendum de mars — la Suisse étant le seul pays à avoir organisé une telle consultation électorale sur cette question —, Berne avait développé sur tous les tons le thème de la totale compatibilité entre neutralité et adhésion aux Nations unies.

Si pour la Suisse la neutralité signifie le refus d'adhérer à une alliance militaire comme l'OTAN, ou de fournir un soutien militaire à un État en guerre, cela ne doit pas l'empêcher de prendre part aux mesures internationales contre des États considérés comme criminels, estime le ministère.

Ce point sera d'autant moins remis en cause que la Suisse a appliqué pratiquement toutes les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU en matière de sanctions économiques, contre l'Irak et la Yougoslavie par exemple. Elle a même envoyé des troupes dans des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix, comme en 1953 en Corée pour surveiller la ligne de cessez-le feu entre le nord et le sud, et plus récemment en Bosnie et au Kosovo.

En 1999, la Suisse n'a pas hésité à donner son accord au franchissement de son espace aérien par les avions bombardiers de l'OTAN opérant au Kosovo.

La Suisse deviendra mardi le 190e membre des Nations unies

Mais, poussée par ses grandes compagnies comme Novartis, Nestlé, ou UBS, ayant depuis longtemps fait du monde leur champ d'action, la population suisse a fini par accepter de sortir de son *sonderfall* (cas particulier), auquel elle reste encore très attachée.

La diplomatie helvétique devra désormais concilier cette « ouverture au monde », comme le soulignait le journal *Le Temps* après le scrutin de mars, et la défense des derniers particularismes du pays, comme sa démocratie directe, la population étant consultée pratiquement tous les mois sur les sujets les plus divers.

C'est pourquoi, au moins lors de cette première année en tant que membre de plein droit de l'ONU, la Suisse se bornera à appuyer les quelque 300 résolutions proposées au vote de l'Assemblée générale.

Elle ne manifeste aucune prétention à réclamer une voix au Conseil de sécurité. Elle ne réclame pas davantage de poste particulier au sein du secrétariat onusien.

La Suisse se contentera « de faire bonne figure à l'Assemblée générale, surtout (en mettant) l'accent sur les domaines qui coïncident avec les priorités de notre politique extérieure (...) et qui sont en même temps bien acceptées politiquement à l'intérieur du pays », précise le ministère.

« J'trouve tout ce dont j'ai besoin dans Le Soleil. »
Diane Papillon, L'Ancienne-Lorette

Société de transport de Lévis

APPEL D'OFFRES

PNEUS NEUFS ET RECHAPÉS

La Société de transport de Lévis demande des soumissions pour la fourniture de pneus neufs et rechapés.

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans un document qui pourra être obtenu à compter de vendredi, le 6 septembre 2002 à l'adresse suivante :

Société de transport de Lévis
229, rue Saint-Omer
Lévis (Québec) G6V 6N4

Les soumissionnaires retourneront leur soumission dans des enveloppes cachetées et adressées comme suit :

« Soumission pour la fourniture de pneus neufs et rechapés »
à l'attention de
Monsieur Mario Sirois,
directeur général

Les soumissions seront ouvertes publiquement à **9 h, heure locale, mercredi le 18 septembre 2002** au même endroit.

La Société de Transport de Lévis ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions déposées.

Lévis, le 5 septembre 2002

Mario Sirois, directeur général

1576230

Avis de qualité

Le Curateur public du Québec

Conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi sur le curateur public et de l'article 699 du Code civil du Québec, le curateur public donne avis qu'il est administrateur provisoire des biens délaissés ou liquidateur des successions non réclamées pour les personnes ci-dessous mentionnées:

3- Avis de clôture d'inventaire (suite)

Nom	Domicile	Date du décès
LAFRENIÈRE, Hélène	565, rue Saint-Charles Ouest, app. 212, Longueuil	1999-10-12
LAJEUNESSE, Serge	47, rue Edgar Séguin, Rigaud	2000-01-20
LAJOIE, Jacques Jean	52, rue Blanchette, Sept-Îles	1999-06-07
LALIBERTÉ, Réjean	152, rue Trésor de l'Île, app. 302, Charlemagne	1999-12-24
LAMOUREUX, Jacques	66, place Le Gardeur, Repentigny	2000-03-29
LAMPRON, Yvan	4301, rue de la Roche, app. 404, Montréal	1999-08-25
LANDRY, Nicole	7610, boulevard Pie IX, app. 6, Montréal	2001-10-15
LANE, Pierre	382, rue Salaberry, Laprairie	1999-10-26
LANGEVIN (LE NOUVEAU), Andréa	3809, boulevard Lévesque Ouest, Laval	2000-02-10
LANGLAIS, Isidore	1076, rue Bérard, Val-d'Or	1999-05-16
LAPERRIÈRE, Robert	449, rang Grand Sabrevois, Sainte-Anne-de-Sabrevois	1999-07-27
LAPIERRE, Albert	361, rue Du Pont, app. 105, Québec	1999-03-28
LAPIERRE, Jacques	6001, boulevard Roi-René, app. 29, Anjou	1998-02-06
LAPOINTE, Gisèle	535, 40e Avenue, app. 2, Lasalle	1999-11-09
LARIVIÈRE, Albert	531, rue Sainte-Anne-Yamachiche	1999-06-18
LAROCQUE, Gilberte	6665, boulevard Monk, app. 107, Montréal	1998-11-01
LAROUCHE, Martin	1518, rue Vimy, Chicoutimi Nord	2000-05-20
LASSONDE, René	5363, boulevard Lasalle, Verdun	1999-02-19
LATOUR, Normand	24, rue de Nice, Granby	2000-06-25
LATOUR, Serge	4411, rue Saint-Denis, app. 213, Montréal	1996-10-08
LAVIGNE, Daniel	980, rue Hôtel-de-Ville, app. 204, Saint-Hyacinthe	1999-02-18
LAVIGNE, Raymond	7059, boulevard Lévesque, Laval	1999-07-08
LAVOIE, Charles-Émile	22, rue Saint-François-Xavier Ouest, Grande-Vallée	2000-10-19
LAVOIE, Ghislain	25, rue Blackburn, La Malbaie	2000-11-27
LAVOIE, Guy	5875, avenue Verdun, app. 12, Verdun	1999-11-12
LAVOIE, Madeleine	590, rue de la Roseraie, Laval	1998-08-10
LAVOIE, Richard	8256, rue De Marseille, Montréal	1998-06-25
LEBLANC, Armand	1550, rue Marmier, app. 3, Longueuil	1998-01-22
LEBLANC, Rosaire	393, boulevard des Prairies, app. 217, Montréal	2000-01-08
LEBLANC, Sylvie	1310, rue Laurier, Tracy	1997-06-14
LEBRUN, André	104, route 132, Newport	1999-03-25
LECAVALIER, Jacques	7944, rue Browning, Lasalle	1997-11-02
LECAVALIER, Jean-Paul	400, rue de Rigaud, app. 112, Montréal	1997-10-28
LECLAIR, Gaston	6800, boulevard Gouin E., app. 301, Montréal-Nord	2001-03-19
LECLERC, Réjean	201, 20e Avenue, Beauceville	2001-07-01
LECOURS, Jean-Pierre	3574, rue Ontario, Montréal	2000-04-22
LEDUC, Jean-Guy	3840, rue Saint-Urbain, Montréal	2000-06-26
LEFEBVRE, Jean	4490, rue Saint-André, Saint-Edmond	1997-11-09
LEFEBVRE, Lucien	220, boul. René-Lévesque Est, app.105, Montréal	2000-03-14
LEFRANÇOIS, Louise	11111, rue Meighen, app. 1, Pierrefonds	1998-10-16
LEJEUNE, Louis	550, boulevard René-Lévesque Est, Montréal	2000-04-02
LEMAIRE, Denis	2760, rue Cartier, Saint-Hyacinthe	2000-06-19
LEMELIN, Paul-Eugène	39, rue Migneault, Saint-Anselme	2000-07-19
LEMIEUX RICHARD, Anna	3450, rue Sainte-Marguerite, Trois-Rivières	1999-03-31
LEPAGE, Martin	174, rue Filiatrault, Saint-Timothée	1999-10-11
LESIÈGE, Pierre	1899, rue des Orioles, Laval	1999-10-03
LESSARD, Jean-François	285, rue Saint-Antoine, Sainte-Marie	2001-06-01
LESSARD, Laurent	938, rue de Bourgogne, app. 3, Sainte-Foy	2000-11-19
LETELLIER, Mario	1105, avenue Belvédère, app. 231, Québec	2000-09-02
LETOURNEAU, Carl	562, chemin des Sucreries, Montmagny	1999-09-11
LETOURNEAU, Maurice	235, boul. Québec, app. 102, Rouyn-Noranda	2001-04-23
LIBOIRON, Roland	295, rue Mallard, Cherstsey	1999-09-29
LUSSIER, Florence	155, avenue du Parc, app. 203, Île Perrot	1998-12-04
LUSSIER ROYER, Marie-Ange	1191, carré Girouard, Saint-Luc	1999-07-16
MACDOUGALL, Kelvin Joseph	423, rue Fontainebleau Sud, Longueuil	1994-05-23
MACKENZIE, George	1851, rue Saint-André, app. 9, Montréal	1999-10-04
MAINVILLE, Marie-Rose	3285, boul.Gouin Est, app. 804, Montréal	1999-02-28
MAISONNEUVE, Gilles	321, rue de Castillon, Masson-Angers	1997-12-14
MALONE, Margaret-Gertrude	623, rue Gagné, Lasalle	2001-05-19
MALOOF (GÉNÉREUX), Stella	672, 5e Avenue, Lachine	2000-12-06
MARCIL, Marcel	931, rue Normandie, app. 3, Saint-Jean	1998-02-04
MARCOTTE, Chantal	184, place Gilles, Lavaltrie	1999-02-15
MARCOUX, Lucien	1360, place des Pionniers, Ancienne-Lorette	1997-01-05
MARINEAU, Francis	214, rue Lanoue, Repentigny	1999-03-27
MARTEL, Claude	176, rue Saint-Émilien, Saint-Raymond	2001-01-06
MARTEL, Denis	88, rue de la Pointe-aux-Lièvres Sud, Québec	2001-04-28
MARTIN, Sadie	3405, côte Sainte-Catherine, app. 76, Montréal	2000-12-23
MASSIE (LAVALLÉE), Réjeanne	1355, rue Saint-Louis, app. 508, Lachine	1999-12-16
MATTEAU, Gilles	840, rue Lauzon, app. 112, Sainte-Foy	2000-10-08
MAURICE, Roland	1075, chemin Saint-Roch, Terrebonne	2000-06-04
MCANDREW, Larry	166, Harrington Road, Harrington	1997-01-03
MCDONALD, Lorne Percival	6444, boulevard Monk, Montréal	1996-05-11
MCDUFF, Charles	434, rue Saint-Jacques, Asbestos	1999-05-17
MÉNARD, Adrien	1884, rue Poulin, app. 1, Beauport	2000-09-13
MERCIER, Rodolphe	299, rue Louvain, Saint-Eustache	2000-07-20
MOREL, Maurice	300, rue Pierre-Laporte, Bécancour	1998-05-29
MORIAME, Thaddee	3855, boulevard Rosemont, app. 203, Montréal	2001-02-09
MORIN (HÉROUX), Jeanne	13853, rue Victoria, Montréal	1998-02-01
MORIN, Jean-Pierre	2405, chemin Lemire, Fleurimont	1999-12-06
MORIN (BUIES), Marie-Marthe	42, avenue Bégin, app. 7, Lévis	2000-07-01
MORIN, Thérèse	14005, rue Sherbrooke Est, app. 404, Montréal	1999-08-25
MORISSETTE, Eric Oscar	4516A, rue de la Futaie, Saint-Augustin	1997-10-25
MULEC, Dominik	5470, boul. Saint-Laurent, app. 205, Montréal	1996-10-09
MURPHY, Lionel	2270, rue Duff Court, app. 214, Montréal	2001-09-03
MURPHY, Robert	163, chemin Vetter, La Minerve	1998-02-08
NADEAU, Jean	2243, rue Dorion, Montréal	2001-05-11
NOËL, Léonide	1610, rue Kent, app. 303, Longueuil	1999-07-30
NOËL, Marie-Anna	1425, rue Notre-Dame, Saint-Césaire	2000-05-19
NOWELL, Arthur Wayne	5832, boulevard Décarie, app. 205, Montréal	1999-11-08
O'BRAD, Philipp	433, 100e Avenue, Laval	2000-01-05
OLIVIER, Gabriel-René	1304, rue Notre-Dame, Repentigny	1997-10-21
OUELLET, Claude	1052, rue de L'Amitié, Ancienne-Lorette	2000-07-11
OUIMET, Jean-Louis	445, rue Congrégation, Montréal	2000-01-09
PAQUET (COUILLARD), Raymonde	1401, 18e Rue, Québec	2000-04-11
PAQUET, Yvan	735, des Trois-Villages, app. B, Saint-Sauveur	2000-07-12
PAQUETTE, Henri	8528, boulevard Lévesque Est, Lasal	1998-12-04
PAQUETTE, Michael	4240, rue Messier, app. 605, Montréal	2000-12-13
PARENT, Suzanne	2300, Grand Boulevard, Montréal	1999-02-05
PARR, Matilda	6250, avenue Newman, Montréal	1999-03-02
PAYETTE, Jacqueline	3653, rue Queen, Rawdon	2000-10-02
PELLETIER, Laurier	17, rue du Charbonnier, Lévis	1999-12-19
PELLETIER (VALADE), Thérèse	6607, rue Drolet, Montréal	2000-02-02
PÉPIN, Paul	1831, rue Gareau, Longueuil	1999-06-26
PERRAS, André	2455, boul. Henri-Bourassa Est, app. 9, Montréal	1996-11-27
PERREAULT, Nicole	1119, rue Joseph Janot, app. 9, Montréal	1999-05-09
PERRON, Alfred	215, rue de la Montagne, Sainte-Julie	2001-05-21
PERRON, Léopold (Léo-Paul)	444, rue Tessier, La Tuque	2000-06-11
PEUVION, Patrick	205, boul. Seigneurial Est, app. 315, Saint-Bruno	2000-03-09
PHANAKHONE, Douangpy	146, rue des Marquisats, Sainte-Thérèse	2000-03-28
PICARD, Gilles	246, rue Marie-Louise, Québec	1999-07-11
PICHETTE, Robert	729, rue J.E. Cauchon, app. 3, Québec	1996-09-04
PILOTE, Lévis	160, rue Bossé, Chicoutimi	1999-09-08
PILOTE, Lucien	9100, rue Dumouchel, Mirabel	1998-03-16
PLANTE, Madeleine	2028, rue Saint-Étienne, Montebello	1998-11-29
PLOURDE (GAGNÉ), Thérèse	2020, rue Provencher, app. 113, Dolbeau	1999-08-05
POIRIER, Joseph-Adélard	2600, rue Labrecque, app. 315, Québec	1998-01-11
POLIQUIN, Yannick	2100, rue Colibri, app. 101, Drummondville	1999-10-19
POULIN, Marie-Colette	215, rue des Chênes, app. 3, Québec	2001-12-11
POUSSARD, Germaine	3865, rue Chevalier, app. 109, Québec	2000-05-29
POZAR, Mirko Kazimir	4444, rue Clark, app. 209, Montréal	2001-12-28
PRIMEAU, Gilles	216, rue de Pierrefontaine, app. 8, Boisbriand	2000-11-05
PRONOVOST (DESJARDINS), Marie	1745, avenue Cédar, Montréal	1998-08-02
PROULX, André	59, rue Principale, Chénéville	1999-05-13
PROULX, André	7935, rue Saint-Denis, app. 209, Montréal	1999-05-06
PROULX, Gérard	15, rue Saint-Édouard, app. 102, Lévis	1999-04-28
PROVENCHER, Robert	1005, rue Saint-Donat, app. 6, Montréal	1998-05-02
PRUNEAU, Robert	1113, boul. Taschereau, app. 5, La Prairie	1999-04-29
QUENNEVILLE, Pierre	315, côté Terrebonne, app. 105, Terrebonne	2000-11-18
QUESNEL (SINGLER), Louise	8317, 24e Avenue, app. 3, Montréal	1994-10-03
RAKOCZY, Ferenc	5692, rue Jeanne-Mance, Montréal	1999-08-30
RANCOURT, Raymond	1005, rue de l'Oise, app. 9, Charlesbourg	2000-05-29
RAYMOND, Roland	150, boulevard Saint-Luc, Saint-Jean-Richelieu	2000-07-01
RECOSKIE, Francis dit Frank	1301, 3e Avenue, app. 7, Val-d'Or	1998-12-14
RENAUD, Bruno	575, rue Elm, app. 107, Beaconsfield	2002-03-19
RENAUD (PELLERIN), Aline	115, 106e Avenue, app. 1, Lafontaine	1998-02-03
RENZO, Roger	6866, rue Beaulieu, Montréal	1999-12-24
RICHER (ST-ONGE), Jeannette	91, Petite-Rivière, app. 8, Louiseville	2000-01-26
RIOPEL, Albert	853, rue du Couvent, app. 5, Montréal	1999-07-16
RIOUX, John Eugène	1850, rue Wolfe, app. 16, Montréal	1996-09-01
RITCHOT, Bernard	55, 62e Avenue, Saint-Paul de l'Ile aux Noix	1998-10-10
RIVARD, Mario	1111, rue Mistral, app. 507, Montréal	2000-04-06
ROBERTSON, William	1900, avenue Lincoln, app. 74, Montréal	2001-04-22
ROBIDOUX, Fernand	268, rue Cyr, app. 34, Granby	1999-07-10
ROBILLARD, Denise	3451, du Mont-Royal Est, app. 320, Montréal	2001-12-27
ROCHON, Gérard	11676, rue Notre-Dame Est, Montréal	1998-03-03
ROSA, Jean-Claude	3679, rue Laviolette, Lac-Mégantic	1999-12-30
ROSSIGNOL, Maurice	2005, rue George 160, Ottawa	1996-01-15
ROUSSEAU (LANCTÔT), Céline	1500, boul. de l'Entente, app. 612, Québec	2000-09-07
ROWSELL, Donald	425, rue Leblanc, app. 301, Longueuil	1999-09-26
ROY, Denis	2601, chemin de la Canardière, Beauport	2002-02-11
ROY, Martin	16, rue Saint-André, Victoriaville	1999-12-26
ROY, Théodore	15, rue Saint-André, Price	1997-06-08
ST-AUBIN, Madeleine	11529, avenue Bois-de-Boulogne, Montréal	2000-12-25
ST-GERMAIN, Marcel	9099, rue Chambellé, Saint-Léonard	2000-01-22
ST-JEAN, Fernand	5414, rue Bellechasse, Montréal	1997-10-30
ST-LOUIS, Claude	100, rue de Gaspé, app. 1515, Île-des-Sœurs	1999-06-21
SABOURIN, Jean-Claude	574, rue Saint-Jean, app. 5, Québec	2000-07-31
SAMSON, Claude	3461, rue Alain, Lévis	1999-09-10
SAUNDERS, Georges	150, rue Saint-Luc, Saint-Jean-Richelieu	1995-03-26
SAURIOL, Gilles	2279, rue Hogan, Montréal	2000-12-01
SAVARD, Joseph Raoul	1682, rue St-André, app. 11, Montréal	2000-09-28
SAVOIE, Arthur	540, boulevard Charest Est, app. 5, Québec	1999-04-22
SEYE, Ibrahima	5985, rue Saraguay, Pierrefonds	1998-02-09
SHUTAK, Anna	650, place d'Accueil, Lachine	1994-10-26
SIMARD, Adolphe	49, avenue Turcotte, Vanier	1998-07-20
SIMARD, Adrien	47, rue de Gentilly, app. 2, Longueuil	1998-09-11
SIMARD, Sylvain	1667, rue des Bourrasques, Sainte-Foy	1999-03-20
SIROIS, Gérald	31, rue Boissonneault, app. 17, Lacolle	2000-05-23
STRADOMSKI (JANICKA), Cecylia	1500, rue Élizabeth, app. 406, Montréal	1998-10-23
TALBOT, André	372, rue Notre-Dame, app. 8, Repentigny	1998-04-29
TAMKEVICIUS, Aldona	21, 58e Avenue, Montréal	1996-01-30
TANGUAY, Danielle	3021, rue Dandurand, Montréal	2001-04-28
TESSIER, Irène	5081, rue Berri, app. 404, Montréal	2001-02-28
THÉORÊT (RICHER), Rollande	55, rue Chénier, Saint-Eustache	1999-10-23
THERRIEN, André	2371, rue Gamache, app. 206, Longueuil	1999-09-18
THERRIEN, Hervé	4901, rue Champlain, Lac Mégantic	1999-03-06
THIFFAULT, Daniel	11505, rue Laurier, Montréal-Nord	2000-05-19
TOUCHETTE, Jean-Claude	1525, rue Principale Nord, L'Annonciation	1998-12-18
TOUSIGNANT, André	2593, rue Dusseault, Val David	1999-12-02
TREMBLAY, Georges	2555, avenue Havre-des-Îles, app. 812, Laval	1999-08-17
TREMBLAY, Michel	1647, rue Benjamin, Sainte-Julienne	1997-07-03
TROTTIER, Alain	39, rue Saint-Germain, Saint-Paul de l'Ile aux Noix	2000-02-16
TRUDEAU, Stéphane	484, rue Nobert, app. 4, Gatineau	1997-08-25
TULLY, Aldoria	20, rue Claire, app. 607, Gatineau	2001-04-14
TUOMINIEMI, Jari Matias	1800, chemin du bord du Lac-Lakeshore, Dorval	1999-06-17
TURCOT, Gérard	6095, avenue des Perron, Laval	1997-03-24
TURCOT, Thérèse	245, rue Caroline, app. 309, Longueuil	1998-03-02
UMANSKI, Sarah Doris	275, avenue Brittany, Ville Mont-Royal	1995-08-30
VAILLANCOURT, Guy	5455, rue Charlemagne, Montréal	2000-02-20
VEILLETTE, Henri	8313, rue Clark, Montréal	2000-08-26
VEILLETTE, Lucie	2820, route 157, Notre-Dame-du-Mont-Carmel	2000-11-18
VERMETTE, Fernand	1000, boulevard Sainte-Anne, Joliette	1999-02-13
VERMETTE, Normand	4621, rue Bray, Rawdon	1997-10-29
VINCENT, Guy	320, 15e Rue, app. 4, Laval	2001-02-23
VINCENT, Raymond	1360, rue Jean-Talon Est, Montréal	2000-06-18
WAH, Wai	1650, rue St-Timothée, app. 907, Montréal	1997-04-01
WARREN, Michel	11055, avenue Touchette, app. 5, Montréal	2000-02-07
WYBOUW, Garfield	17, rue de la Barricade, app. 404, Québec	1999-01-22
YOAKIN, Elie (Elias)	4152, rue Beaconsfield, Montréal	1996-06-27

4- Avis de fin de liquidation

Conformément à l'article 700 du Code civil du Québec, le curateur public donne avis qu'il a terminé la liquidation des successions ci-dessous mentionnées. Tout héritier ou ayant droit peut faire valoir ses droits auprès du curateur dans les dix ans suivant la date où son droit s'est ouvert.

Nom	Domicile	Date de décès	Reliquat
BÉLANGER, Micheline	1926, rue Notre-Dame Est, Montréal	2000-02-17	2 520,70$
BÉLIVEAU, Lucien	575, rue Laviolette, Trois-Rivières	2000-01-01	3 717,38$
BLAIS, Roland	2577, boulevard René-Laennec, Laval	1997-08-05	1 548,47$
CHAMBERLAND, Paul	7401, rue Hochelaga, Montréal	2000-05-19	1 686,77$
CHARZYNSKI, Wladyslaw	225, avenue de la Présentation, Dorval	2000-12-03	88 100,14$
CHETOUANE, Aiachi	66, boulevard René-Lévesque Est, Montréal	2000-03-15	4 422,89$
COMTOIS, Laurentienne	2410, rue Principale, Sainte-Elizabeth	1995-09-04	4 279,95$
CÔTÉ, Maurice	5300, chemin Chambly, Saint-Hubert	1998-10-01	3 368,19$
DROUIN, Laurette	220, rue Principale, Bernierville	1996-10-11	7 537,60$
DUHAMEL, Marcel	13428, rue Martineau, Montréal	1999-10-31	7 647,04$
FENTON, Davidson E.	2080, Grand Boulevard, app. 105, Montréal	1998-08-14	27 775,31$
FONTAINE, Richard	140, rue Saint-Germain Est, app. 202, Rimouski	2000-02-11	1 356,89$
GÉLINAS, Pierre	1250, rue Alexandre-de-Sève, Montréal	2000-01-20	72 921,60$
GIROUX, Jeanne D'Arc	2300, rue Nicolet, Montréal	2000-09-16	3 457,68$
GODIN, Gilles	1359, rue Logan, Montréal	2000-07-12	2 835,04$
GOUDREAU, Nérée	7150, rue Marie-Victorin, Montréal	1999-05-07	273 276,59$
KHANA, Shoushan	850, 16e Avenue, Lachine	2000-02-06	4 423,26$
LACOMBE-VOISIN, Simone	5205, rue Notre-Dame Ouest, Lachine	1998-03-30	6 910,19$
LEIBOVITCH, Hannah	4770, rue Dupuis, app. 202, Montréal	1994-06-02	127 191,31$
MCGLOUGHLIN, Thomas	5050, place Nogent, Brossard	1997-01-02	12 248,98$
MORRISON, Robert	687, avenue des Pins Ouest, Montréal	1996-04-20	3 354,62$
PAWLIUK, Mary	225, rue Saint-Lambert, Valleyfield	1998-02-14	14 556,40$
PEARSON, Peter	2165, rue Tupper, app. 1202, Montréal	2000-02-12	5 076,15$
REGNAUD, Hermine	5003, rue Saint-Zotique Est, Montréal	1999-03-10	5 852,19$
ROBIN, Marie-Thérèse	2601, chemin de la Canardière, Beauport	1994-11-21	890,51$
ST-JEAN, Florence	901, rue Roy, La Tuque	2000-07-01	6 767,16$
SIMPSON, Muriel	5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal	1998-11-05	112 388,81$
VIENS, Denis	5300, avenue Courville, Waterloo	2001-01-10	2 053,44$

Le Curateur public du Québec
Direction des successions non réclamées
600 boul. René-Lévesque Ouest, 10e étage
Montréal (Québec) H3B 4W9
Tél.: 1-514-873-4074
1-800-363-9020
www.curateur.gouv.qc.ca

Québec

LEMIEUX NOLET
syndics de faillite et gestionnaires

CANADA
Province de Québec
District de Québec
Division de Québec
No de cour: 200-11-010599-028
No de sur.: 43-130578

COUR SUPÉRIEURE
«En matière de faillite»

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE : COMPLEXE MOULIN ROUGE INC., corporation légalement constituée, ayant fait affaires au 251, Saint-Pierre, Saint-Raymond (Québec), G3L 1R1

Avis vous est par la présente donné que la débitrice ci-haut mentionnée a fait cession de ses biens le 29 août 2002 sous le numéro 43-130578 des dossiers du Surintendant des faillites et que Lemieux Nolet Inc. a été nommé syndic à la faillite. La première assemblée des créanciers aura lieu le 19 septembre 2002, à 10h, au 1141, route de l'Église, 4e étage, Sainte-Foy (Québec).

Fait à Québec, ce 4e jour de septembre 2002.

LEMIEUX NOLET INC.
Claude Moisan, CA CIRP Syndic
Responsable de l'actif
1265, boul. Charest Ouest, bureau 1000
Québec, G1N 2C9

1575934

Roy, Métivier, Roberge
SYNDICS

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

Avis est, par les présentes, donné que **9107-4120 QUÉBEC INC.**, du 350, boul. Ste-Anne, BEAUPORT (Québec) a déposé un avis d'intention de faire une proposition le 16e jour de juillet 2002, puis une proposition concordataire le 6e jour d'août 2002 et qu'à l'assemblée des créanciers tenue le 27e jour d'août 2002, la proposition ayant été rejetée par les créanciers, la débitrice est réputée avoir fait cession de ses biens à cette même date, soit le 27e jour d'août 2002.

DATÉ DE SAINTE-FOY, ce 7e jour de septembre 2002

ROY, MÉTIVIER, ROBERGE INC., SYNDIC
à l'actif de ***9107-4120 Québec Inc.***

Québec - Rivière-du-Loup - Victoriaville
Trois-Rivières - Beauce - Shawinigan -
Drummondville - Chicoutimi - Thetford Mines

Iberville III
2960, boul. Laurier, bureau 210, Sainte-Foy (Québec) G1V 4S1
Tél.: (418) 651-5500 - Télécopieur: (418) 651-8077

1576266

Roy, Métivier, Roberge
SYNDICS

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

Avis est, par les présentes, donné que, **MAURICE GAGNON FLEURISTE INC.**, du 498, Taschereau, QUÉBEC (Québec) a fait cession de ses biens le 27e jour d'août 2002 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 17e jour de septembre 2002 à 14h30, au bureau du syndic, 2960, boul. Laurier, bureau 210, SAINTE-FOY, (Québec).

DATÉ DE SAINTE-FOY, ce 7e jour de septembre 2002

ROY, MÉTIVIER, ROBERGE INC. SYNDIC
à l'actif de Maurice Gagnon Fleuriste inc.

Québec - Victoriaville - Trois-Rivières - Beauce - Shawinigan
Drummondville - Chicoutimi - Rivière-du-Loup - Thetford-Mines

Iberville III
2960, boul. Laurier, bureau 210, Sainte-Foy (Québec) G1V 4S1
Tél.: (418) 651-5500 - Télécopieur: (418) 651-8077

1575918

Roy, Métivier, Roberge
SYNDICS

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

Avis est, par les présentes, donné que **9092-2048 QUÉBEC INC.**, du 419, rue Soumande, VANIER (Québec) a déposé un avis d'intention de faire une proposition le 30e jour de juillet 2002, puis une proposition concordataire le 6e jour d'août 2002 et qu'à l'assemblée des créanciers tenue le 27e jour d'août 2002, la proposition ayant été rejetée par les créanciers, la débitrice est réputée avoir fait cession de ses biens à cette même date, soit le 27e jour d'août 2002.

DATÉ DE SAINTE-FOY, ce 7e jour de septembre 2002.

ROY, MÉTIVIER, ROBERGE INC., SYNDIC
à l'actif de ***9092-2048 Québec Inc.***

Québec - Rivière-du-Loup - Victoriaville
Trois-Rivières - Beauce - Shawinigan -
Drummondville - Chicoutimi - Thetford Mines

Iberville III
2960, boul. Laurier, bureau 210, Sainte-Foy (Québec) G1V 4S1
Tél.: (418) 651-5500 - Télécopieur: (418) 651-8077

HYUNDAI

COMPTE À REBOURS

C'EST LE TEMPS OU JAMAIS D'EN PROFITER!

0$ DE COMPTANT Sur tous les modèles Accent

OU

0% FINANCEMENT À L'ACHAT Sur modèles sélectionnés

ACCENT GS 2002

0$ DE COMPTANT

0$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

LOUEZ À PARTIR DE **155$*** PAR MOIS/ 60 MOIS

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

PDSF DE 12 395 $**



LA SOUS-COMPACTE LA PLUS VENDUE AU QUÉBEC††

OU **0% FINANCEMENT À L'ACHAT†**
Sur tous les modèles Accent. Jusqu'à 36 mois.

• Moteur multisoupapes de 1,5 litre • Tachymètre • Transmission manuelle à 5 rapports • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Glaces teintées avec bande pare-soleil • Deux rétroviseurs extérieurs à commandes manuelles • Et beaucoup plus

RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES MENSUALITÉS DE LOCATION IMBATTABLES SUR LA SPORTIVE ACCENT GSi 3 PORTES ET LA GL 4 PORTES.

ELANTRA GL 2002

0$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

LOUEZ À PARTIR DE **179$*** PAR MOIS/ 48 MOIS

COMPTANT DE 1995 $

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

PDSF DE 15 295 $**



OU **0% FINANCEMENT À L'ACHAT†**
Sur tous les modèles Elantra GL et VE. Jusqu'à 48 mois.

• Moteur 2,0 litres à DACT • Deux coussins gonflables • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Radio AM/FM/CD • Télécommande d'ouverture du coffre et du volet de réservoir • Zones déformantes avant et arrière • Et beaucoup plus

Pour 20 $ de plus par mois, l'Elantra VE vous offre :
• Climatiseur • Régulateur de vitesse • Glaces, verrouillage et rétroviseurs extérieurs dégivrants à commandes électriques

LA TOUTE NOUVELLE TIBURON 2003 • Moteur 2,0 litres à DACT • Transmission manuelle à 5 rapports • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques • Phares antibrouillards • Roues en alliage d'aluminium de 16 po • Pneus radiaux Michelin® de performance P205/55R-16 • Et beaucoup plus

LOUEZ À PARTIR DE **249$*** PAR MOIS/ 48 MOIS

COMPTANT DE 1895 $

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

OU **0% FINANCEMENT À L'ACHAT†**
Sur modèles Tiburon sélectionnés. Jusqu'à 36 mois.



PDSF DE 19 995 $**

SANTA FE 2002 • Moteur 4 cylindres de 2,4 litres à DACT et 16 soupapes • Transmission manuelle à 5 rapports • Traction avant • Freins à disque aux 4 roues • Roues en alliage d'aluminium de 16 po avec pneus BFGoodrich® • Radio AM/FM/CD • Glaces et verrouillage électriques • Et beaucoup plus

LOUEZ À PARTIR DE **229$*** PAR MOIS/ 48 MOIS

COMPTANT DE 2995 $

OU **1,8% FINANCEMENT À L'ACHAT†**
Sur tous les modèles Santa Fe. Jusqu'à 36 mois.



PDSF DE 21 050 $**

SONATA GL 2002 • Moteur 2,4 litres à DACT • Groupe électrique • Climatiseur • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse • Rétroviseurs extérieurs dégivrants • Transmission automatique avec SHIFTRONIC^MC • Et beaucoup plus

LOUEZ À PARTIR DE **239$*** PAR MOIS/ 48 MOIS

COMPTANT DE 1995 $

OU **0% FINANCEMENT À L'ACHAT†**
Sur modèles Sonata sélectionnés. Jusqu'à 36 mois.



PDSF DE 21 195 $**

XG350 2002 • Freins antiblocage ABS et antipatinage • Coussins gonflables frontaux et latéraux • Sellerie en cuir • Toit ouvrant électrique • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Contrôle automatique de la température • Régulateur de vitesse • Glaces, verrouillage et rétroviseurs extérieurs dégivrants à commandes électriques • Et beaucoup plus

LOUEZ À PARTIR DE **365$*** PAR MOIS/ 48 MOIS

COMPTANT DE 3495 $

OU **1,8% FINANCEMENT À L'ACHAT†**
Jusqu'à 36 mois.



PDSF DE 32 295 $**

PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLÔMÉS

www.hyundaicanada.com

DES VOITURES GARANTIES POUR LONGTEMPS : Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Assistance routière 24 heures de 3 ans/kilométrage illimité, comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.

HYUNDAI

UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

*Programme de location de Les Services financiers Hyundai pour une Accent GS 3 portes 2002 neuve, PDSF à partir de 12 395 $; une Elantra GL 2002 neuve, PDSF à partir de 15 295 $; une Tiburon 2003 neuve, PDSF à partir de 19 995 $; une Sonata GL 2002 neuve, PDSF à partir de 21 195 $; un Santa Fe GL 4 cyl. 2002 neuf à traction avant, PDSF à partir de 21 050 $; une XG350 2002 neuve, PDSF de 32 295 $. Taux d'intérêt annuel de 1,24 %/0,30 %/5,82 %/2,77 %/1,91 %/2,13 %, mensualités de 155 $/179 $/249 $/239 $/229 $/365 $ pour 60/48/48/48/48/48 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location de 9300 $/8592 $/11 952 $/11 472 $/10 992 $/17 520 $. Option d'achat de 4206 $/5402 $/10 080 $/9299 $/8055 $/13 054 $. Comptant de 0 $/1995 $/1895 $/1995 $/2995 $/3495 $, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 $/0 $/249 $/239 $/229 $/365 $. Frais de transport et de préparation inclus pour les Accent, Elantra et Tiburon, en sus pour les Sonata, Santa Fe et XG350. Taxes, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 $ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. **PDSF d'une Accent GS 3 portes 2002 à partir de 12 395 $; d'une Elantra GL 2002 à partir de 15 295 $; d'une Tiburon 2003 à partir de 19 995 $; d'une Sonata GL 2002 à partir de 21 195 $; d'un Santa Fe GL 4 cyl. 2002 à traction avant à partir de 21 050 $; d'une XG350 2002 de 32 295 $. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et taxes en sus des PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. †Taux annuel de financement à l'achat de 0 % pour tous modèles Accent et Elantra 2002 et certains modèles Sonata 2002 et Tiburon 2003 sélectionnés pour une période de 24 ou 36 mois, jusqu'à 48 mois pour les Elantra GL et VE. Taux de financement à l'achat de 1,8 % pour tous modèles Santa Fe et XG350 2002 pour une période de 24 ou 36 mois. Exemple de financement : 10 000 $ à un taux annuel de 0 %/0 %/1,8 % équivaut à des mensualités de 277,80 $/208,33 $/285,55 $ pour 36/48/36 mois. Coût de prêt de 0 $/0 $/279,80 $, pour une obligation totale de 10 000 $/10 000 $/10 279,80 $. Les offres de location et de financement à l'achat sont d'une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails. ††Source : A.F.I.A.C., ventes de janvier à juillet 2002.

Léviko Hyundai
144, rte. Kennedy
Lévis 833-7140

Hyundai St-Georges
105 55, lère Avenue
St-Georges Est
Comté de Beauce 228-8814

Porlier Automobiles Inc.
100, Napoleon
Sept-Îles 962-1828

Luxoto Inc.
484, Côte Joyeuse
St-Raymond
990-0283

Montmagny Hyundai
150, boul. Taché ouest
Montmagny 248-7877

Gaspésie Auto Inc.
Route 132
Bonaventure ouest
Bonaventure 534-2191

Ste-Foy Hyundai
2400, rue Dalton
Parc Colbert
Ste-Foy 654-9292

Rivière-du-Loup Hyundai
289, Témiscouata
Rivière-du-Loup 862-8144

Rimouski Hyundai
375, boul. Ste-Anne
Pointe-au-Père 724-2231

Lessard Hyundai
659, boul. St-Joseph
Québec 623-5471

Boulevard Hyundai
40 boul. Comeau
Baie-Comeau 294-2886

Vigneau Hyundai
1199, Chemin Principale
Étang-du-Nord 986-5006

Ruby Auto Inc.
2272, rue Notre-Dame Nord
Thetford Mines 338-4665

AutomobilesMatane
1560 du Phare ouest
Matane 562-4444

Roberge Hyundai
545, rue Clémenceau
Beauport 666-2000

Garage Jean-Roch Thibeault
909 MGR de Laval
Baie St-Paul 435-2379

Nadeau Hyundai
680 Main Street
St. Basile, New Brunswick
(506) 263-5505